

Bulletin n°3
juin 2002

Observatoire *du monde juif*

Quatre fois l'an
5 €

LE NÉO-GAUCHISME FACE À ISRAËL

La dissociation de l'« antiracisme » et de la lutte contre l'antisémitisme

SHMUEL TRIGANO, PRÉSIDENT DE L'OBSERVATOIRE DU MONDE JUIF

Dans la France d'aujourd'hui, on peut être antiraciste et adopter des postures de facto antisémites. Ce phénomène inédit et paradoxal dérouté les repères habituels et entraîne une confusion des esprits gravement dommageable pour la clarté des enjeux politiques contemporains.

La preuve de cette dérive morale et politique nous est fournie par l'idéologie néo-gauchiste qui draine de nombreux courants de l'extrême gauche, des Verts jusqu'à à Lutte Ouvrière. L'antisionisme flamboyant de ces mouvements, dont l'aura et l'influence dépassent de bien loin la force politique institutionnelle, en offre la meilleure illustration. L'État d'Israël est aujourd'hui le seul État de la planète dont une idéologie – l'antisionisme – recherche la destruction. Il se trouve qu'il s'agit de « l'État des Juifs », pour reprendre la terminologie de Théodore Herzl. Le néo-gauchisme, à l'instar de toutes les idéologies, aime à faire des classements fantastiques : il ne s'en prendrait qu'à cet État mais, bien sûr, défendrait en cas de besoin les Juifs victimes du racisme... L'embarras, c'est que l'immense majorité du monde juif a trouvé dans le symbole que représente cet État, le fondement de sa dignité et de sa liberté, au sortir de la déréliction dans laquelle il s'est retrouvé durant la deuxième guerre mondiale.

On remarquera au passage l'étonnante absence de démocratie de cette idéologie qui se veut libertaire mais dicte à une classe d'hommes ce qu'ils doivent être pour être dignes de respect : des victimes mais pas des hommes libres de se déterminer. Nous sommes ici dans la plus classique tradition antisémite, avec une manipulation du signe juif qui obéit à des finalités et des intérêts qui dépassent la condition juive spécifique. On célèbre des Juifs théoriques pour mieux accabler ceux qui existent. Il faut ainsi que l'État d'Israël soit décrété « raciste » pour que l'on souhaite sa destruction ou son abaissement en dehors de tout « antisémitisme ».

Cette condamnation d'un Israël « raciste » rejaille concrètement et directement sur la communauté juive française. La preuve nous en a été donnée avec la manifestation contre l'antisémitisme et en solidarité avec l'État d'Israël du 7 avril 2002. On a pu voir à cette occasion le « front anti-raciste » (de SOS Racisme à la LICRA, pour ne rien dire du MRAP, inféodé au PCF, et des groupuscules d'extrême gauche) se retourner contre la communauté juive accusée, pour la troisième fois¹ en deux ans, de racisme et de communautarisme. Très précisément parce qu'elle réagissait là où elle était attaquée : dans son identité à la fois symbolique et collective. Ce n'est pas l'homme indifférencié que les agressions antisémites visaient, en effet, mais les Juifs dans leur appartenance à un monde juif.

Retournant leur exclusion du Juif dans l'Homme, les anti-racistes ont alors accusé la communauté juive de « racisme » pour la stigmatiser et se désolidariser d'une manifestation qui a vu descendre dans les rues de France le tiers de ses membres. Cette condamnation très vertueuse – anti-communautarisme républi-

L'Observatoire du monde juif, organisme indépendant et autonome, a pour vocation d'étudier et d'analyser la condition des communautés juives et les problèmes auxquels elles sont confrontées en France et dans le monde, tant sur le plan de leur existence spécifique que sur celui de leur environnement politique, social et culturel. Il se donne pour objectif de clarifier les enjeux des questions juives, d'en informer les responsables politiques et les professionnels de l'information, de communiquer les résultats de ces investigations aux milieux de la recherche, d'aider les communautés juives à se repérer dans l'évolution des choses.

Pour trancher sur les stéréotypes et les déformations qui accablent le plus souvent ces sujets, l'Observatoire se recommande des méthodes universitaires de la recherche sociologique et politologique.

cain oblige ! – repose sur un dangereux brouillage des responsabilités qui porte certains à « comprendre » que l'on s'en prenne à des cibles juives et à noyer les responsabilités des contrevenants sous les vocables du « politiquement correct ». Sans compter que leur réprobation d'Israël doit grandement jouer dans le passage à l'acte de ces derniers...

Si près du communisme une mentalité de type totalitaire qui autorise tous les « accommodements » avec la morale s'est reconstituée. Nous assistons ainsi à la naissance d'une idéologie anti-raciste mais de facto antisémite. Elle donne lieu à des convergences bizarres avec des idéologies réactionnaires comme l'islamisme intégriste qui poursuit l'éradication d'Israël non parce qu'il est « raciste » et « impérialiste » mais parce que ses idéologues n'ont jamais accepté que le Juif puisse jouir d'un statut autre que celui du « protégé », du *dhimmi*. Remarquons à ce propos l'égaré intellectuel et politique qui porte les néogauchistes à manifester aux côtés de fondamentalistes islamiques.

Le pivot de cette confusion idéologique est sans aucun doute le facteur répulsif que représente le

F.N. C'est dans sa condamnation spectaculaire que les anti-racistes vont chercher la confirmation de leur moralité, tout spécialement pour ce qui concerne leur antisionisme. « Anti-Le Pen », ils ne peuvent être antisémites... C'est l'assignation une fois pour toutes du danger raciste à Le Pen qui les a conduit à désidentifier les actes antisémites pour les mettre au compte d'une insécurité anonyme et accuser en retour la communauté juive de racisme quand elle les révéla et lorsque les responsabilités de milieux de l'immigration devinrent évidentes. Ces actes brisaient le « front anti-raciste » et la convergence des luttes contre le racisme et l'antisémitisme.

La réprobation de J. M. Le Pen par les néogauchistes est d'autant plus puissante qu'ils refoulent l'inquiétude intime que provoque en eux la propension à un antisémitisme de fait. Il y a aujourd'hui une synergie, paradoxale mais somme toute classique, entre l'extrême droite et le néogauchisme : l'antisionisme en est la clef. ■

1. La première fois en octobre 2000, après l'éclatement de la deuxième Intifada, la deuxième fois en novembre 2001, après que le premier Bulletin de l'Observatoire ait publié la liste des agressions

Aspects de la nouvelle judéophobie

PIERRE-ANDRÉ TAGUIEFF, DIRECTEUR DE RECHERCHE AU CNRS, PARIS

Traiter, au début du troisième millénaire, de l'émergence d'une idéologie antijuive aux dimensions planétaires, en prenant la société française comme illustration privilégiée, c'est à l'évidence s'engager, avec la gravité requise, dans une tâche aussi difficile que risquée. Car le simple énoncé de cette thèse peut paraître provocateur, voire scandaleux, tant est forte et répandue la conviction que « l'antisémitisme » est désormais chose du passé, et qu'il ne peut s'observer que comme une survivance ou une résurgence furtive, attribuée en propre à « l'extrême droite ». La nouvelle vague antijuive, qui se manifeste planétairement par des discours d'accusation autant que par des actions violentes, est portée à la fois par l'islamisme radical et le nouveau gauchisme tiers-mondiste.

Voilà ce qui surgit, sans reproduire un modèle historique connu: une vision diabolisante des Juifs, assimilés à l'entité mythique « les sionistes », accusés de « racisme », de « fascisme », d'« impérialisme », d'« apartheid » et de « génocide ». Le système de mise en accusation est fondé sur le noble appel aux droits de l'homme, sur l'invocation de « la Justice », sur l'incitation à lutter « contre le racisme ». Mais, on ne le sait que trop, la plupart des hommes ne peuvent ou ne veulent reconnaître dans ce qui arrive que ce qu'ils croient déjà bien connaître.

La nouveauté de cette configuration antijuive émergente ne s'inscrit pas dans le champ balisé de leurs évidences idéologiques. Il ne s'agit pas du retour plus ou moins fantasmagorique de Drumont entouré d'anti-dreyfusards, de la résurrection d'Hitler ni d'une bouf-

fée de pétainisme. Rien qui soit bien reconnaissable, si ce n'est tel ou tel stéréotype recyclé. La réalité événementielle de la judéophobie émergente ne s'explique pas par un retour des fantômes, la nouvelle judéophobie n'est pas de l'ordre du spectre. Les tenants d'un « antiracisme » routinisé en sont désorientés. Leur univers mental s'avère imperméable à ce qui ne ressemble pas à leurs convictions établies. Ils s'efforcent de ramener l'inconnu au bien connu, le nouveau à l'ancien. Les « antiracistes » orthodoxes et satisfaits ne veulent pas être dérangés, ils veulent ronronner tranquilles. Avec leurs cauchemars sans réelles conséquences, peuplés de vieux diables sortis de l'Histoire. Ils ne veulent que dénoncer, à sens unique, dans une direction idéologico-politique fixée une fois pour toutes il y a un demi-siècle. Dénoncer par exemple litanièrement, en langue

Antijudaïsme, antisémitisme, judéophobie: clarifier le vocabulaire

Avant et après l'ère de l'« antisémitisme » au sens strict du terme, c'est-à-dire du racisme antijuif (du milieu du ^{xix}^e siècle au milieu du ^{xx}^e), des discours et des pratiques centrés sur le rejet plus ou moins violent des Juifs sont identifiables et caractérisables. Par le terme « **judéophobie** » (néologisme que j'emprunte à Leo Pinsker²), j'entends désigner, au sens fort, une haine idéologiquement organisée des Juifs en tant que Juifs, qui peut prendre la forme d'une conception antijuive du monde. Terme conceptuel, le mot « judéophobie » ne doit donc pas être naïvement pris au sens littéral suggéré par son étymologie: il ne s'agit pas simplement de la « crainte des Juifs », mais d'un mélange d'hostilité, d'aversion et de haine les visant, nourri par des fantasmes, structuré par des légendes et des rumeurs. Le terme connote ainsi un rejet porté par des passions négatives (peur, angoisse, mépris, ressentiment, haine). La catégorie de judéophobie fonctionne comme celles d'hétérophobie³ ou de xénophobie, et non pas comme celle - par exemple - de claustrophobie. La différence entre « nous » et « les Juifs » étant posée comme absolue, ou érigée en absolu, et la catégorie « les Juifs » incarnant un ensemble de valeurs absolument négatives (lesquelles varient selon les époques historiques et les zones civilisationnelles), les réactions judéophobes se modèlent sur deux types distincts de conduites: d'une part, des conduites d'évitement (phobie du contact), et, d'autre part, des conduites d'affrontement. Fuir ou agresser: ou bien la ligne « Je ne veux pas les connaître », ou bien le programme « Mort aux Juifs! ».

La judéophobie a pris une **forme religieuse** dans le monde chrétien, des Pères de l'Église à la fin du Moyen Âge: c'est l'**antijudaïsme** religieux au sens strict, dont la survivance est toujours observable aujourd'hui, notamment dans les marges intégristes du catholicisme. Elle a aussi pris une **forme économique** au cours du ^{xix}^e siècle dans les milieux socialistes et anarchistes (mais aussi dans le traditionalisme catholique), formant une synthèse idéologique persistante avec l'anticapitalisme. Cette judéophobie économique-sociale s'est fixée à gauche de l'échiquier politique, ou plus exactement à l'extrême gauche, dans les milieux révolutionnaires de toutes obédiences. La judéophobie a été ensuite refondue et refondue **sur la base de l'idée de race** dans le dernier tiers du ^{xix}^e siècle européen. Elle est descendue dans l'arène politique pour se lier au **nationalisme ethnique et xénophobe**, au point de repasser de gauche à droite - plus exactement: des milieux socialistes aux milieux nationalistes anti-démocratiques - dans les années 1880-1900. On devrait réserver le terme « **antisémitisme** »,

auto-désignation forgée et utilisée par les ennemis déclarés des Juifs qui se réclamaient d'une doctrine des races (« Sémites » versus « Aryens »), pour référer à la judéophobie expressément raciste, née vers le milieu du ^{xix}^e siècle et tombée en désuétude après 1945, idéologie dans laquelle les Juifs, en tant que représentants par excellence de l'imaginaire « race sémitique », étaient censés incarner une race étrangère et ennemie, inférieure, nuisible ou dangereuse. Dans le contexte européen, le racisme antijuif est devenu force politique en s'intégrant dans le nationalisme xénophobe, où il a illustré quelque chose comme une xénophobie tournée vers l'intérieur de la nation. Le racisme antijuif (ou « antisémitisme » stricto sensu) n'a donc constitué qu'un court épisode - un siècle à peine - dans l'histoire longue des visions et des pratiques antijuives.

Mais le mot « **judéophobie** » peut aussi être employé pour désigner, de façon plus lâche, un ensemble inorganisé de représentations et de croyances, de préjugés et de stéréotypes, disons un imaginaire coloré d'affectivité, dans lequel la perception de l'entité plus ou moins mythique « les Juifs » est foncièrement négative. D'une judéophobie de doctrine, de la judéophobie des judéophobes déclarés l'on doit donc distinguer une judéophobie de sentiment ou d'opinion, recouvrant un stock d'idées reçues disponibles où dominent l'antipathie et l'hostilité plus ou moins déclarées à l'égard des Juifs.

Lorsqu'il prétendent porter aujourd'hui, en France, sur « l'antisémitisme », les sondages d'opinion mesurent dans l'indistinction des représentations ou des croyances antijuives diffuses et des convictions idéologiques fortes, constitutives de visions antijuives élaborées, relevant du vieil antisémitisme nationaliste (donc attribuable, de façon privilégiée, à la catégorie floue qu'est « l'extrême droite »). Aveugles aux émergences, de tels sondages généraux ne repèrent, dans le champ de l'opinion, que des permanences, des survivances ou des résurgences, affectant les préjugés et les stéréotypes constitutifs du vieil antisémitisme. Or, il s'agit de prendre la mesure d'un phénomène idéologico-politique tout autre. Car, quel que soit le niveau d'analyse que l'on privilégie, la nouvelle judéophobie observable dans la période post-nazie apparaît comme centrée sur un « **antisionisme** » mythique, qui traite le « sionisme » comme l'incarnation du mal absolu⁵. Plus précisément, comme la principale forme de « racisme » existant aujourd'hui. L'antiracisme est ainsi instrumentalisé par l'antisionisme radical. La haine d'Israël, une haine absolue, appelant une lutte inexorable, constitue la passion motrice, et donc l'indice majeur, de la nouvelle judéophobie. À l'antisionisme absolu s'ajoute de plus en plus souvent une forme plus ou moins

clairement affirmée (ou assumée) de négationnisme, lequel constitue une composante majeure de la nouvelle judéophobie. Ma thèse est que cet antisionisme satanisateur est aujourd'hui devenu la clef de voûte de ce qu'on appelle ordinairement l'« antiracisme », qu'il tend en conséquence à repasser de droite à gauche (sans pour autant cesser de persister à l'extrême droite) et qu'il fonctionne idéologiquement de pair avec un « anti-impérialisme » qui n'a cessé de sataniser exclusivement les États-Unis (et plus largement les démocraties occidentales). Son postulat, j'y insiste, est que « le sionisme » constitue non seulement « une forme de racisme », mais qu'il incarne par excellence, aujourd'hui, le racisme. Dans la nouvelle configuration tiers-mondiste, néo-communiste et néo-gauchiste, plus connue sous la désignation de « mouvement anti-mondialisation », l'ennemi absolu tend à prendre deux visages, ceux-là mêmes qu'il possède dans la rhétorique islamiste: celui du « grand Satan » américain et celui du « petit Satan » israélien ou « sioniste » (c'est-à-dire « juif »). Disons, pour simplifier, que, dans la vulgate néo-tiers-mondiste, l'impérialisme est toujours américain et le racisme toujours « sioniste ». Quant à la victime absolue, elle prend de plus en plus exclusivement la figure du Palestinien, plus précisément du Palestinien-martyr, en un sens plutôt chrétien ou plutôt islamique selon les récepteurs du message victimaire. Telle est la vision du monde partagée aujourd'hui par les militants du nouveau gauchisme anti-néo-libéral et par les guerriers des mouvements islamistes radicaux. Dans toutes les manifestations pro-palestiniennes organisées en 2001 et en 2002, hautement allégoriques, des néo-gauchistes (trotskistes et anarchistes) côtoyaient des islamistes. Contamination réciproque de l'utopie révolutionnaire et du fondamentalisme djihadiste.

Cette convergence inédite pourrait se traduire par une nouvelle alliance trans-nationale contre les démocraties libérales-pluralistes. Naissance d'une configuration qu'on pouvait croire hautement improbable: **la configuration islamo-progressiste**⁶. Son moteur passionnel est l'engagement total en faveur de la « cause palestinienne », symbole pour certains de la cause des Arabes ou de celle des musulmans, et pour d'autres de la cause des « pauvres », des « peuples du Sud », voire des « prolétaires de tous les pays ». Un conformisme palestinophile s'est étendu sur les sociétés d'Europe de l'Ouest, un « antisionisme » fanatique a saisi une grande partie de l'opinion. Le conflit israélo-palestinien est vécu comme une affaire personnelle par nombre de citoyens français, il se prolonge en France par une guerre politico-culturelle utilisant manifestations, pétitions et contre-pétitions, etc., qui a fait émerger un nouveau

de bois de type stalinien, « le racisme », « le fascisme », « le néo-nazisme », « l'extrême droite », etc.

Il faut donc argumenter, avec la patience requise, car les incrédules installés doivent être conduits à faire un véritable travail de connaissance. Comment les arracher à leurs chères et pauvres abstractions, à leurs fictions alimentaires, à leurs « SOS » rhétoriques, à leurs luttes fantasmatiques? Comment les sortir de leur « vigilance » aveugle? Comment ébranler leur confort intellectuel? Troubler un instant seulement leur bonne conscience?

La nouvelle judéophobie planétaire

Pour expliquer les réticences et la méconnaissance, il faut aussi tenir compte d'un obstacle d'un ordre tout autre, qui relève de la représentation-écran. Ce qui empêche en effet certains milieux « antiracistes » de reconnaître clairement la réalité de la vague judéophobe, c'est l'emprise persistante d'une idée toute faite: la conviction que la xénophobie anti-immigrés (ou le « racisme anti-Arabs ») a remplacé « l'antisémitisme », ou encore la thèse que, dans la posture de la « victime du racisme », le « Sémite » arabe a pris la suite du « Sémite » juif. C'est là supposer une nécessaire relation de succession entre « l'antisémitisme » et le « racisme anti-Arabs », en faisant jouer un type de transfert d'identité historique et de substitution victimaire analogue à celui qu'opère la propagande palestinienne et tiers-mondiste, dans laquelle il est affirmé que « les vrais Juifs persécutés d'aujourd'hui, ce sont les Palestiniens », et que ces derniers sont victimes d'un « génocide » commis par « les sionistes »⁷.

La vérité est tout autre : reconnaître la montée de la judéophobie, cela n'implique nullement de nier l'existence de l'arabophobie. À l'idée fautive du caractère successif des deux phénomènes, il faut substituer la thèse, conforme à l'observable, de leur coexistence. Voilà qui complique le tableau, et empêche – ou devrait empêcher – les lectures manichéennes. En outre, certains observateurs de bonne foi croient pouvoir nier l'émergence d'une nouvelle judéophobie en soutenant que les « incidents antijuifs » sont commis par de jeunes délinquants non encadrés ni idéologisés, et ne correspondent à aucun mouvement de masse politiquement organisé. Il y a là une lourde erreur d'analyse: les actes antijuifs sont bien commis aujourd'hui en référence à une configuration idéologique qui leur donne un sens en les justifiant, une configuration composite où des fragments de discours islamiste de style djihadiste s'entrecroisent avec un parti-pris pro-palestinien et plus largement pro-arabe. Et qu'il n'existe pas, dans la France contemporaine, un parti de masse diffusant et organisant politiquement les passions antijuives, cela n'implique nullement que celles-ci ne soient pas largement inscrites dans l'imaginaire social. Elles ne sont certes plus portées par un ou des partis politiques, comme

dans le vieil antisémitisme nationaliste de l'Europe moderne, elles sont colportées et entretenues par une multitude d'associations ainsi que par les nouveaux moyens de communication (cassettes audio et vidéo, internet, etc.), qui permettent une large diffusion de la propagande islamiste (appel au djihad contre « les Juifs », célébration des « martyrs », etc.).

L'antisémitisme que je dirai « classique » dérivait principalement, en chaque nation, de facteurs et de sources idéologiques endogènes. La nouvelle judéophobie se constitue et se développe comme un mouvement planétaire, trans-national. L'antisémitisme classique trouvait sa relative unité et sa légitimation ultime dans une commune référence à la doctrine antijuive du christianisme. La nouvelle judéophobie planétaire trouve ses nourritures psychiques et ses justifications idéologiques dans certaines interprétations fondamentalistes et djihadistes de l'islam. La sous-estimation des dangers représentés par les réseaux islamistes transnationaux vient à l'appui de la minimisation, voire de la négation des manifestations de judéophobie.

Le parti pris pour les «pauvres»

En outre, par l'effet d'une extension abusive de la vigilance antiraciste, toute critique de l'intégrisme islamique est immédiatement dénoncée comme manifestation d'islamophobie. Le terrorisme intellectuel règne. Même après le 11 septembre 2001, l'aveuglement d'une grande partie des milieux de l'extrême gauche tiers-mondiste et « anti-mondialisation », mais aussi d'une partie de la gauche (Verts et communistes d'abord), sur la réalité menaçante de l'islamisme, principal vecteur international des stéréotypes antijuifs, n'a point cessé. Tragique aveuglement, fondé sur un cliché misérabiliste: l'islam, « religion des pauvres ». Lequel fait couple avec le cliché constituant la justification moralisante la plus répandue des violences terroristes: le terrorisme comme « arme des pauvres », ultime recours des « humiliés ». Au nom des « pauvres », tout est permis. Les « humiliés » ont tous les droits, y compris celui de tuer (en se tuant éventuellement). Le prêcheur médiatique Albert Jacquard lance ainsi le 2 avril 2002, avec l'indignation compassionnelle requise: « L'humiliation fabrique des kamikazes » (*France Inter*, Journal, 13h 45). Le 14 avril 2002, le Rouge-Vert Noël Mamère, démagogue sans scrupule, déclare sur *France 2* : « Je comprends (...) très bien la colère et la haine des Palestiniens dont certains qui ont mon âge sont nés dans des camps de réfugiés et y vivent depuis toujours [sic]; je comprends très bien (...) que leur haine soit nourrie par l'humiliation et la politique de Sharon qui est une politique de guerre.⁸ » « Comprendre », c'est ici, tout à la fois, s'identifier aux terroristes (les « humiliés ») et justifier les « bombes humaines » palestiniennes. Ce type de transfiguration idéologique se rencontre, sans fard néo-chrétien, dans le discours des grands légitima-

teurs du fondamentalisme islamique et des entreprises terroristes qu'il initie puis couvre. Le parti-pris en faveur des « pauvres » (dont le berger serait le démuné Ben Laden!) empêche d'ouvrir les yeux sur cette internationale de la haine et de la terreur qui s'est constituée depuis environ deux décennies dans la mouvance de l'islamisme radical, et qui vise en particulier les Juifs, nommés comme tels ou désignés par des expressions sloganisées: les « sionistes », « le sionisme mondial », le « judéo-sionisme », voire « le sionisme judéo-israélo-américain », diable composite accusé par un journaliste jordanien, le 13 septembre 2001, d'être l'auteur véritable des attentats anti-américains du 11 septembre (!).

L'amalgame

Une nouvelle vague de judéophobie, d'extension planétaire, est aujourd'hui observable, qui se fonde sur un amalgame polémique entre Juifs, Israéliens et « sionistes », fantasmés comme les représentants d'une puissance maléfique. Des islamistes de toutes obédiences aux nouveaux tiers-mondistes radicaux, on dénonce inlassablement l'« impérialisme américano-sioniste ». Certains croient pouvoir préciser leur dénonciation de l'ennemi absolu en désignant un « complot sioniste » ou un plan de « conspiration mondiale » réalisé par les « judéo-croisés » (cliché récurrent dans le discours islamiste). Des têtes vides remplies de formules creuses continuent litaniquement, au début de 2002, de dénoncer « la croisade impériale en Afghanistan » – slogan repris par le trotskiste Daniel Bensaïd, dans une livraison récente de la *Revue d'études palestiniennes*⁹, en janvier 2002. Un certain Farid El Asri, le 5 février 2002, sur le principal site musulman francophone, dénonce à son tour « l'anéantissement par le gouvernement Bush du peuple afghan », fait mine de s'indigner de ce que la Knesset « profite de l'aubaine lâchant sa meute sur les jardins d'enfants » (sic), et réitère l'accusation de génocide: « Décidé dès le début du vingtième siècle, l'humancide perpétré par les sionistes contre le peuple palestinien, révèle au grand jour le point culminant du fanatisme des violeurs de Sion » (site *oumma.com*). Tel est le contenu de ce que j'appelle l'antisionisme absolu, fondé sur la démonisation et la criminalisation d'Israël qui, par cercles concentriques, s'appliquent à tous les Juifs, soupçonnés d'être des « sionistes » plus ou moins masqués, et à ce titre des « impérialistes » et des « racistes » (et bien sûr des « comploteurs »).

Dans le discours dit « antisioniste », le « sionisme » et les « sionistes », objets de dénonciation démonisante, constituent des entités mythiques, des constructions polémiques, n'ayant plus grand chose à voir avec l'histoire du mouvement national juif, avec le projet sioniste tel qu'il s'est défini puis réalisé par la création de l'État d'Israël. L'adepte de l'antisionisme absolu ne critique pas, il diabolise, en assimilant polémique-

ment Israël aux deux figures historiques d'État raciste offertes par l'histoire du xx^e siècle: le régime nazi et le régime sud-africain d'apartheid. Cet amalgame est à la fois un mode d'illégitimation radicale et un appel au démantèlement, à l'élimination. C'est pourquoi l'antisionisme éliminationniste constitue le noyau dur de la nouvelle judéophobie planétaire.

Le manichéisme

Pour les nouveaux antijuifs – conscients ou non, déclarés ou fuyants -, tous les malheurs du monde s'expliquent par l'existence d'Israël. Celle-ci incarne par excellence la causalité diabolique. « Israël est coupable », « Les sionistes sont coupables », « Les Juifs sont coupables »: les accusations s'enchaînent et tendent à se confondre. Et l'israélophobie va de pair avec une palestinophilie inconditionnelle. Dans certains milieux d'extrême gauche (où les militants des mouvements « anti-mondialisation », principale forme de recyclage du projet communiste, sont particulièrement actifs), le Palestinien a remplacé le Prolétaire. L'engagement révolutionnaire tend à se réduire à un engagement inconditionnel en faveur du « camp palestinien ». Le mythe manichéen fonctionne: pauvres contre riches, faibles contre puissants, dominés contre dominants. Dans ce cadre interprétatif, le Palestinien a toujours raison, quoi qu'il puisse faire: même les plus sanglants des attentats relevant du terrorisme dit « aveugle », où des Juifs sont tués en tant que Juifs (femmes, enfants et bébés compris), sont décryptés selon le slogan du terrorisme « arme des pauvres » et justifiés au nom de « juste » révolte des « dominés ».

Aux pires massacres commis par des kamikazes palestiniens sont trouvées des circonstances atténuantes, les « belles âmes » de la « gauche progressiste » se montrant particulièrement inventives en la matière. Et, par une analogie devenue ordinaire, le « jeune » d'une banlieue française, s'il est issu de l'immigration maghrébine, peut jouer le rôle de l'exclu-révolté, celui du Palestinien à la française, pure incarnation d'un fantasme révolutionnairement correct. Beuophilie rime avec palestinophilie, dans l'espace médiatique où ces fictions du Bien ou de la Juste Révolte sont indéfiniment mises en scène. Un sommaire dualisme manichéen est au principe des préférences, des choix et des engagements: le supposé faible a toujours raison, le supposé fort a toujours tort; le dominant est toujours méchant, le dominé est toujours vertueux; le fort/dominant est par nature haïssable, le faible/dominé est nécessairement admirable.

Le public cible

Les « idiots utiles » de l'islamisme se recrutent pour l'essentiel dans les milieux du nouveau gauchisme (où se rejoignent chrétiens tiers-mondistes, trotskistes et communistes), à travers l'engagement pro-palestinien,

expression politique dominante de la préférence pour les « victimes », les « faibles » et/ou les « dominés ». Une nouvelle fois, au nom des « pauvres », des opprimés ou des victimes, un discours de haine se diffuse, qui se fixe principalement sur Israël, traité comme un État en trop. Les violences terroristes sont transfigurées en « actes de désespoir », dus à des « humiliations » répétées et commis par des « pauvres » contre des « riches » dominateurs: c'est ainsi que sont effacées les principales dimensions du terrorisme antijuif, la pulsion fanatique, la visée stratégique et le projet politique régulateur (l'islamisation du monde).

Le vieux démagogue Arafat sait s'adresser à des auditoires chrétiens en vue de déclencher des émotions fortes, palestino-philiques, fondées sur l'empathie et à la compassion. C'est ainsi que, de ses bureaux à Ramallah, fin mars/début avril 2002, dans un contexte où, invoquant Allah, il appelle monstrueusement son peuple à se transformer en « millions de martyrs », le démagogue cynique n'hésite pas, dans de multiples interventions télévisuelles, à instrumentaliser d'une façon éhontée le thème de la « défense des lieux saints »: « Allah, donne-nous de mourir en martyrs en défendant les lieux chrétiens et musulmans qui sont sacrés pour Toi (...) Nous sommes en première ligne, et ce peuple défend ces lieux saints.¹⁰ » C'est là un lieu commun que sollicitent tous les ennemis d'Israël dans le monde arabo-musulman. Le directeur général du ministère de l'Information de l'Autorité palestinienne, Hassan Al-Kashef, déclarait ainsi en juillet 1997: « Les soldats de l'offensive talmudique n'hésitent pas à appeler ouvertement à la vengeance contre la chrétienté qui a persécuté les Juifs d'Europe (...). Nous savons que Jésus a été la victime des agissements de l'extrémisme talmudique, qui brandit aujourd'hui un drapeau national, porte l'armure d'une armée nationale et utilise le terrorisme d'État par le moyen de colons armés et d'une armée.¹¹ » Quant au « président » syrien Bachar El-Assad, dans le discours de bienvenue qu'il prononça le 5 mai 2001 lors de l'arrivée du pape Jean-Paul II à Damas, il récita fidèlement le couplet antijuif, mêlant des miettes d'antijudaïsme chrétien aux clichés antisionistes en cours dans le monde arabo-musulman :

« Nous avons tous appris beaucoup des souffrances et des tourments de Jésus-Christ, causés par ceux qui s'opposaient aux principes et aux valeurs divins et humains qu'il nous a enseignés (...). Votre Sainteté incarne le plus haut niveau de responsabilité pour maintenir ces valeurs, d'autant plus qu'il y a ces gens qui tentent sans cesse de soumettre à nouveau tous les peuples aux souffrances et aux tourments. C'est pourquoi nos frères en Palestine sont assassinés et torturés, la justice est violée, et en conséquence des territoires au Liban, au Golan et en Palestine ont été occupés par ceux qui ont même tué le principe d'égalité lorsqu'ils ont prétendu que Dieu avait créé un peuple supérieur à tous les autres peuples. (...) Ils essaient de tuer tous

les principes des fois divines, avec la même mentalité qui leur a fait trahir et torturer Jésus-Christ, et de la même manière qu'ils ont tenté de trahir le Prophète Mohammed (que la paix soit sur Lui). La mise en œuvre des commandements divins impose que l'on prenne position contre ceux qui les nient (...)»¹²

Le principal thème d'accusation des nouveaux judéophobes, porté notamment par les milieux islamistes transnationaux et certains héritiers néo-gauchistes ou néo-communistes du tiers-mondisme, est que le « sionisme », loin d'être un nationalisme respectable comme le nationalisme palestinien, est un « colonialisme », un « impérialisme » et un « racisme ». Donc un nationalisme illégitime, situé au principe d'un État-nation lui-même illégitime. L'antisémitisme glisse ainsi de la libre critique de la politique d'un État à la négation du droit à l'existence de l'État d'Israël. Le principe de libre examen se corrompt, en basculant dans l'hyper-critique, au point de se transformer en modes de criminalisation et de diabolisation. Le négationnisme nous avait déjà donné une idée de ce que pouvait produire la posture hyper-critique. L'argumentation négationniste s'est pleinement intégrée dans le discours antisémitique de style arabo-musulman, à travers ce best-seller qu'a été le méchant pamphlet de Roger Garaudy, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne* (1996).

Palestinophilie médiatique:

le stade suprême de la propagande

Le « peuple palestinien »: tel est donc le nouveau nom abrégé du tiers-monde supposé exploité et martyrisé par un Occident impitoyable, bête immonde à deux têtes, l'Amérique et Israël, le « grand Satan » et le « petit Satan ». Retour fantasmagorique de la lutte des classes et des luttes anticolonialistes, dans une version mondialisée. Le slogan « Nous sommes tous des Palestiniens » l'atteste: identification compassionnelle avec les « humiliés », les « opprimés », les « révoltés », mais, en même temps, déclaration de guerre aux ennemis supposés des Palestiniens.

L'islamisation de la cause palestinienne, entre la première (décembre 1987) et la seconde Intifada (début d'octobre 2000), aura facilité la convergence des tiers-mondistes et des islamistes. Le cheikh Ikrima Sabri, Grand mufti de Jérusalem et fidèle partisan d'Arafat, a lui-même reconnu à Riyad, en février 2002, que « l'Intifada qui dure depuis dix-huit mois est une forme légitime de djihad ». Et le fondamentaliste musulman de réciter la prière « anti-impérialiste », avec un zeste de vision conspirationniste: « Si Israël parvenait à mettre un terme à l'Intifada, il se concentrerait sur son projet éternel: prendre le contrôle des pays arabes, un à un, en commençant par l'Irak, le Liban et la Syrie. L'avidité israélienne ne se limite pas aux terres comprises entre le Tigre et l'Euphrate. Israël veut un empire.¹³ »

Dans ce contexte, on trouve des circonstances atténuantes au terrorisme des « islamikazes » palestiniens

et, simultanément, on se montre totalement insensibles devant les massacres d'innocents commis par ces derniers en Israël. Corrélativement, les ripostes israéliennes les plus légitimes, même soigneusement ciblées et visant des terroristes clairement identifiés, sont dénoncées avec indignation comme scandaleuses ou cruelles. Les images télévisuelles témoignent de cette inégalité de traitement: les attentats anti-israéliens, aussi sanglants soient-ils, sont médiatiquement traités comme s'ils étaient des phénomènes naturels (entre la météo et les chiens écrasés) – quand ils ne sont pas expressément justifiés en tant qu'inévitables effets de la politique israélienne « criminelle » –, alors que les caméras s'attardent avec complaisance sur les tanks israéliens (la puissance impitoyable et sans visage) face à de fragiles « enfants palestiniens » lanceurs de pierres (de temps à autre, furtivement, on croise cependant des guerriers d'Allah encagoulés et surarmés). Les commentaires sont préfabriqués et les images idéologiquement orientées: à suivre leurs suggestions, les enfants israéliens seraient moins « innocents » que les enfants palestiniens.

Esquissons une comparaison. En octobre 2000, la mort filmée en direct du jeune Mohamad (le 30 septembre), attribuée précipitamment – avant toute enquête – à un tireur israélien¹⁴, passait et repassait sur toutes les chaînes de télévision, portant à son comble la compassion propalestinienne. Les téléspectateurs sont ainsi soumis au goutte-à-goutte perpétuel de l'endoctrinement médiatique, lequel se modèle sur la propagande palestinienne. L'antifascisme/antiracisme culturel fonctionne¹⁵. Dans la soirée du 6 février 2002, un simple communiqué informe que « trois personnes dont un bébé » (en fait, un soldat, une mère et sa fille de 11 ans) ont été tuées par un kamikaze palestinien qui avait réussi à s'introduire dans une colonie juive (Hamra) – et l'on passe à un autre fait divers. Certains journalistes ont glissé dans leurs commentaires qu'il s'agissait d'un « bébé-colon »! Au nom de la « juste lutte » contre le « colonialiste sioniste », un permis rétrospectif de tuer est ainsi délivré. Ces commentaires et ces images traduisent le mythe manichéen en vogue: le Méchant « sioniste » contre l'Innocent palestinien, le fort sans pitié contre le faible opprimé, le dominant contre le dominé, le « raciste » face à sa victime sans défense.

L'incitation à la haine

Dans ce traitement médiatique hautement idéologisé de l'information sur le conflit israélo-palestinien, il y a incontestablement une permanente incitation à la haine contre Israël: si les milieux « antiracistes » ne s'étaient pas massivement transformés en groupes de militants pro-palestiniens, ils auraient pu trouver, dans ces actes de propagande d'une violence inouïe, de quoi nourrir leur indignation. Nul n'ose se demander publiquement pourquoi les hauts responsables de

l'« Autorité palestinienne » envoient cyniquement les enfants de leurs pauvres provoquer les soldats israéliens au risque de faire des « martyrs ». La réponse tiendrait en quelques mots: pour les besoins de la propagande palestinienne. On néglige étrangement le fait que les actes de terrorisme « aveugle », dont l'objectif est de tuer le maximum de membres d'un peuple ou d'une nation, visés en tant que tels, illustrent parfaitement la catégorie de « racisme »: les victimes de ces actes de violence criminelle sont sélectionnées en raison de leur origine ou de leur appartenance ethno-nationale. Des Israéliens sont tués en tant qu'Israéliens, et non pas en tant que soldats ennemis, des Juifs sont visés et tués en tant que Juifs, qu'ils soient des nouveaux-nés, des adolescents ou des vieillards.

La transfiguration du terrorisme

Le terrorisme « aveugle », qui suppose une vision essentialiste de l'ennemi (tous les Israéliens, tous les Juifs, tous les « sionistes », etc.), est devenu une pratique artisanale du racisme d'extermination. Mais le meurtre « bricolé » des Juifs d'Israël n'est pas moins planifié que le meurtre industriel des Juifs d'Europe naguère. Il s'agit à la fois d'éliminer systématiquement le maximum de Juifs et de terroriser ou de décourager les autres, pour provoquer leur départ. On combine l'extermination et l'expulsion, l'assassinat systématique et le nettoyage ethnique, pour « libérer » la Palestine de toute présence juive, condition requise pour la repeupler grâce aux vertus du « droit au retour » des réfugiés palestiniens. Par leurs assassinats de masse dont les victimes sont des civils israéliens, les islamikazes palestiniens commettent des crimes de guerre, scandaleusement non reconnus comme tels par les experts de la « communauté internationale », voire transfigurés en actes de courage « anti-impérialistes » par une portion notable du militantisme de gauche et la quasi-totalité des milieux d'extrême gauche. Le refus de condamner les attentats-suicides aveugles, tuant des civils¹⁶, revient à lancer dans l'espace public une autorisation de tuer.

Transfigurer ces massacres terroristes en actes de « résistance », c'est inciter au meurtre. La mise en œuvre de cette stratégie implique de transformer une partie croissante du peuple palestinien en un stock de « martyrs » disponibles, d'inciter les familles à fabriquer en série des tueurs-suicidaires n'ayant d'autre idéal que de tuer des Juifs, l'obéissance aveugle au commandement djihadiste pouvant être, aux yeux des esprits simples fanatisés, une manière d'accéder au paradis. Les familles sont amenées à participer à l'endoctrinement et à l'embrigadement décidés et mis en place par l'Autorité palestinienne et ses supplétifs islamistes. Quoi de plus effroyable que de voir des parents se féliciter de fournir à la Cause sacrée leurs enfants voués au meurtre suici-

daire, d'entendre des mères célébrer leurs enfants « martyrs » passés, présents et à venir!

Le voyage en Palestine

De nouveaux « idiots utiles » ou des spécialistes de l'auto-promotion médiatique, tel José Bové, font leur pèlerinage opportuniste sur les « territoires palestiniens », y reprenant de la façon la plus claironnante possible les clichés « antisionistes ». Au début des années 1970, le snobisme gauchiste incitait à faire le voyage en Chine; au début des années 2000, les nouveaux gauchistes « branchés » font le voyage en Palestine. Arafat a remplacé Mao. Une délégation du Parlement international des écrivains (PIE) s'est vertueusement rendue à Gaza et en Cisjordanie (puis à Tel Aviv et à Jérusalem), du 24 au 29 mars 2002, après avoir lancé un « appel pour la paix en Palestine » le 6 mars. Dès le 25 mars, à Ramallah, l'un des membres éminents de la délégation, l'écrivain portugais José Saramago, prix Nobel de littérature 1998 et vieux militant communiste, a déclaré notamment: « Ce qui arrive en Palestine est un crime que nous pouvons stopper. Nous pouvons le comparer à ce qui est arrivé à Auschwitz.¹⁷» Le fanatisme palestinophile conduit ainsi un prix Nobel, pacifiste et antiraciste déclaré, à comparer Ramallah au camp d'extermination nazi le plus emblématique! Violence verbale, incontinence lexicale, certes, mais surtout « appel à la destruction d'Israël », comme l'a justement noté Amos Oz¹⁸. Ce « touriste humanitaire et bien-pensant »¹⁹, idole d'ATTAC, ne fait ici que suggérer, à l'instar des nouveaux tiers-mondistes, que l'État d'Israël est assimilable au III^e Reich, et que cet État intrinsèquement criminel doit être, en conséquence, détruit. Si en effet, comme le remarque Élie Barnavi, « Ramallah s'apparente à Auschwitz, l'État qui se rend coupable d'un tel crime n'a pas droit à l'existence »²⁰. C'est bien l'État d'Israël comme tel qui est visé, et non pas seulement le type de régime ou la politique conduite par tel gouvernement. Aucun État constitué n'est traité de la sorte, aucun autre État n'est accusé d'être intrinsèquement illégitime. Le prix Nobel Saramago apporte ainsi sa pierre à la vaste entreprise idéologique d'illégitimation de l'État-nation d'Israël²¹, conduite par des milieux apparemment hétérogènes: islamistes, nationalistes arabes, néo-gauchistes de toutes obédiences, communistes plus ou moins relookés, chrétiens de gauche, bien-pensants de droite et de gauche, etc. De retour de son voyage auto-publicitaire à Ramallah, José Bové, avec application, s'est employé à nazifier métaphoriquement l'intervention israélienne contre les infrastructures du terrorisme palestinien: « L'État d'Israël est en train de mener une guerre de purification ethnique dans les territoires palestiniens. Nous avons passé 48 heures dans les camps d'internement de l'armée israélienne, où des centaines de Palestiniens, raflés en pleine nuit, sont emprisonnés, les yeux bandés.²²» Mais, radicalité bovienne oblige, le déma-

gogue médiatique donne en outre dans la théorie du complot, en accusant explicitement les services secrets israéliens de manipulation dans les attentats antijuifs en France: « Il faut se demander à qui profite le crime. Je dénonce tous les actes visant des lieux de culte. Mais je crois que le gouvernement israélien et ses services secrets ont intérêt à créer une certaine psychose, à faire croire qu'un climat antisémite s'est installé en France, pour mieux détourner les regards.²³»

La vieille accusation de « complot sioniste » trouve chez le leader suprême de la Confédération paysanne sa dernière version. Le mouvement « anti-mondialisation » est saisi par une dangereuse dérive conspirationniste, provoquée par l'engagement total dans les passions antisionistes. Spécialiste du saut de puce d'un point du monde médiatisé à un autre, occupé avec acharnement à faire parler de lui, le paysan de Millau, devenu Tartarin de Ramallah, a été embrassé par Arafat: une simple bise de l'aspirant-martyr a fait accéder ainsi le petit producteur de roquefort au statut de héros du monde arabo-musulman, qui jusque-là le méconnaissait honteusement²⁴. Seule ombre au tableau: le « pacifiste » du Larzac rêvait d'être emprisonné et maltraité par les « sionistes », comme un pauvre Palestinien de l'autre rive. Il n'a été qu'expulsé après avoir été bien traité! Avec cependant la satisfaction consolatrice d'avoir doublé le notable trotskiste Krivine dans la course vers le soleil de Ramallah. Mais par delà l'insignifiance de ses parades narcissiques, notre Tartarin a réactivé les vieilles accusations de manipulation visant les Juifs. Retour au mythe, retour du mythe, réveil de la légende: les Protocoles des Sages de Sion retrouvent une actualité, non seulement dans l'internationale islamiste, mais aussi dans le nouvel internationalisme tiers-mondiste.

L'éclipse du réel

Revenons au réel, après ce voyage dans le délire accusatoire. Nul ne rappelle que le problème politique fondamental au Proche-Orient tient à l'absence de démocratie pluraliste et de laïcité dans les pays arabes – dictatures sanguinaires ou ploutocraties tribales, autoritaires et obscurantistes – et non pas à l'existence d'Israël. Nul n'ose dire tout haut ce que tout le monde sait (à l'exception des « idiots utiles »), à savoir que la palestinophilie mystique est l'opium des masses arabomusulmanes. Nul ne se risque à dire simplement que « le roi est nu »: le prétendu « président Arafat » n'est qu'un démagogue doublé d'un dictateur. Rien n'est plus étranger à la bureaucratie militaro-policière et corrompue mise en place par l'OLP que la démocratie pluraliste et l'État de droit. Dans les médias, le glissement est perpétuel entre les critiques – par définition légitimes – de la politique de l'actuel gouvernement d'union nationale en Israël, dirigé par Ariel Sharon, dont les stratégies et les perspectives sont certes souvent inscrutables, et la négation du droit à l'existence

d'Israël, dont la naissance même est dénoncée par ses ennemis comme son « péché originel »²⁵. Dans le discours militant dit « antisioniste », on ne rencontre jamais une critique politique argumentée des orientations de l'actuel gouvernement israélien, on ne trouve que des accusations hyperboliques, comme celles que résume un tract-affiche diffusé lors d'une manifestation parisienne dirigée contre la venue d'Ariel Sharon en France: « SHARON – Sioniste Horrible Assassin Raciste Oppresseur Nazi » (juillet 2001). Les tueurs-suicidaires et leurs commanditaires sont exonérés de toute responsabilité dans les attentats terroristes aveugles, attribués en dernière analyse à « la politique criminelle de Sharon ». Le ressassement sloganique règne. Le moralisme à cible unique chasse le sens du tragique. Le simplisme des accusations annule la complexité du conflit israélo-palestinien. Toute analyse critique des situations d'affrontement est suspendue, seules se déversent dans les médias l'indignation à sens unique et la dénonciation édifiante.

Un antiracisme antijuif

C'est donc au nom de l'antiracisme, de l'anti-impérialisme et de la défense des « droits du peuple palestinien », sous le ciel rhétorique des droits de l'homme, que la nouvelle judéophobie se déploie et se légitime. La défense des droits de l'homme se transforme subrepticement en défense exclusive des droits de l'homme palestinien, érigé en victime absolue. Dans le chaos mondial de ce début du troisième millénaire, on ne compte plus les peuples opprimés ou martyrisés, ni les minorités persécutées, voire en cours d'extermination. Mais qui se mobilise pour défendre les chrétiens du Soudan islamiste ou les Tibétains écrasés par la Chine communiste? Qui descend dans la rue pour condamner les épouvantables massacres commis par les islamistes algériens? Les Palestiniens incarnent le peuple-victime privilégié, l'unique objet du parti-pris compassionnel dans les limites du politiquement correct contemporain. Le supposé « sans espoir » vivant dans un « camp de réfugiés » (soigneusement préservé par l'Autorité palestinienne) de Cisjordanie est transfiguré en principal porteur de l'espoir des hommes, il incarne la promesse de l'humanité radieuse de l'avenir. Les Palestiniens constituent le seul peuple où l'on rencontre une masse de réfugiés « de père en fils » depuis un demi-siècle, masse disponible pour l'action terroriste et motif permanent d'indignation à usage externe (apte à déclencher l'angélisme compassionnel des intellectuels occidentaux, inépuisable réserve d' « idiots utiles »), et, à ce double titre, instrument cyniquement préservé de la stratégie des dirigeants palestiniens (après l'avoir été, dès la fin des années 1940, pour les dictateurs du monde arabe). Les monstres froids de la politique proche-orientale ont besoin de la souffrance palestinienne qu'ils entretiennent et instrumentalisent. Le « droit au retour », c'est l'opium du peuple palestinien. Il suggère aux Palesti-

niens de rester en attente, en tant que « réfugiés », et leur fait la douteuse promesse qu'ils reviendront fatalement et triomphalement dans leur pays enfin « libéré », après la disparition de l'État d'Israël, ce « cancer » du Proche-Orient. La « christification » du « peuple palestinien », la centration pathétique sur les « enfants palestiniens » martyrs et la dénonciation frénétique de l'imaginaire « génocide » dont le « peuple palestinien » serait la victime permettent de recycler conjointement les vieilles accusations de « déicide » et de « meurtre rituel »²⁶, pour mettre en scène le motif suivant: les « sionistes racistes » commettent un « palestinocide » rituel, conforme à leur nature et à leurs traditions.

L'émergence de la judéophobie

Voilà ce qu'il s'agit de penser et de combattre: le monstre idéologique qu'est un « antiracisme » antijuif. La « nouvelle judéophobie », centrée sur l'antisionisme absolu impliquant la démonisation d'Israël, des « sionistes » et du « sionisme » et, par extension, des Juifs, ne constitue donc pas une résurgence du vieil antisémitisme, mais une émergence. Ce qui n'exclut pas la réinscription de vieux motifs d'accusation (complot, mensonge, meurtre rituel) dans la nouvelle synthèse antijuive, où ils prennent un nouveau sens et subissent certaines métamorphoses idéologiques. L'abbé Pierre, le « saint homme » le plus aimé des Français, symbolise, à travers ses déclarations antijudaïques, « antisionistes » et négationnistes de 1996²⁷, la relative continuité entre l'antijudaïsme chrétien et la nouvelle judéophobie, à base d'antisionisme démonologique et de négationnisme – les vieux thèmes d'accusation: complot et mensonge, sont réactivés dans le nouveau contexte marqué par l'existence de l'État d'Israël. On peut supposer que se constitue, depuis les années 1970, un antisionisme théologico-politique (selon l'expression de Raphaël Draï). Quoi qu'il en soit, une nouvelle formation antijuive est en cours de constitution et de diffusion planétaire. Ce qui est le plus inquiétant, c'est qu'elle est en passe de sortir de la marginalité et de la clandestinité, en s'habillant de rhétorique « antiraciste » et « anti-impérialiste », pour devenir une cause idéologiquement noble. La judéophobie tend à devenir un droit de l'homme parmi d'autres. ■

1. Voir mes livres *La Nouvelle judéophobie*, op. cit., p. 25-29; *La Couleur et le sang. Doctrines racistes à la française*, nouvelle édition refondue, Paris, Mille et une nuits, 2002, p. 127-29, 135-197.

2. Voir Leo Pinsker, *Autoémancipation*, traduit de l'allemand par André Néher, Jérusalem, Département des Publications de l'Agence Juive, 1956 (1^{re} édition allemande, Berlin, 1882), p. 37-39.

3. Albert Memmi définit l'hétérophobie comme « le refus d'autrui au nom de n'importe quelle différence » (*Le Racisme*, Paris, Gallimard, 1982, p. 118). Dans cette perspective, le racisme est caractérisé comme une « variante » de l'hétérophobie, spécifiée par un mode de légitimation de style biologiste. Voir mon livre *La Force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, La Découverte, 1988, p. 29 sq.

4. Claude Lévi-Strauss, *Tristes Tropiques*, Paris, Plon, 1955, rééd. UGE, 1966, p. 348-349.

5. Les « antisionistes » contemporains, dont l'ignorance historique n'a d'égale que la haine frénétique, devraient lire d'urgence le beau livre savant de Georges Bensoussan, *Une histoire intellectuelle et politique du sionisme 1860-1940*, Paris, Fayard, 2002.

6. J'ai pu ainsi personnellement assister le samedi 2 mars 2002, à Paris (place Clichy, à 17 h), à une manifestation pro-palestinienne itinérante lancée place de la République au début de l'après-midi. Outre les organisations franco-palestiniennes attendues, étaient notamment présents lors de cette manifestation le Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB), l'Association des jeunes musulmans du XIXe arrondissement, une délégation de la Ligue communiste révolutionnaire, des militants de Lutte ouvrière, d'autres de la CNT (anarchistes). Le drapeau du Hezbollah (symbole non ambigu de l'islamisme radical) était arboré par certains manifestants, et la foule a repris plusieurs fois en chœur le « Allah Akbar! » lancé au haut-parleur par un jeune islamiste juché sur un camion. Trotskistes et islamistes, un seul combat! Le combat « contre le sionisme » et pour la « libération de la Palestine »...

7. La substitution va le plus souvent de pair avec une hiérarchisation, qu'illustre cette déclaration d'un haut responsable de l'OLP, Farouk Qaddoumi, le 29 août 2001: « Les pratiques israéliennes contre les Palestiniens dépassent l'Holocauste en horreur ». Les nazis d'aujourd'hui seraient les Israéliens; les Juifs d'aujourd'hui seraient les Palestiniens. De nombreux clichés de propagande dérivent de ce couple d'assimilations polémiques.

8. Noël Mamère, candidat des Verts à l'élection présidentielle, *France 2*, « Élections 2002 », 14 avril 2002, 20h40.

9. Daniel Bensaïd, « Opération "Infinite Bullshit" », *Revue d'études palestiniennes*, n° 82, hiver 2002, p. 17-22. Le commissaire politique embaumé y retrouve des accents de style stalinien, soit ceux de ses cousins idéologiques: il dénonce par exemple « une intelligence servile des *Temps Modernes* » (p. 19) en la personne de Robert Redeker, esprit libre s'il en est, et se permet d'attaquer une éminente philosophe en ces termes: « Au palmarès du crétinisme intellectuel pour temps de guerre, Monique Canto-Sperber, spécialiste de philosophie morale (!) mérite une distinction spéciale » (ibid.). Sottise, autosatisfaction et arrogance font bon ménage chez les membres des sectes trotskistes contemporaines: « Nous avons raison d'avoir tort », lance ailleurs l'imperturbable « communiste révolutionnaire » Bensaïd, réincarnation finale du « petit monsieur satisfait » décrit par Ortega y Gasset, avec en plus le style d'un Jean Kanapa. Depuis longtemps, la synthèse stalino-trotskiste s'est réalisée. Ses représentants sont devenus les porteurs de valise du « palestino-progressisme », les compagnons de route ou les grands légitimateurs de l'islamisme « révolutionnaire ».

10. Interview de Yasser Arafat sur la chaîne d'Abou Dhabi, tr. fr. dans *Courrier international*, n° 596, du 4 au 10 avril 2002, p. 39.

11. Propos cités dans le journal palestinien *Al-Hayat Al-Jadida*, 7 juillet 1997 (tr. fr. dans *L'Arche*, n° 523, septembre 2001, p. 65).

12. Discours cité d'après *L'Arche*, n° 523, septembre 2001, p. 65.

13. Propos rapportés par le quotidien palestinien *Al-Hayat Al-Djadida*, repris par le quotidien palestinien *Jerusalem Times* daté du 26 février

2002 (tr. fr. dans *L'Arche*, n° 530, avril 2002, p. 81).

14. Cette attribution, à la suite d'une minutieuse enquête, a été démontrée comme techniquement impossible. Il s'ensuit que la propagande palestinienne, suivie et relayée en cela par une multitude d'organes dits d'information, a lancé sur le marché médiatique une accusation non fondée, transformant l'horreur d'un meurtre d'enfant palestinien commis par un tireur palestinien en image d'épinal d'une jeune victime palestinienne de la sanglante répression israélienne. Pour alimenter la compassion planétaire en faveur des Palestiniens (et d'eux seuls), nulle imposture ne paraît de trop.

15. Ses deux modèles sont la stratégie gramscienne et le « trotskisme culturel ». Voir Christophe Nick, *Les Trotskistes*, Paris, Fayard, 2002, p. 545-589.

16. Invitée à l'émission *Campus (France 2)*, le 6 mars 2002, l'avocate médiatique Gisèle Halimi s'est ainsi refusée à condamner les récents attentats-suicides commis en Israël. En France, nombreux sont les derniers représentants de cette génération de la gauche progressiste et anti-impérialiste qui projettent aveuglément sur le terrorisme islamo-palestinien leurs nostalgies de la « juste lutte » des nationalistes algériens. Du FLN au Hamas, ils ne perçoivent que ce que leurs convictions anti-impérialistes sloganisées leur donnent à percevoir.

17. Cité par *Le Monde*, 29 mars 2002, p. 33.

18. Cité par *Le Monde*, ibid.

19. Élie Barnavi, « Mots à maux », *Libération*, 10 avril 2002, p. 10.

20. Ibid.

21. Voir notamment Monique Chemillier-Gendreau, *Le Monde Diplomatique*, janvier 2002.

22. José Bové, cité par *Libération*, 3 avril 2002, p. 4.

23. Ibid.

24. Voir le récit de voyage de Tartarin, ce héros, par lui-même, dans le cadre d'une page du quotidien *Le Monde* qu'on pourrait confondre avec une page de publicité pro-palestinienne payée par l'Arabie Saoudite: José Bové, « José Bové, militant antimondialisation, raconte: "En juin, c'était une occupation. Maintenant, c'est une guerre totale" » (*Le Monde*, 2 avril 2002, p. 3). Bové en grand témoin objectif!

25. Voir Dominique Vidal, avec Joseph Algazy, *Le Pêché originel d'Israël*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Les Éditions Ouvrières, 1998. Dominique Vidal est journaliste au *Monde diplomatique*.

26. Dans le quotidien saoudien *Al-Riyad*, daté du 10 mars 2002, on pouvait lire un article intitulé « La fête juive de Pourim », signé par Oumayma Al-Jalaha, professeur à l'Université Roi Fayçal en Arabie Saoudite: « À l'occasion de cette fête, les Juifs doivent se procurer du sang humain afin que leurs prêtres puissent préparer les gâteaux de fête. En d'autres termes, le rite ne peut être accompli comme il convient si l'on ne verse pas du sang humain! (...) Pour cette fête, la victime doit être un adolescent mûr, évidemment non juif – c'est-à-dire chrétien ou musulman. (...) En revanche, pour le sacrifice de Pâques (...), il faut utiliser le sang d'enfants chrétiens et musulmans âgés de moins de dix

La nébuleuse des associations pro-palestiniennes en France

ITZHAK LANDAU, CHERCHEUR

La présente étude vise à décrire succinctement les associations qui organisent les manifestations pro-palestiniennes, afin de tenter de comprendre le phénomène du foisonnement des activités pro-palestiniennes au cours des dix-huit derniers mois en France. Nous nous sommes limités pour ce travail à une étude descriptive, sans porter d'appréciation générale sur le contenu des messages véhiculés par ces associations ou sur la relation pouvant exister entre ce foisonnement et la recrudescence concomitante des attentats anti-juifs sur le sol français.¹

Depuis le début de la «seconde Intifada» en octobre 2000, on assiste à une multiplication des activités militantes en faveur de la cause palestinienne en France. Il ne se passe pas une semaine sans que soient organisées plusieurs manifestations pro-palestiniennes, à thème politique ou culturel, à travers tout le territoire de l'hexagone. Ces activités militantes ne sont en effet pas limitées aux grandes villes. Elles se déroulent tant à Paris, Lyon, Marseille et dans leurs banlieues, que dans les petites villes les plus reculées de la Bretagne ou du Massif Central... Ainsi,

dans la deuxième quinzaine du mois de mars 2002, des événements étaient organisés en France dans les villes suivantes: manifestations de soutien au peuple palestinien à Aubenas (sous le slogan «halte au massacre en Palestine!»), Avignon, Blois, Evry, Le Mans, Lille, Lyon, Metz, Paris, Strasbourg, Toulouse, Tours, Valence; conférences, débats et projections de films à Bagnolet, Châteaurenard, Evry, Francheville, Mantes, Montreuil («Six heures pour la Palestine»), Nancy (exposition-photos, conférence et spectacle), Ouistreham (projection d'un

film en présence du réalisateur israélien Eyal Sivan), Paris, Poitiers, Privas, Saint-Barthélémy d'Anjou, Saint Denis, Saint Etienne («quinzaine pour la Palestine») et Vaux-en-Velin (concert au bénéfice des enfants handicapés de Gaza). Cette énumération fastidieuse donne une idée du foisonnement des activités militantes liées à la cause palestinienne en France.

DESCRIPTION DES ASSOCIATIONS PRO-PALESTINIENNES EN FRANCE

Les associations qui militent pour la cause palestinienne en France peuvent être classées en plusieurs catégories :

1. les partis politiques et syndicats français traditionnels (PCF, Verts, LO, CGT, etc),
2. Les associations regroupant des originaires des pays du Maghreb,
3. les associations liées spécifiquement à la cause palestinienne (Association des Palestiniens en France, Association France Palestine Solidarité, etc)
4. les associations à caractère «humanitaire»,
5. les associations à coloration «juive» (Union juive française pour la paix), et les antennes françaises d'associations israéliennes pro-palestiniennes (Femmes en noir...)
6. les associations liées au courant anti-mondialiste.

LES PARTIS POLITIQUES ET SYNDICATS FRANÇAIS TRADITIONNELS

Le PCF et la mouvance communiste

Historiquement, le parti communiste français (PCF) est le premier parti politique à avoir fait de la cause palestinienne un cheval de bataille. Après une très courte période de rapprochement entre le jeune État d'Israël et l'Union soviétique, cette dernière a adopté une position systématiquement pro-arabe, entraînant dans son sillage les pays du bloc communiste, les partis communistes ainsi que les associations satellites du PC. La cause palestinienne, il est important de le rappeler, n'est apparue sur la scène internationale qu'en 1964, avec la création de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine). Le soutien du PCF aux revendications palestiniennes s'est exprimé également par le biais des associations directement créées ou noyautées par le PCF, telles que le Mouvement de la Paix ou le MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples). Ce soutien traditionnel s'est traduit par le jumelage de municipalités communistes avec des villes palestiniennes. Au cours des dernières années, le PCF s'est vu concurrencer dans son soutien à la cause palestinienne par de nombreux autres partis politiques, mais il continue de jouer un rôle important, notamment par le biais du quotidien l'Humanité qui adopte des positions très virulentes contre Israël.

Les autres partis politiques et syndicats traditionnels

Les Verts se sont très tôt ralliés eux aussi à la cause

palestinienne. Lutte Ouvrière (LO) et la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) d'obédience trotskyste octroient également une place importante à la cause palestinienne. La mouvance trotskyste a apporté à cette dernière des militants très dévoués, parmi lesquels le dirigeant Daniel Bensaid, dirigeant de la LCR.

Parmi les autres partis et syndicats militant en faveur de la cause palestinienne, on trouve notamment la CGT, la FSU et dans une moindre mesure la CFDT.

LES ASSOCIATIONS REGROUPANT DES ORIGINAIRES DES PAYS DU MAGHREB.

Il s'agit principalement de l'Association des Marocains en France (AMF), de l'Association des Travailleurs Maghrébins en France (ATMF), de l'Association des Tunisiens en France (ATF), de la Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (FASTI) et de la Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR).

On peut s'interroger sur la véritable représentativité de ces associations, par rapport aux vastes populations de travailleurs immigrés qu'elles ont vocation à regrouper. Quelle place la cause palestinienne occupe-t-elle réellement dans la conscience des populations d'origine maghrébine, et dans quelle mesure cette cause leur sert-elle de moyen pour exprimer une identification politique autrement que par le biais des partis politiques traditionnels ?

Un indice relatif de la représentativité de ces associations peut être fourni par la comparaison du nombre de manifestants mobilisés récemment lors de la grande manifestation du 6 avril à Paris, qui a réuni entre 20 000 et 80 000 personnes (estimations respectives de la police et des organisateurs). Si l'on compare ces chiffres à ceux de la manifestation pro-israélienne organisée par le CRIF le 7 avril (entre 50 000 et 200 000 personnes) on constate que la manifestation pro-israélienne a rassemblé 2,5 fois plus de monde, que l'on s'en tienne aux estimations de la police ou à celles des organisateurs. Si l'on rapporte ces chiffres à ceux des populations juive et arabo-musulmane de France, en faisant l'hypothèse simplificatrice que seules ces populations ont manifesté, on constate que la population juive de France est beaucoup plus mobilisée que la population arabo-musulmane, en dépit du climat politico-médiatique qui favorise très largement les thèses pro-palestiniennes.

LES ASSOCIATIONS SPÉCIFIQUEMENT LIÉES À LA CAUSE PALESTINIENNE.

Elles sont très nombreuses et diverses, tant par leur objet que par leur taille. La plus ancienne est sans doute l'Association Médicale France Palestine créée par le Dr Marcel Francis Kahn. Citons encore l'Union Générale des Étudiants de Palestine (GUPS - France) ou le Comité de Vigilance pour une paix réelle au Proche-Orient (CVPR).

Certaines de ces associations ont un objet très délimité. On citera par exemple l'Association des Amis

de l'Archéologie Palestinienne. L'archéologie a fait l'objet d'une utilisation intensive dans le cadre de la propagande palestinienne visant à nier l'ancienneté de la présence juive en Eretz-Israël. Une «archéologie palestinienne» a ainsi été créée de toutes pièces, avec le soutien de certains archéologues révisionnistes, notamment aux États-Unis et en Israël².

Le Comité Azmi Bishara est un autre exemple d'association constituée autour d'un objet très spécifique, qui occupe une place importante dans la propagande pro-palestinienne. Azmi Bishara est un député arabe israélien, qui s'est rendu à Damas à l'occasion des cérémonies en souvenir du Président Hafez el Assad, et a exprimé publiquement son soutien aux attaques du Hezbollah contre Israël. Cette prise de position lui a valu des poursuites judiciaires et son procès s'est récemment ouvert en Israël. L'utilisation du cas d'Azmi Bishara par les tenants de la cause palestinienne témoigne de l'importance croissante des «Arabes israéliens» au sein de la stratégie palestinienne. On assiste en effet à une identification grandissante des Arabes israéliens avec les Palestiniens, qui a conduit notamment à l'implication de citoyens arabes israéliens dans des attentats en Israël.

Parmi les associations à objet spécifiquement pro-palestinien, les associations universitaires occupent une place importante. Le Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) développe depuis de nombreuses années une activité au sein du milieu universitaire français, et publie régulièrement des pétitions dans les grands quotidiens, dont certains universitaires de renom sont des signataires attitrés. Une récente initiative émanant de scientifiques pro-palestiniens vise à boycotter toute coopération scientifique avec Israël.

LES ASSOCIATIONS À CARACTÈRE «HUMANITAIRE» ET DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME.

Ces associations jouent un rôle très important dans la stratégie pro-palestinienne. Nous avons choisi de mettre le terme humanitaire entre guillemets, car ces associations ont en fait un objet politique bien précis, qu'elles masquent délibérément sous une apparence purement humanitaire et donc neutre. On peut citer parmi elles la Cimade, Amnesty International, la Ligue des Droits de l'Homme (LDH)... La stratégie visant à présenter la cause palestinienne comme une cause humanitaire est ancienne. Les Palestiniens ont été présentés tantôt comme des «réfugiés» victimes de la création de l'État d'Israël, comme des victimes d'une occupation militaire et d'une répression, et comme des «citoyens de seconde zone» à l'intérieur des frontières de l'État d'Israël.

Un des vecteurs principaux de ce recours aux thématiques «humanitaires» est celui des ONG, les organisations non gouvernementales. Les ONG sont des associations qui sont représentées au sein d'instances internationales (UNESCO, etc), comme la Croix Rouge

ou Médecins du Monde. En 1993 a ainsi été constituée une «Plateforme des ONG françaises pour la Palestine» regroupant une trentaine d'associations militant pour la cause palestinienne³. Cette plateforme a notamment organisé des «programmes pour le développement en Palestine», dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agriculture. Ces programmes ont bénéficié pendant quatre ans du soutien financier du Ministère français des Affaires Étrangères. La plateforme a aussi lancé des «campagnes de sensibilisation de l'opinion publique française» en tenant des «réunions d'information» et des expositions dans de nombreuses villes de province. Le recours aux ONG a permis d'amplifier le militantisme pro-palestinien⁴. Il a surtout apporté à la cause palestinienne la caution du droit international et de la protection des droits de l'homme.

Ceci transparait très nettement dans les revendications de la Plateforme, qui vont de la «primauté du Droit international» et du «respect des résolutions des Nations Unies et de la Convention de Genève» à «l'envoi d'une force internationale de protection».

Le recours constant à la thématique du droit international s'inscrit dans le droit fil de l'utilisation des instances internationales, traditionnellement favorables aux thèses des Palestiniens, qui ont toujours disposé d'une majorité automatique à l'Assemblée Générale de l'ONU depuis la période de l'affrontement entre «blocs». Il faut noter que le droit international, contrairement aux autres branches du droit, est très politisé et peut facilement être utilisé à des fins de propagande, comme en témoigne la récente campagne visant à faire juger le Premier Ministre israélien par un tribunal international. Les développements récents en matière de droit pénal international ne sont pas exempts de visées politiques.

LES ASSOCIATIONS À COLORATION «JUIVE».

La participation de personnes d'origine juive aux associations pro-palestiniennes n'est pas nouvelle. Depuis de nombreuses années, certaines personnes d'origine juive prennent une part très active au militantisme pro-palestinien. Pour exemple on citera le cas d'Ilan Halevi, représentant de l'OLP auprès de l'Internationale socialiste, ou celui de Uri Avnery, militant infatigable de la cause palestinienne depuis plusieurs dizaines d'années (tous deux de nationalité israélienne). On peut expliquer historiquement ce phénomène par la présence de nombreux militants d'origine juive au sein des partis politiques d'obédience communiste ou trotskyste. L'utilisation systématique des militants juifs comme «porte-parole» de la cause palestinienne s'inscrit dans le cadre d'une stratégie visant à dissocier la cause palestinienne des manifestations d'antisémitisme qui accompagnent souvent les manifestations pro-palestiniennes.

Cette stratégie est devenue très visible depuis la recrudescence des actes anti-juifs à partir d'octobre 2000. L'argument «nous ne sommes pas antisémites,

la preuve : nous avons des militants juifs» est utilisé de manière récurrente, et il semble fonctionner. C'est pourquoi des militants juifs sont systématiquement mis en avant dans les médias, qui se prêtent docilement à ce jeu... Un exemple significatif de cette stratégie (et aussi du recours à la Shoah, comme argument de propagande retourné contre l'État d'Israël) est ce message adressé par courrier électronique aux membres d'une liste de diffusion pro-palestinienne : «si certains d'entre vous ont survécu aux terribles épreuves de la seconde guerre mondiale, nous les remercions d'entrer en contact avec nous»...⁵ En clair, il s'agit d'un appel à des anciens déportés pour qu'ils témoignent en faveur des Palestiniens. Mais il n'en demeure pas moins que les associations pro-palestiniennes à coloration «juive», comme les Rencontres Progressistes Juives (RPJ) et l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP), ne représentent qu'une poignée de militants qui ne s'expriment en tant que juifs que pour afficher leur soutien à la cause palestinienne.

Il convient aussi de faire état des antennes françaises des associations israéliennes militant en faveur de la cause palestinienne, comme les Femmes en Noir. Au cours des dernières semaines, la propagande pro-palestinienne utilise de plus en plus le thème des objecteurs de conscience en Israël. Une «lettre d'officiers et de soldats d'Israël» a ainsi été publiée récemment dans le quotidien *Le Monde*, non signée, avec cette indication : «des citoyens juifs, français, israéliens, nous ont demandé d'insérer la traduction de ce texte paru dans le journal *Haaretz* le 1^{er} avril 2002»⁶. L'utilisation du thème des objecteurs de conscience vise à faire croire que la guerre menée par Israël contre le terrorisme est une guerre injuste et que l'armée israélienne est une armée d'occupation. Certains de ces objecteurs de conscience résident en France et donnent des conférences organisées par des associations pro-palestiniennes.

LES ASSOCIATIONS LIÉES AU COURANT ANTI-MONDIALISTE.

Leur implication dans la cause palestinienne est sans doute l'un des aspects les plus intéressants de l'évolution récente du militantisme pro-palestinien en France et dans le monde. En France, une des figures emblématiques de la cause palestinienne depuis le début de la «seconde Intifada» est celle de José Bové. Le président de la Confédération Paysanne s'est rendu plusieurs fois en «Palestine», donnant à ses voyages un caractère très médiatisé qui a culminé lors de sa récente visite au QG d'Arafat assiégé à Ramallah. Lors de sa première visite dans les «territoires», José Bové était accompagné de Jean-Baptiste Eyraud, de l'association Droit au logement (DAL), de Jean-Claude Amara de l'association Droits devant!! et de la présidente du Syndicat de la Magistrature.

Le cas de José Bové est significatif, car il témoigne du recours à la cause palestinienne comme symbole

par des associations à priori très éloignées du conflit au Proche-Orient. Quoi de commun, de prime abord, entre la lutte contre les Mc Donald's en France et le soutien à Arafat ? La réponse à cette question est double : il y a d'une part l'anti-américanisme, qui explique la popularité de la cause palestinienne chez les militants antimondialistes (Israël étant perçu comme allié naturel des États-Unis, qui apportent un soutien «inconditionnel» à sa politique «coloniale»). Mais la place démesurée que la cause palestinienne occupe dans le discours antimondialiste révèle souvent aussi un lien plus pernicieux, qui dépasse le cadre de la présente étude. Si les antimondialistes sont tellement hostiles à Israël, c'est que l'État juif est perçu comme un avatar – voire comme le symbole par excellence – de la mondialisation, de la même façon que le Juif a souvent été décrit comme la figure par excellence du capitalisme par les principaux théoriciens du marxisme⁷...

ÉVALUATION DE LA REPRÉSENTATIVITÉ DES ASSOCIATIONS PRO-PALESTINIENNES REPRÉSENTATIVITÉ ET VISIBILITÉ

Le foisonnement des associations pro-palestiniennes et des activités qu'elles organisent ne doit pas induire en erreur quant à leur représentativité réelle au sein de la population française. Plusieurs des associations que nous avons mentionnées ci-dessus sont de simples groupuscules, qui ne comptent que quelques dizaines d'adhérents, voire moins. C'est le cas notamment des associations pro-palestiniennes à coloration «juive», qui servent de vitrines médiatiques et représentent une tendance ultra-minoritaire au sein de la communauté juive (leurs adhérents ne se considérant même pas comme faisant partie de cette communauté). Il est difficile d'évaluer précisément la représentativité de ces associations, mais on peut trouver un indicateur de celle-ci dans le nombre important d'associations appelant à des manifestations qui ne réunissent souvent que quelques dizaines de personnes. De manière générale, on peut dire que les militants véritables de la cause palestinienne représentent une fraction infime de la population, quelle que soit par ailleurs la sympathie que cette cause suscite dans l'opinion publique.

Il faut également prendre en compte le fait que de nombreux militants pro-palestiniens cumulent plusieurs «casquettes», notamment dans les petites villes de province. La même personne peut ainsi être délégué syndical et dirigeant d'une ou de plusieurs associations locales de soutien au peuple palestinien. Certains militants «professionnels» assument seuls la direction de plusieurs comités ou associations. Rappelons que la loi de 1901 sur les associations permet à deux personnes de créer une association, sans fixer aucun critère de représentativité.

Nous devons donc distinguer la visibilité des associations pro-palestiniennes dans le champ médiatique et politique et leur représentativité réelle. La visibilité

dépend de plusieurs facteurs, parmi lesquels l'attention portée par les médias aux activités de ces associations et la capacité des organisateurs à susciter l'intérêt des médias. À cet égard il est indéniable que certains médias nationaux accordent une grande place aux manifestations et aux communiqués des associations pro-palestiniennes. Il faut également remarquer que les militants pro-palestiniens déploient parfois des trésors d'imagination pour susciter l'intérêt des médias, recourant à des techniques de «happening» et de créations de véritables «événements médiatiques». Cette nouvelle «culture» de la manifestation doit sans doute beaucoup à l'implication de jeunes militants issus du courant anti-mondialiste.

LES MÉDIAS ET LE MILITANTISME PRO-PALESTINIEN

Les médias remplissent une double fonction dans le développement du militantisme pro-palestinien. Nous avons mentionné plus haut la tendance de certains médias à donner une place démesurée aux communiqués et aux comptes-rendus de certaines associations. Citons pour exemple le cas du journal *Le Monde*, qui rend régulièrement compte des manifestations pro-palestiniennes sans cacher sa sympathie pour les buts de leurs organisateurs. Sous couvert de «neutralité» et d'objectivité, les médias sont avant tout des entreprises, et possèdent à ce titre – comme toute organisation – leur propre «culture» et leurs propres sympathies. Les sympathies pro-palestiniennes de certains médias français ont déjà fait l'objet d'études détaillées, notamment au moment de la guerre du Liban. Il existe aussi des connivences idéologiques d'ordre plus général, dues par exemple au fait que de nombreux journalistes du *Monde* ou de *Libération* appartiennent à la même mouvance trotskyste ou gauchiste que de nombreux militants pro-palestiniens. Un exemple parmi d'autres de cette connivence est le fait que le président d'honneur d'Attac-France, Ignacio Ramonet soit aussi le directeur du *Monde Diplomatique*, qui est un des principaux vecteurs du tiers-mondisme et du pro-palestinisme en France. Autre exemple significatif : celui d'Olivia Zemor, animatrice de la Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient (CAPJPO), qui a milité pendant dix ans à Lutte ouvrière, et a été journaliste à l'AFP... D'autres médias, représentant de manière affichée une tendance politique déterminée, ne tentent même pas de dissimuler leur parti-pris. C'est le cas par exemple de *l'Humanité* mentionnée précédemment.

Un autre aspect important est celui de l'utilisation d'internet par les associations pro-palestiniennes. Comme le remarquait récemment un article consacré aux «nouveaux militants» antimondialistes⁸, les jeunes activistes sont «les grands gagnants de la révolution Internet». «Mieux que quiconque, ils se sont organisés en toile d'araignée, avec des réseaux entrelacés et une coordination *on line*... Le *mail* est en effet l'outil idéal, bon marché et ultrarapide, pour monter des actions, passer les infos pratiques et rassembler des militants éparpillés». Les associations pro-palestiniennes, comme

les groupes antimondialistes avec lesquels elles partagent de nombreux militants, utilisent avec beaucoup d'efficacité l'internet, les listes de diffusion et les informations en ligne⁹. Le militantisme pro-palestinien s'affiche aussi de manière intensive sur certains sites dits «alternatifs» liés au courant antimondialiste, comme Indymedia.

LA PALESTINE, CAUSE UNIVERSELLE

Au terme de cette étude, une conclusion s'impose. Au cours des dix-huit derniers mois, la cause palestinienne s'est étendue à des milieux de plus en plus larges et a gagné de nombreux militants dans des milieux qui dépassent le cercle de la population arabo-musulmane et des militants traditionnels. Malgré les réserves que nous avons émises quant à la représentativité réelle des associations pro-palestiniennes, il est indéniable que celles-ci ont réussi, notamment grâce au militantisme infatigable d'anciens trotskystes reconvertis et à l'engagement de jeunes antimondialistes pour la cause palestinienne, à faire de cette dernière un élément essentiel de la scène politico-médiatique française. La cause palestinienne a remplacé la cause prolétarienne, pour reprendre un constat du philosophe Pierre-André Taguieff. Toute personne est ainsi contrainte de se déterminer en fonction de «la» Cause palestinienne, devenue une sorte d'étalon universel de la justice et de point de ralliement de tous les combats¹⁰. L'avenir dira si ce phénomène est purement conjoncturel – et si la mobilisation en faveur de la cause palestinienne diminuera lorsque la situation au Proche-Orient s'apaisera - ou bien s'il s'inscrit à long terme dans le champ politique français.

À cet égard, un phénomène inquiétant mérite une attention particulière : celui de l'amalgame grandissant entre le soutien à la cause palestinienne et l'hostilité à l'État d'Israël et aux Juifs en général. En voulant faire de la cause palestinienne une cause universelle, ses partisans ont tendance à ériger l'État d'Israël en bouc émissaire de tous les problèmes du monde. Dans cette logique perverse, Israël est responsable non seulement de l'occupation des «territoires», mais aussi de la mondialisation, du racisme, ou de la pénurie de logement en France. L'État d'Israël devient ainsi le bouc émissaire universel, coupable de tous les maux, rôle autrefois dévolu aux Juifs. ■

1. Pour une analyse de ce dernier phénomène, voir notamment Pierre-André Taguieff, *La nouvelle judéophobie*, Mille et Une Nuits 2002.
2. Sur ce sujet, on consultera le numéro spécial intitulé «L'archéologie palestinienne» des *Dossiers d'Archéologie* No. 240, janv.-fév. 1999.
3. Cette «plateforme» est présentée sur le site internet : plateforme-palestine.netliberte.org
4. L'utilisation des ONG par la propagande anti-israélienne est apparue au grand jour lors de la conférence de Durban.
5. Message du CAPJPO en date du 8 avril 2002.
6. *Le Monde*, 5 avril 2002.
7. Sur cet aspect, voir P.A. Taguieff, *op. cit.*
8. *Télérama*, 3 avril 2002.
9. Voir notamment le site www.solidarite-palestine.org
10. On a ainsi remarqué la présence de drapeaux palestiniens dans les manifestations anti-Le Pen entre les deux tours des élections présidentielles...

structures, liens, méthodes et actions

Les ONG pro-palestiniennes en France et dans le monde

MARC KNOBEL, CHERCHEUR AU CENTRE SIMON WIESENTHAL

La cause palestinienne est emblématique à plus d'un titre et draine de multiples solidarités, passions ou/et actions citoyennes. Aux yeux des militants qui oeuvrent inlassablement pour cette cause, elle est le symbole par excellence de la lutte contre l'injustice, l'iniquité, voire contre le racisme, la domination étrangère ou la mondialisation. Au nom de la défense de cette cause, de multiples associations militent, tout en entretenant entre elles de multiples liens et contacts. Il est d'ailleurs rare qu'une cause fasse autant l'unanimité militante et motive autant. Ces associations ne sont cependant pas si nombreuses que cela et se retrouvent principalement à gauche ou à l'extrême gauche de l'échiquier politique. Elles mobilisent principalement les militants de l'antimondialisation ou des luttes alternatives. Il n'en reste pas moins qu'imperturbablement les militants de la cause palestinienne se sentent poussés, animés et dépensent une énergie considérable.

Cet article se fixe comme objectif simple d'étudier en toute objectivité quelques exemples, quelques uns de ces mouvements et ONG, leurs buts et les méthodes poursuivies, les actions entreprises. Nous privilégions le factuel sans prétendre pour autant livrer tous les mécanismes qui composent ce que l'on peut appeler le lobby pro-palestinien.

Le lobby pro-palestinien

Les ONG pro-palestiniennes françaises se sont rassemblées autour d'une « Plateforme des ONG françaises pour la Palestine ». Elle a été créée en 1993 au moment de la signature des accords d'Oslo par des associations engagées, parfois de longue date, dans des actions de soutien aux Palestiniens. Elle rassemble 32 associations, organisations de solidarité internationale, associations de sensibilisation, de développement, de recherche, de défense des droits de la personne, des mouvements d'éducation populaire, et collectifs d'associations. Les associations membres de la Plateforme sont les suivantes : l'AITEC, l'Association des Palestiniens de France, l'Association France Palestine Solidarité, l'Association des villes françaises jumelées avec des camps de réfugiés palestiniens, le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement, le Centre d'études et d'initiative de solidarité internationale, le Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active, le Collectif Inter universitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes, la Cimade, le Service oecuménique d'entraide, le Collectif des citoyens juifs et arabes, le Collectif de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient, Enfants du Monde, Droits de l'Homme, Enfants Réfugiés du Monde, le Forum des Citoyens de la Méditerranée, le Groupement des Retraités Educateurs sans Frontières, la Ligue des Droits de l'Homme, Palestine 33, Pays de la Loire - Gaza - Jérusalem, Quartiers sans

Frontières, Terre des Hommes-France et l'Union Juive Française pour la paix.

D'autres associations participent aux travaux de la Plateforme en tant qu'observateurs : Afran-Saurel, Agir ensemble pour les droits de l'Homme, Amnesty International, Coordination Sud, le CRID, la Fondation France-Libertés, la Fédération nationale laïque de structures et d'activités éducatives, sociales et culturelles, Handicap International, Médecins du Monde, SIDI, Vétérinaires sans Frontières.

Afin d'accroître l'efficacité de leurs actions tout en respectant la spécificité de chacune, ces associations travaillent à consolider leurs échanges, à mettre en commun leurs informations et à créer une synergie entre les ressources et les moyens dont elles disposent.

Les actions sont diversifiées.

– Des *programmes pour le développement de la Palestine* sont initiés par la Plateforme, dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture. Ces programmes dits « prioritaires », ont été cofinancés pendant quatre ans par le Ministère français des affaires étrangères et ont été menés par douze ONG membres de la Plateforme, avec leurs partenaires palestiniens.

– Parallèlement, la Plateforme *diffuse de l'information et de la documentation*. Elle a également réalisé plusieurs documents dont un répertoire national des associations travaillant avec la Palestine, un répertoire des associations régionales françaises pour la Palestine, un guide des outils de sensibilisation sur la Palestine, deux brochures sur les « Réfugiés palestiniens », une exposition sur les « Réfugiés palestiniens », une version courte du film « Enfants de Chatila » de Mai Masri.

– La Plateforme s'efforce surtout de *sensibiliser l'opinion publique française* à la question palestinienne, d'accueillir des personnalités palestiniennes, notamment des responsables d'associations et d'organisa-

tions de défense des droits de l'homme, et d'organiser des débats publics sur des questions d'actualité. De la même manière, la Plateforme tente d'entretenir des contacts réguliers avec les pouvoirs publics français. Elle lance des appels au Président du Conseil des Ministres européens, aux Ministres des Affaires étrangères des États membres de l'Union européenne ainsi qu'aux Parlementaires européens.

Aujourd'hui, par exemple, la Plateforme demande :

- « que la France, notamment au niveau de l'Europe et du Conseil de Sécurité rappelle la primauté du Droit international et du respect des résolutions des Nations Unies concernant le territoire palestinien ;
- qu'à Genève, la France appuie l'appel à une réunion des hautes parties contractantes pour constater les violations de la IV Convention de Genève et proposer des mesures pour la faire respecter ;
- que pour obtenir le respect du Droit, la France et l'Europe utilisent le levier que constitue l'Accord d'Association économique, accord dont Israël viole les dispositions ;
- que la France, comme le demandent de plus en plus de voix dans les milieux politiques et de la société civile, appuie l'envoi sur le terrain d'une force internationale de protection, et, en attendant, soutienne les initiatives civiles qui se proposent d'en constituer l'avant-garde. »

En Suisse

Sur le modèle de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, en Suisse, le Collectif Urgence Palestine coordonnent de Genève les actions que mènent les militants pro-palestiniens de Suisse romande ou de l'ensemble de la Confédération helvétique. Le Collectif regroupe une vingtaine d'associations (des Verts/socialistes Genevois aux trotskistes et de multiples associations arabes): L'Association Suisse-Palestine, l'Association des Palestiniens en Suisse, le Centre Europe Tiers-Monde CETIM, le Comité Tunisie en Suisse CTS, le Comité arabe pour le soutien au peuple palestinien, l'Association Nour, l'Union des Juristes Arabes, AUPJP (Une terre, deux peuples), l'Aide sanitaire suisse aux Palestiniens, l'Observatoire International pour les Affaires de la Palestine, la Ligue des droits de l'Homme de Genève, Solidarités, la Ligue Communiste Révolutionnaire 74, le Parti des Travailleurs, l'ADG, Les Socialistes PSGe, le Comité pour un État palestinien, le Collectif Viva Zapata, le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde, la Ligue Internationale pour les Droits et la Libération des Peuples, le Secours social palestinien. Le collectif milite pour que le gouvernement helvétique cesse toute forme de coopération militaire avec l'État d'Israël, n'accorde pas de privilèges commerciaux à l'État d'Israël. Les associations militent également pour que les gouvernements occidentaux exécutent leurs engagements en regard du droit international (résolutions de l'ONU, Conventions de Genève, etc.) et s'engagent pour la mise en oeuvre de mesures de protection du peuple palestinien. Il existe

également un Collectif Urgence Palestine dans la ville de Lausanne et dont les buts sont similaires au Collectif Urgence Palestine de Genève.

La Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien : un militantisme extrême et discipliné :

D'autres associations ou groupements sont d'un intérêt particulier. Elles collaborent étroitement avec toutes les ONG citées mais leur axe est plus symptomatique encore. La Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP) est née au mois de Juin 2001, à l'occasion de l'envoi d'une mission civile en Palestine. Les sympathisants du CCIPPP ont voulu créer une structure qui conviennent aux attentes palestiniennes. Le passage que nous empruntons à leur déclaration d'intention et que nous citons est particulièrement explicite : « les Palestiniens rencontrés au cours de nos diverses missions civiles estiment que les enjeux véritables de la solidarité sont moins des enjeux humanitaires (même si le bouclage des territoires cisjordanien et gazaouite se traduit par des conditions de vie catastrophiques) que des enjeux politiques. C'est là le sens de la protection auquel font référence des Palestiniens, et c'est dans cette perspective que nous travaillons. Nos mobilisations dans les sociétés civiles en Europe veulent contribuer à l'émergence d'un puissant courant d'opinion solidaire du peuple palestinien et capable de prendre en charge, d'une façon auto-organisée, des interventions directes de citoyens européens en Palestine. A travers ces missions civiles de protection, il ne s'agit pas seulement d'apporter une aide morale et symbolique à des populations palestiniennes assiégées par l'État israélien, mais aussi de dénoncer physiquement les agissements de cet État, de ses soldats et de ses colons. »

Le vade mecum spartiate du militant

Chose impensable dans d'autres ONG et associations, une charte engage les militants. Les membres, sympathisants et militants du CCIPP sont tenus d'en respecter les termes. Ainsi s'engagent-ils à :

- « participer à la mission civile pour la protection du peuple palestinien qui se rendra en Palestine... en apportant toutes mes compétences à sa réussite
- à remettre copie de mon passeport qui doit être valable six mois à compter de la date du départ et ne pas avoir de page arrachée ou tronquée
- à rester solidaire en permanence du groupe partant et à agir en accord avec les décisions prises collectivement à garder en toute circonstances un self contrôle et à n'intervenir qu'en accord avec le groupe et les partenaires associés à l'accueil des missions. Dans tous les cas, refus des provocations, et attitude pacifique
- à ne commettre aucune action qui pourrait mettre la population locale en danger ou qui lui créerait des problèmes. Se conformer strictement aux règles de vie du groupe qui nous héberge

- à participer à chaque réunion du groupe pendant le voyage (recommandé : une demi-heure chaque matin avant toute activité), à respecter les horaires, et les décisions prises collectivement (avant le départ, je participerais à une réunion avec tous les membres du groupe formé, où seront données des informations générales et fixés les points de programme, mais aussi où devons être désignés : coordinateur du groupe, porte-parole, trésorier, rapporteur et autres...)
- à être en cohérence avec les principes et objectifs de la Campagne internationale pour la protection du peuple palestinien tels que définis ici et dans l'Appel, lors des communications faites aux médias, aux publics, etc...
- à documenter l'expérience du groupe, à informer les coordinateurs de la «Campagne» de toutes initiatives et divers
- à adopter des signes de visibilité communs (t-shirts...)
- à accepter les consignes générales données par le parrain/partenaire palestinien qui accueille/accompagne le groupe. Le programme des activités et ses éventuelles modifications sont faites en étroite collaboration avec lui (absolument éviter que ce soit les internationaux qui établissent le programme palestinien). Le/la partenaire précisera quand il faut intervenir, où se poster, quoi faire, établira les limites et décidera des priorités. Il s'agit de s'inspirer des initiatives palestiniennes et non pas de les susciter juste sous prétexte de la présence de missions étrangères (par exemple : on ne peut pas demander aux Palestiniens de manifester parce que nous sommes là)
- à respecter la pluralité des points de vue palestiniens. Nous allons principalement rencontrer et travailler avec les représentants de la société civile palestinienne et leurs partenaires israéliens, sans exclusive de possibles rencontres avec des représentants de formations politiques, Autorité palestinienne incluse

A mon retour, je m'engage à témoigner sur les actions menées et sur la situation en Palestine. Copies de carnets de route, photos, films, réflexions, etc, seront communiqués à la « Campagne », qui pourra les rendre publics.

Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (...) 75008 - Paris »

La méthode utilisée, la charte ainsi énoncée, l'engagement réitéré, l'attitude toute spartiate ou/et extrêmement disciplinée et militante montre à quel point les hommes qui adhèrent et soutiennent un tel projet sont déterminés à défendre la cause palestinienne. Il faut admettre qu'il est rare de trouver une telle fermeté, une telle résolution dans l'engagement. La préparation est minutieuse, les axes et buts sont parfaitement définis et les méthodes utilisées relèvent d'une presque parfaite stratégie de communication. Comme nous venons de le voir, les militants du CCIPPP sont liés à une charte qui énumère méthodes et buts, droits et devoirs.

D'autres associations pro-palestiniennes fonctionnent sur le même mode. L'association des Palestiniens en France, adhérente à la plate forme des ONG pour la Palestine, a vu le jour en 1997 et tout comme le CCIPPP, une charte énonce quelques règles et buts. Sa charte énonce notamment :

- « La mise en application du Droit au retour des réfugiés palestiniens,
- L'arrêt de la colonisation et le démantèlement des colonies de peuplement,
- Le droit à l'autodétermination dans le cadre d'un État palestinien indépendant, avec Jérusalem pour capitale,
- Le droit à des réparations pour les torts que nous subissons depuis plus de 50 ans. »

De la même manière, les membres de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) s'engagent à respecter les termes de leur propre charte. L'AFPS adhère par ailleurs aux regroupements d'organisations qui partagent ses objectifs à l'échelle nationale (Plateforme des ONG françaises pour la Palestine), européenne (ECCP) et internationale). La charte de l'AFPS énonce un certain nombre d'obligations et de buts. L'accent est mis sur le travail de mobilisation de l'opinion publique qui doit être entrepris, l'intervention citoyenne auprès des représentants élus dans les institutions locales, régionales, nationales et européennes, et auprès des médias.

Un activisme qui quadrille l'opinion publique

Ainsi structurés et animés par des militants bénévoles et déterminés, les différentes ONG peuvent se prévaloir de résultats substantiels, d'une bonne médiatisation, d'avoir constitué un réseau relationnel important. Elles concourent toutes aux mêmes objectifs, qu'elles atteignent le plus souvent. Encore faut-il qu'elles continuent d'animer l'action, qu'elles encouragent en permanence les militants afin qu'ils sensibilisent à leur tour les médias et l'opinion publique. Pour ce faire, de multiples actions sont proposées.

Manifestations chroniques

Les ONG pro-palestiniennes organisent des manifestations hebdomadaires. À **Lyon**, tous les samedis, quelques (rares) militants se rassemblent pour exprimer leur soutien au peuple palestinien, place des Terreaux. De temps à autre, une manifestation de plus grande envergure est organisée. Ce fut par exemple le cas le lundi 8 juin, au départ de la place Bellecour. Le Collectif 69 de soutien au Peuple Palestinien manifesta sa solidarité. Ce collectif comprend les organisations suivantes : AFPS (Association France-Palestine Solidarité) Appel des Cent pour la Paix, APF (Association des Palestiniens de France), CIMADE, UD-CGT, UD-CFDT, CFDT Commerce et Service du Rhône, SUD-Education, Collectif Culture PCF, Collectif de Soutien à la Démocratie et aux Victimes de la violence Politique en Algérie, Femmes

Solidaires, GUPS (Etudiants Palestiniens), Mouvement de la Paix, MRAP, UJFP (Union Juive Française pour la Paix), Pax Christi, A Gauche Autrement, Les Alternatifs, PCF, Les Verts, LCR 69, MJCF, JCR, Association EL AME, CCIPPP (Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien), M.A.N. (Mouvement pour une Alternative non-violente), Victimes de la violence Politique en Algérie, Femmes Solidaires, GUPS (Etudiants Palestiniens), Mouvement de la Paix. Les organisations citées ci-devant forment une large frange politique : des Verts aux communistes, des trotskistes aux alternatifs ou libertaires, des syndicalistes aux féministes, des ONG pro-palestiniennes aux associations d'immigrés ou confessionnelles musulmanes.

Tous les samedis, à **Angers**, le collectif Angevin Paix en Palestine tient un stand permanent d'information ; à Auxerre, à l'appel de l'Association Défi, des militants se rassemblent devant la statue de Cadet Roussel alors qu'à **Besançon** des distributions de tracts et des rassemblements se tiennent également tous les samedis. De mêmes rassemblements se tiennent à **Cholet** (dans le Maine et Loire) à l'initiative du Collectif pour la paix entre la Palestine et Israël. Tous les mercredis, à l'appel de l'Association France Palestine, les militants se rassemblent devant le théâtre de **Clermont Ferrand** pour « soutenir la résistance du peuple palestinien ». Devant la gare de **Creil**, en région parisienne, des militants distribuent des tracts. Depuis octobre 2000, un rassemblement se tient à **Evry**, à l'initiative du Comité Evry Palestine, « jusqu'au retrait total de l'armée israélienne ». À **Lille**, de 17 heures 30 à 18 heures 30, tous les soirs vers la Grand-Place et tant que durera « l'occupation israélienne », des militants de la Ligue des Droits de l'Homme, de l'Association Médicale Franco-Palestinienne, du Comité de soutien au Peuple Palestinien, des Verts et des communistes se rassembleront pour exprimer leur solidarité. À **Lodève** (dans l'Hérault) tous les vendredis, les militants participent à une heure de silence et de recueillement pour la paix au Proche-Orient. Au **Mans**, tous les samedis les militants d'Atams se rassemblent, distribuent des tracts et discutent avec les passants pour obtenir d'eux une plus grande sensibilité à la cause palestinienne. À **Millau**, tous les vendredis, le collectif Palestine 12 Millau invitent les sympathisants et passants à observer une heure de silence en signe de solidarité avec les Palestiniens.

Les actions ciblées

De nombreuses actions de soutien sont organisées par les ONG pro-palestiniennes. Elles s'expriment de différentes manières. Les ONG développent toute une infrastructure militante et mettent en oeuvre tout un artifice pour soutenir la cause palestinienne. Le soutien exprimé est cependant très ciblé : les enfants, les réfugiés, les détenus, la santé. Autant de thèmes fédérateurs qui peuvent rassembler le plus grand nombre et touchent l'opinion publique.

Le soutien s'affirme lorsqu'il est question de l'enfance et plusieurs actions se font conjointement et dans différents pays. Le partenariat est très prisé. En relation avec l'association québécoise (l'Aide Médicale pour la Palestine-Canada), l'association France-Palestine Solidarité parraine des enfants palestiniens en soutenant financièrement les familles et scolarise quelques enfants de Gaza. Les comités locaux sont très actifs. Le comité rennais France Palestine Solidarité vient de lancer, par exemple, une campagne pour permettre à chaque enfant du village de Deir Istiya de bénéficier de repas ou d'aide alimentaire. De son côté, le Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens – qui a été fondé en 1990 à Nancy et est actuellement la première organisation musulmane en France spécialisée dans l'action humanitaire en faveur des Palestiniens – assure la distribution de milliers de cartables et fournitures scolaires et subventionne la construction d'une école pour orphelins à Gaza, à hauteur de 500 000 francs. Mais le soutien à l'enfance peut prendre une autre forme et devenir éminemment politique. Il ne s'agit plus en l'état de parrainer ou de scolariser qui que ce soit. La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine relaye par exemple la campagne lancée au niveau international par l'association Defence for Children International, section Palestine (DCI-SP), pour représenter ou défendre des adolescents palestiniens qui sont ou seraient, selon cette organisation, détenus en Israël. L'association DCI/SP fondée en 1992 est très bien organisée, elle dispose de nombreux relais dans le monde, diffuse de nombreux rapports et textes auprès de nombreuses instances internationales, institutions et centres. Le DCI-SP est en fait une ONG palestinienne prétendument indépendante mais qui - comme il est indiqué sur son site internet - agit en fonction des seules « priorités palestiniennes ». Le DCP-SP est affilié à sa structure mère et première, le DCP, qui a été créé en 1979 et dispose d'un siège aux Nations-Unies, à l'UNICEF ou à l'UNESCO. Parallèlement, le DCP-SP organise régulièrement de nouvelles campagnes de « protection des droits des enfants palestiniens ». Des pétitions multiples sont adressées à différentes personnalités et l'une d'entre elle vient d'être envoyée à Mary Robinson, Haut Commissaire aux Droits de l'Homme des Nations Unies. Toutes ces pétitions circulent sur internet et sont relayées en France ou dans le monde francophone par les différentes associations pro-palestiniennes. Mais les textes des pétitions sont en général rédigés par des Palestiniens.

Dans le même ordre d'idées, le Women's Affairs Technical Committee demande la libération immédiate d'une dizaine de « prisonnières politiques palestiniennes » détenues en Israël en mentionnant leur prénom, nom et âge. Le texte de la pétition est très général et ne mentionne pas pour quelles raisons ces femmes sont emprisonnées et détenues en Israël.

De la pétition comme autre forme d'action

Parmi toutes les formes d'actions qui sont développées par toutes ces organisations, les pétitions sont très prisées. Pour faciliter la tâche des militants, l'adresse des ambassades, autorités et ministères israéliens ou des médias francophones sont données et les pétitions sont au préalable rédigées. Plusieurs pétitions circulent mais quelques initiatives locales peuvent être remarquées. La motion-pétition proposée par le comité Palestine 33 de Gradignan et soutenue par les Verts, Attac, Sud-Métaux et la FSU, a récolté des centaines de signatures et est signée par des associations ou des individuels de Gironde, de Dordogne, de Charente-Maritime, des Landes et des Pyrénées Atlantiques. Elle sera déposée en délégation à la préfecture (organisations signataires, membres de retour de missions civiles) et, parallèlement, envoyée aux élus (notamment députés européens, Ministre des Affaires Etrangères, Premier Ministre, Chef d'État) avec l'indication du nombre de signataires. Le texte dénonce notamment « les accords de partenariat entre l'Union européenne et Israël » et réclame le « gel des relations économiques avec ce pays tant qu'il ne respectera pas les résolutions de l'ONU; notamment la reconnaissance du droit au retour aux réfugiés palestiniens. » Reste que les initiatives locales sont rares. Les pétitions sont en général coordonnées par des institutions ou ONG généralement palestiniennes ou américaines et diffusées ou signées dans plusieurs pays. La thématique choisie est éminemment politique, le sujet est toujours très pointu et extrêmement sensible.

Le dénommé Shapour Ghasemi a par exemple rédigé le texte d'une pétition qui émanerait de l'ONG Justice and Peace Group. Il est précisé dans son annexe que 216 000 signataires auraient signé le texte remis à Mary Robinson, Haut Commissaire aux Droits de l'Homme des Nations Unies. La pétition demande que soit mise sur pied une commission d'enquête sur « l'implication d'Ariel Sharon dans les massacre de Sabra et Chatila. » Autre sujet extrêmement sensible la pétition promue par le Council for Palestinian Restitution and Repatriation (Conseil pour le Rapatriement et la Restitution des Biens du Peuple palestinien (CPRR)) qui à son siège à Washington. Le CPRR se présente comme une « organisation à but non lucratif et apolitique, créée afin d'aider les réfugiés palestiniens et leurs descendants à l'étranger à jouir pleinement de leur droit individuel inaliénable à retourner dans leur pays, vivre sur leur terre, et avoir accès aux ressources naturelles et à leur propriété auxquelles ils ont des droits garantis par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme ». Quelques personnalités controversées composent le comité d'honneur du CPRR, notons l'historien américain Norman Finkelstein, le linguiste Noam Chomsky ou l'universitaire israélien Ilan Pappé... Quand à la pétition, 229 associations et organisations sont associées au projet dont les ONG françaises suivantes : l'Association Médicale Franco-Palestinienne, Evry Palestine, la Commission Arabe pour

les Droits de l'Homme, le Projet pour l'Europe. Selon le site Internet du CPRR, 600.000 personnes auraient signé cette pétition dont le texte mentionne : « J'affirme que chaque Palestinien à un droit légitime individuel au retour à son foyer d'origine, et à la restitution complète de sa propriété (ou de ses biens). »

D'autres pétitions circulent, notamment celles de l'américain John Sigler. Le texte de cette pétition, adressée aux Missions Permanentes des Nations unies, affirme que les États-Unis « partagent la responsabilité des atrocités commises de façon poursuivie par Israël dans les Territoires occupés; que le soutien qu'ils ont apporté et continuent d'apporter aux crimes de guerre israéliens dans les Territoires occupés leur dénie toute prétention à défendre le droit international humanitaire, les droits de l'Homme, la paix et la sécurité internationales; que les États-Unis, en tant que collaborateurs volontaires des crimes de guerre israéliens, ne sauraient revendiquer le rôle de défenseur de la paix ou d'honnête courtier dans toute future négociation de paix entre Israël et les Palestiniens; et que les États-Unis, répondant à la définition donnée par le Département d'État lui-même, constituent un État qui soutient le terrorisme. »

Terrorisme et « martyrs palestiniens » sur Internet

Toutes les associations que nous venons de mentionner diffusent des informations, vendent ou distribuent du matériel ou de multiples outils de propagande et disposent de sites sur Internet. Les associations pro-palestiniennes encadrent les militants, animent ou promeuvent des actions militantes. Les sympathisants, adhérents et citoyens sont invités à s'engager, donner de leur temps et de leur argent, si ce n'est de leur dévouement. La cause palestinienne est présentée et perçue comme emblématique. Les militants sont d'autant plus animés que la victimologie palestinienne en constitue la charpente et est le moteur de toute action et solidarité.

Lorsque des attentats suicides sont perpétrés en Israël, quelques rares ONG françaises et européennes tentent de se démarquer. Certaines vont jusqu'à condamner ces attentats. Mais, elles tentent aussitôt d'expliquer ces violences. Ne serait-ce pas parce que le peuple palestinien est désespéré, misérable et humilié que de telles horreurs se produisent, disent-elles en substance. Ainsi se profile et se dessine le portrait d'un kamikaze palestinien dont les motivations présentées sont presque minorées.

Cette vision manichéenne de la cause palestinienne et du conflit israélo-palestinien empêche a priori toute analyse, critique et prospection. Les ONG s'étendent longuement, citent abondamment et exploitent tout particulièrement l'engagement de pacifistes ou citoyens israéliens et/ou les critiques émises par des mouvements, formations politiques et citoyens israéliens contre leur propre gouvernement ou « l'oc-

cupation » israélienne des Territoires. Par contre, les mêmes ONG pro-palestiniennes se révèlent incapables de critiquer l'Autorité palestinienne, de dénoncer la corruption des élites palestiniennes, les calculs politiques et les choix stratégiques de Yasser Arafat, pas plus qu'elles ne dénoncent réellement l'endocritinisme et le fanatisme. Leur seule finalité réside, rappelons-le, en une seule victimologie et son salut : la création d'un État palestinien (au côté d'Israël), le droit au retour des Palestiniens et la restitution de leurs biens. Certaines ONG sont cependant plus radicales puisqu'elles s'accommodent mal de l'existence de l'État hébreu.

Les ONG pro-palestiniennes utilisent à satiété Internet pour animer le réseau et diffuser leurs thèses. Elles afficheront de multiples liens vers des sites européens, français et/ou arabes et palestiniens. Mais elles semblent frappées d'autisme lorsqu'il s'agit de dénoncer les mouvements radicaux tout autant que la multitude de sites fondamentalistes ou/et proches du Fatah sur Internet qui promeuvent la violence et les attentats suicides. Les sites que nous voulons mentionner maintenant sont disponibles sur Internet. Une simple connexion et une traduction adéquate permettent de mesurer dans toute son intensité et son horreur absolue la dose de fanatisme, d'endocritinisme et de haine qui caractérisent les organisations radicales palestiniennes.

L'aile militaire du Hamas (*Al-Chahîd 'Izz Al-Dîn Al-Qassâm*) dispose sur Internet d'un site propre depuis la fin 2001, sur lequel on trouvera ses communiqués militaires mais également des portraits de kamikazes. D'autres portraits sont consultables sur plusieurs

autres sites en anglais et en arabe (*Al-Markaz Al-Filastîni li-I-Iclâm*).

Les Brigades Al-Quds (*Sarâyâ Al-Quds*), l'aile militaire du Jihad islamique en Palestine ont leurs communiqués reproduits sur leurs sites respectifs. Les portraits des kamikazes sont disponibles sur le site du Jihad islami.

L'aile militaire du FDLP (*Katâ'ib Al-Muqâwama Al-Wataniyya Al-Filastîniyya*), diffusent ses communiqués dans le numéro en cours d'Al-Hurriyya, le porte-parole officiel du mouvement de Nayef Hawatmeh.

Les Forces de la résistance populaire palestinienne (*Quwwât Al-Muqâwama Al-Chabiyya Al-Filastîniyya*) auxquelles ont succédé les Phalanges du martyr Abû 'Alî Mustafâ (*Katâ'ib Al-Chahîd Abû 'Alî Mustafâ*), aile militaire du FPLP ont leurs communiqués militaires reproduits sur leur site.

Les Forces du martyr 'Umar Al-Maukhtâr ont leurs communiqués militaires reproduits sur le site de Fath-Intifâda.

« **Nawras** » qui se présente comme « le site de la résistance palestinienne jusqu'à la libération de la Palestine, toute la Palestine, des Avant-gardes de l'armée populaire-Phalanges du retour-Phalanges Al-Aqsa » dispose également de son propre site.

Les Phalanges des martyrs d'Al-Aqsa (*katâ'ib Chuhâdâ, Al-Aqsâ*), l'un des mouvements militaires non-officiels de la mouvance Fatah ont aussi leurs propres sites, dotés quelquefois de photographies de kamikazes et autres biographies assassines.

Cette étude mérite bien évidemment d'être prolongée. Il faudrait par exemple explorer en détail les formes d'action, les méthodes utilisées et les multiples

La critique de la Shoa : le transformateur symbolique du gauchisme

Les contours d'une nouvelle idéologie

SHMUEL TRIGANO, PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS

L'un des faits les plus étonnants des débuts du XXI^e siècle est sans doute la résurgence massive et passionnelle du gauchisme tiers-mondiste et anticolonialiste des années 1970. Après le choc provoqué par l'irruption de l'islamisme sur la scène internationale dans les années 1990, les sociologues ne peuvent plus avancer que nous vivons « la fin des idéologies ». Bien au contraire, c'est à un réchauffement général de l'atmosphère idéologique que nous assistons avec le courant anti-mondialiste. Ce n'est point là uniquement le chant du cygne de la génération des *baby boomers* qui fit les années 1970 et qu'inaugura la révolte étudiante

de 1968, comme on pourrait le penser à voir le retour sur scène des Arlette Laguillier, Emmanuel Krivine, Daniel Cohn Bendit, etc... Une bonne partie de la jeunesse étudiante et des milieux intellectuels sont en effet saisis de la même fièvre néo-gauchiste.

Les temps ont changé, le communisme est mort, mais l'esprit libertaire, anti-autoritaire est toujours là. L'anti-sionisme est toujours là, comme aux plus belles heures des années 1970, durant lesquelles, il faut le rappeler, l'Assemblée de l'ONU avait décrété qu'il était un racisme... Cette fois-ci, toutefois, la configuration n'est plus la même, du fait du processus avorté

d'Oslo, du débat sur la Shoa qui s'est ouvert depuis le milieu des années 1980 dans les pays démocratiques. Israël n'apparaît plus faible, sortant du danger radical qu'avait fait peser sur lui la menace nassérienne à la veille de la guerre de 1967, mais comme une puissance dominante et solide. Les Palestiniens ne sont plus, aux yeux de l'opinion publique, les terroristes de l'OLP mais les ayants-droits d'une Autorité Palestinienne. Autre différence de taille : l'immigration musulmane depuis les années 1970 a changé la donne et assure aux thèses arabophiles une vaste répercussion dans toute l'Europe et tout spécialement en France. Ne serait-ce que par ce biais islamisme, « palestinisme » et gauchisme jouissent d'une convergence inédite sur la terre européenne.

L'antisionisme fédérateur

Ce qui les fédère pourrait bien être la haine d'Israël, l'anti-sionisme, qui porte en elle implicitement (pour le gauchisme) ou explicitement (pour l'islamisme) une haine des Juifs. La chose, n'est plus à démontrer pour l'islamisme, du Hamas à Al Qaeda. Elle est plus subtile pour le palestinisme, quand toutefois celui-ci ne s'est pas réduit à l'argument du djihad (comme c'est le cas depuis la deuxième Intifada). Tout comme l'OLP, l'Autorité Palestinienne – dans son discours arabe et à destination intérieure¹ – a bien en vue la destruction et la disparition de l'État d'Israël, pudiquement cachées sous le signe d'une « Palestine laïque et démocratique », qui n'envie rien au mythe promu par la propagande palestinienne il y a quarante ans, et sous l'humanisme déclaratif du « retour des réfugiés » de 1948, c'est à dire de la destruction en douceur de l'État d'Israël. Les néo-gauchistes quant à eux sont « anti-sionistes » comme on dit « anti-colonialistes ».

Mais l'anti-sionisme n'est pas un choix idéologique comme les autres. La confusion des esprits est savamment entretenue à ce propos. Son objectif est non pas l'opposition à une politique spécifique mais la destruction d'un État, d'une société et d'une culture. Aucun autre État du monde n'est actuellement l'objet d'un tel projet. L'objectif de l'anti-sionisme est le politicide d'Israël. Pour se défendre de cette apologie de l'extermination, ses avocats avancent qu'ils ne sont pas antisémites et encore moins anti-juifs, mais l'anti-sionisme peut-il être autre chose que la dénégation du droit du peuple juif à exister, en toute souveraineté et légitimité ? Ils opposent à cet argument l'idée que les Juifs ne sont pas un peuple mais une religion. Mais qui les autorise à décréter ce que doivent être les Juifs ? Fussent-ils des individus et pas un peuple, ils auraient droit à l'autodétermination ! La clarification du caractère exterminateur de l'antisionisme est fondamentale pour procéder à l'analyse ou à l'évaluation du courant idéologique qui nous préoccupe.

La question la plus importante que nous pouvons nous poser pour comprendre les ressorts, les tenants

et les aboutissants de la centralité du signe juif dans cette idéologie, c'est de comprendre les conditions de son apparition. Il faut pour cela remonter aux années 1980 et 1990, durant lesquelles s'est opérée une alchimie idéologique qui fut à la source du néo-gauchisme. On peut même avancer l'idée audacieuse que la figure juive a été le terreau et le laboratoire du néo-gauchisme.

Le carrefour du négationnisme des années 1980-1990.

Le nœud qui unit ce néo-gauchisme et le gauchisme des années 1970 est en effet la question de la Shoa, réinterprétée sur la base de la critique marxiste de la démocratie. Les gauchistes des années 1960-1970 ont vu en effet dans le capitalisme – et donc la démocratie libérale – une forme de nazisme, de ce nazisme qui a exterminé les Juifs. À leurs yeux, le monde démocratique, le monde libre, héritier de la victoire des Alliés sur le nazisme, s'est rendu coupable également de génocides, d'exterminations et de guerres contre le Tiers-monde : colonialisme et exploitation capitaliste ont achevé le travail. Cette démocratie, lorsqu'elle fustige le nazisme – qu'elle a combattu – et donc met en avant la Shoa des Juifs, ne fait que cacher hypocritement ses propres crimes. Le discours apitoyé sur la Shoa, condamnant le nazisme et le totalitarisme, est ainsi dirigé contre les victimes du capitalisme démocratique, le Tiers-monde souffrant, les exploités de la terre, pour les faire taire et se blanchir moralement. Les Juifs qui le véhiculent se font les artisans de l'oppression du Tiers-monde. Mais là où cette oppression se fait la plus visible, c'est moins dans l'Occident capitaliste qu'au cœur du Tiers-monde – de surcroît dans un monde arabe, si symbolique pour les anti-colonialistes français – où se tient l'État d'Israël, persécuteur direct du peuple Palestinien, qui devient l'archétype du Tiers-monde exploité et martyrisé.

Ce discours – ainsi résumé – se voit formulé, dès 1960, de façon quasi exhaustive, dans un texte, signé par Amadeo Bordiga, exclu du PCI et fondateur du Parti Communiste Italien, qui jouissait du relais de nombreux groupes militants dans plusieurs pays d'Europe. *Auschwitz ou le grand alibi* fut publié par la revue « *Programme communiste* » en 1962 et republié en 1979 par le bimensuel du parti communiste international, « *Le Prolétaire* » (supplément au numéro 276). Cette dernière date est très significative : la mémoire de la Shoa s'éveille alors en Europe, après une longue période de refoulement, et, notamment en France avec l'Affaire Darquier de Pellepoix, commissaire aux questions juives de Vichy, dont *l'Express* rapporte en novembre 1978 les propos scandaleux (« À Auschwitz, on n'a exterminé que des poux »).

Le texte de Bordiga est exceptionnel car il rassemble tous les arguments dans lesquels ont puisé l'extrême gauche et l'extrême droite dans les 40 ans qui ont suivi : le fait que la démocratie (notamment française) soit

coupable (les massacres de Sétif dès 1945 et la guerre d'Algérie) tout comme les États Unis qui cachent leur impérialisme derrière « la défense des droits de l'homme » ; l'idée que l'indignation envers Darquier de Pellepoix cache des turpitudes (« en ce moment dans un pays où plusieurs millions d'immigrés, privés de tous droits, soumis à une répression politique continue sont traités comme des bêtes à produire dans ces grands bagnes industriels « nationaux », parqués sous surveillance dans des dortoirs ou des foyers casernes... Quel meilleur rideau de fumée lorsqu'on surexploite, qu'on parque et qu'on terrorise plusieurs millions d'immigrés, qu'une campagne contre le racisme et l'antisémitisme » ? (citations du *Prolétaire* de 1979). Dans le même esprit, la première phrase de *Auschwitz ou le grand alibi* (1960) avançait déjà que « la presse de gauche vient de montrer de nouveau que le racisme et en fait essentiellement l'antisémitisme constitue en quelque sorte le grand alibi de l'antifasciste... Qui ne s'incline devant les 6 millions de Juifs assassinés ?... C'est là une des plus scandaleuses mystifications de l'antifascisme » (qui cache les fautes de la démocratie capitaliste). Les tentatives de troc et d'«achat» des Juifs hongrois pendant la deuxième guerre mondiale sont évoquées tandis que par la faute d'Israël « des centaines de milliers de réfugiés arabes » ont été chassés de leur pays...

On peut considérer la thèse de Bordiga comme la matrice commune du renouvellement de l'extrême droite, du révisionisme et du néo-gauchisme. La naissance de la « Nouvelle droite » dans les années 1970-1980, devenue bizarrement tiers-mondiste et anti-monothéïste, en est une bonne illustration. Le tiers-mondisme, défenseur des peuples du monde et de leurs légitimes différences, couplé avec la critique de l'Occident capitaliste, lui ouvrit la possibilité de critiquer l'Occident démocratique non plus, cette fois ci, au nom de la révolution prolétarienne et des peuples exploités du Tiers Monde mais d'un Occident originel, celte, païen, que le judéo(*sic*)-christianisme avait terrassé. Les négationnistes firent un sort particulier à la thèse de la manipulation de la Shoa par la démocratie en prétendant que les chambres à gaz sont une invention des Juifs. Les gauchistes ne les suivirent pas sur ce plan là. Ils s'en tinrent à la version gauchiste classique opposant dos à dos capitalisme et stalinisme. La seule différence, avec les néo-gauchistes, c'est que ces derniers le font maintenant au nom de la démocratie. Ils sont en effet devenus entre-temps de grands « démocrates », adeptes d'une démocratie ni capitaliste, ni populaire, ni, d'ailleurs nationale, mais individualiste, libertaire, multiculturelle, dans la lignée du progressisme anti-mondialiste, une démocratie sans autorité, dans l'esprit de 1968.

Les démocrates tardifs

L'évolution vers le néo-gauchisme actuel a été en fait

préparée tout au long des années 1980 par la génération du gauchisme soixante-huitard qui revenait peu à peu et tardivement à la vision – autrefois vilipendée – de la démocratie comme état de droit. Ce retournement n'a pas été possible sans la mise dos à dos des crimes du nazisme et du communisme (dont les néo-gauchistes voulaient se démarquer encore plus que les trotskystes d'antan). Cette assimilation du communisme au nazisme s'avérait en effet capitale pour se débarrasser du soupçon de totalitarisme que la démocratie libérale avait fait peser sur eux. Cette confusion des deux totalitarismes les aidait aussi à se prémunir contre l'accusation de négationnisme et donc d'antisémitisme qu'ils risquaient d'essuyer en restaurant la thèse de l'exploitation de la mémoire de la Shoa à des fins idéologico-politiques. Les néo-gauchistes ont mis en effet en accusation non plus la démocratie libérale (puisqu'ils revenaient à elle) comme l'avaient fait les gauchistes mais les Juifs. Ces « démocrates tardifs » ne franchissaient pas le seuil du négationnisme qui allait jusqu'à prétendre que les chambres à gaz n'avaient pas existé, ils se rapprochaient néanmoins de lui en reprenant le thème de la manipulation de la Shoa et la critique exclusive des Juifs. Toute une littérature a pu se développer², souvent sous la plume d'universitaires patentés et insoupçonnables qui opérèrent cette reconstitution du discours de l'extrême gauche révolutionnaire en discours néo-démocratique distingué. Tzvetan Todorov en fut sans doute le chef de file. Il fut le premier à fustiger « la tentation... d'exploiter ce passé de souffrances comme une source de pouvoir et de privilège »³. Alain Brossat fut le plus virulent « le discours sur la Shoa est inséparable d'avec la violence non légitime exercée par l'État israélien à l'encontre des Palestiniens »⁴. Todorov avançait même que les victimes de l'hitlérisme et les bourreaux staliniens s'opposent à la comparaison des deux totalitarismes, en vertu d'un intérêt corporatiste de semblable nature... Le sionisme fut à nouveau défini comme un totalitarisme par Brossat : « le sionisme au pouvoir comme son jumeau énergumène « le communisme »... des démocraties populaires... irrémédiablement contaminé par sa détestable origine, Auschwitz jouant ici le même rôle que le stalinisme exterminateur pour le second... Israël vient d'Auschwitz... le piège s'est refermé sur la victime deux fois assassinée : physiquement d'abord, ethniquement ensuite »⁵. Les Juifs, en fait, ne sont pas à ses yeux un peuple légitime : « Définir aujourd'hui le spécifique des juifs c'est réactualiser la solution finale... C'est dans la perspective exterminatrice des Nazis que les « Juifs » sont un groupe réel... groupe ethnique ou racial. Les dévots, eux, nommeront les juifs comme groupe communautaire et religieux et les sionistes comme groupe national. Ce n'est pas pour rien que les pratiques constantes de l'État « hébreu » consistent à racialisier le national et à nationaliser le racial »⁶.

C'est ce qui explique pourquoi la question de la Shoah et des Juifs est centrale dans la théorie néo-gauchiste aujourd'hui. Grâce au dispositif que nous avons mis à nu, elle permet de convertir à la démocratie le discours fondamentalement anti-démocratique du gauchisme. Le scandale provoqué par le *Livre noir du communisme* montre bien que c'est seulement en faisant l'équivalence de la Shoah et du Goulag que le gauchisme s'est refait une virginité démocratique (« Le génocide « de classe » rejoint le « génocide de race », « La mort de faim d'un enfant de koulak délibérément acculé à la famine par le régime stalinien » vaut « la mort d'un enfant juif du ghetto acculé à la famine par le régime nazi » écrit Stéphane Courtois⁷. Remarquons déjà le recours au thème de l'enfant qui fera florès avec la deuxième Intifada...). Anti-thèse de la démocratie ainsi redéfinie, le Goulag du communisme devint un mal aussi grave que le nazisme.

Le mal absolu

On parlait désormais, en effet, de « mal absolu », dans l'indistinction la plus totale de la propension de tel ou tel régime à le perpétrer. Ce mal devenu mythique (car absolu) frappait également la démocratie. Du coup, il n'était plus clair que c'était la démocratie libérale qui l'avait emporté sur ses antithèses qu'étaient le nazisme puis le communisme. On était déjà sur la voie de la dépolitisation post-moderniste et du moralisme bien-séant, caractéristique du discours droits-de-l'homme (c'est à dire de l'utilisation du thème des droits de l'homme à des fins idéologiques) dont l'heure était arrivée. Le « mal absolu » brouillait les responsabilités spécifiques du totalitarisme et ré-introduisait en douceur les gauchistes dans l'arène démocratique, ainsi dispensés d'un examen de conscience de leur anti-démocratie passé et de leur appartenance au marxisme, générateur de totalitarisme.

Cette opération de brouillage idéologique fut possible au prix d'une mise en accusation d'Israël et de la communauté juive, accusés d'être des manipulateurs intéressés et égoïstes de la mémoire de la Shoah. C'est le sionisme et le communautarisme des Juifs qui, désormais, menaçaient la démocratie, au dedans, en France, et opprimaient le Tiers monde à travers Israël. L'Occident capitaliste et libéral, où les démocrates tardifs courraient désormais pour les honneurs « bourgeois », était désormais hors d'accusation. Peut-être les guerres de Yougoslavie l'avaient-elles « purifié » entre temps du « colonialisme » puisqu'il s'était porté au secours des « musulmans » (pour reprendre la terminologie significative des journalistes) contre les Serbes ? Dans *L'idéal démocratique à l'épreuve de la Shoah*, (Odile Jacob, 1999) j'ai consacré une longue étude à cette littérature dont personne ne remarqua jamais la nocivité. Signe avant coureur inquiétant de sa banalisation.

Remarquons que les « démocrates tardifs » et leurs rejets néo-gauchistes n'ont pas franchi le pas de

l'antisémitisme en France: s'ils accusent Israël et la communauté juive de pervertir la démocratie avec la mémoire de la Shoah, s'ils les accusent d'opprimer les Palestiniens, ils n'accusent pas encore (du moins pour l'instant) les Juifs de dominer la société française dont ils sont citoyens. Ce développement reste cependant une potentialité réaliste. Certains discours néo-gauchistes, à l'instar de celui de José Bové, montrent qu'ils n'en sont pas loin.

La Shoah : le transformateur symbolique.

La mise en question de la signification de la Shoah et la mise en accusation des Juifs a ainsi constitué le cadre symbolique de la convergence des extrêmes (gauche et droite confondues). Son schéma idéologique est simple : c'est la moralité de la démocratie libérale opposée au totalitarisme, incarnée par les Alliés victorieux, qui est récusée. On lui oppose sa responsabilité dans l'oppression coloniale, du fait qu'elle est le régime politique propre au capitalisme. Ce faisant, les gauchistes, aveuglés par leur anticapitalisme, absolument implicitement le nazisme, en le mettant au même rang que la démocratie. C'est là justement, dans un premier temps, que l'extrême droite a fait sa niche. C'est là que la responsabilité d'un autre totalitarisme, comme celui du communisme, s'est vue indirectement émoussée. C'est là où, dans un deuxième temps, d'ex-gauchistes et d'ex-communistes se sont retrouvés dans les années 1990 pour comparer le nazisme et le communisme et donc étendre la réprobation du nazisme au communisme, ce qui revenait à « détrôner » la Shoah de sa centralité dans la mémoire collective puisque le communisme était capable des mêmes crimes (cf. le débat autour du *Livre noir du communisme*) . La mémoire juive de la Shoah se vit alors accusée d'excès : elle « cachait » la gravité des crimes rouges, comme si ce que l'on opposait à la condamnation démocratique du nazisme n'était plus la souffrance du Tiers-monde colonisé, et dont la démocratie occidentale était coupable, mais celle des peuples russes et autres, dont le régime soviétique était coupable. Stéphane Courtois avance que « des gens qui devraient être particulièrement sensibles à l'atrocité de ces crimes de par leur proximité avec le génocide des juifs semblent indifférents à 85 millions de victimes... Il y a hélas dans la communauté juive des individus qui se sont arrogés le monopole de crime contre l'humanité »⁸. La même opération que celle des démocrates tardifs était alors répétée

La référence démocratique

Ce que l'on constate, dans ces trois types de discours sur la Shoah – gauchiste, droitiste-négationniste, anti-totalitaire –, qui s'opposent au discours libéral, c'est la référence à la démocratie. Il y a peut-être le signe que la Shoah est devenue le critère idéologique de la valeur démocratique depuis la deuxième guerre mon-

diale. Ces trois versions font glisser de la considération de la Shoa à la considération des Juifs. Alors que la démocratie libérale voit dans la Shoa l'antithèse de la démocratie et considère les Juifs dans une perspective victimaire et humanitaire, les trois courants les considèrent sous le signe d'un « complot ». Ce schème mental s'inscrit en fait naturellement dans les perspectives de l'extrême gauche et de l'extrême droite nationaliste. C'est la figure classique de l'antisémitisme de droite (le « complot juif mondial ») et la conception marxiste de l'« idéologie » encourage l'idée du complot de classe (en avançant que la démocratie libérale des droits de l'homme est une « idéologie », c'est-à-dire une manipulation intéressée qui cache la domination bourgeoise). Pour les négationnistes, les Juifs manipulent la Shoa (cf. T. Christophersen *Le mensonge d'Auschwitz*, ed. Fane 1976) pour assurer leur domination sur l'Occident en le culpabilisant et en retirant du pouvoir. Pour les gauchistes, la mémoire de la Shoa était instrumentalisée par le capitalisme pour cacher ses crimes contre le Tiers-monde, et les Juifs en étaient les complices, devenant ainsi les ennemis du Tiers-monde et les suppôts de l'impérialisme. La figure de l'État d'Israël s'inscrivait dans cette perspective car la conscience courante est en proie au mythe que cet État a été créé « en compensation » de la Shoa et au détriment d'un peuple innocent du Tiers monde, les Palestiniens. Quant à la troisième école, celle des démocrates tardifs, la critique du complot juif y est diffuse, conduite cette fois-ci non pas au nom de la nation ou de l'Occident, ni au nom du Tiers-monde souffrant mais de la démocratie et des droits de l'homme : les Juifs s'y voient accusés d'imposer de façon abusive leur intérêt spécifique et limité sur le bien public et d'affirmer leur identité collective et communautaire à l'encontre de la charte de la citoyenneté et des peuples souffrants (« L'objet du conflit est cette ressource rare et précieuse que la sociologie classique appelle le prestige et qu'elle compte au nombre de trois biens sociaux primaires- les trois célèbres « P » de la sociologie américaine : *power, property, prestige* » avance Chaumont⁹). La proximité idéologique de ces trois courants, comme on le voit, fait que leur synthèse ou leur symbiose est toujours virtuelle, sinon à l'œuvre. C'est ce que l'on constate dans le néo-gauchisme actuel.

L'idéologie néo-gauchiste.

Il faut remarquer d'emblée à ce propos que la déferlante de l'idéologie générée par l'Intifada a été précé-
dée en France par un débat journalistique tonitruant autour du livre de Finkelstein *L'industrie de l'Holocauste*, (La Fabrique 2001). Très mauvais pamphlet, ignoré aux États-Unis où il paraît et qui jouit alors d'une étonnante publicité : deux pages dans *Le Monde* et *Libération*, les deux tribunes de l'intelligentsia de gauche. Les articles qui les nourrissent manifestent

une fascination que leur critique formelle ébauchée contre le « sacrilège » que constitue ce livre n'arrive pas à cacher. C'est là qu'interviennent certaines belles âmes juives pour faire chorus avec la vertueuse condamnation de l'abus de mémoire des Juifs.

La complaisance témoignée envers une thèse aussi vulgaire et sommaire (l'exploitation financière de la mémoire de la Shoa par les institutions juives) correspond en fait à un moment clef de la transformation de l'idéologie gauchiste qui se cherche (depuis le *Livre noir du Communisme*) et qui y trouve le prétexte à un envol immédiat. L'arrivée de l'Intifada, sur ces entrefaits, va confirmer à leurs yeux – du côté du Tiers-monde cette fois-ci – le soupçon que derrière les victimes de la Shoa se tiennent des bourreaux, exploit-
teurs du Tiers-monde (autant que de la crédulité des Occidentaux)...

Le courant néo-gauchiste contemporain témoigne de l'héritage des formes idéologiques composites que nous avons identifiées. Remarquons, tout d'abord, qu'il se manifeste en même temps que se renforce un courant d'extrême droite (le FN). Paradoxalement, dans ce dernier, le thème anti-juif s'est vu de plus en plus réprimé et refoulé au fil des ans tandis qu'il s'est déchaîné progressivement dans le courant gauchiste, à travers l'anti-sionisme. On y trouve des formes libertaires (les « Verts »), des formes trotskystes plus dures (la LCR) et des formes post communistes (la nébuleuse du PCF). Ces courants se retrouvent tous sur leur pro-palestinisme, leur anti-sionisme et l'embrigadement des « banlieues » dans une litanie de manifestations et de protestations contre Israël.

Si l'on voulait caractériser le discours de ce courant palestiniste, on y soulignerait le mélange de thèmes de l'extrême droite et de l'extrême gauche, un mixte qui pourrait bien définir l'idéologie de l'anti-mondialisme. Les Verts reprennent, de façon tout à fait inattendue, les thèmes classiques de l'extrême droite. L'apologie du terroir, de la terre, du paysan à laquelle ils se livrent, pour les opposer au « mondialisme », c'est-à-dire au « cosmopolitisme » et, en fait, aux Américains, est très significative. L'hostilité aux États-Unis est paradoxalement la même au Front National, au point que ce dernier prend fait et cause pour Saddam Hussein qui, pourtant, est un héros du camp de ses ennemis déclarés : les Arabo-musulmans. On a déjà remarqué que l'apologie de la forêt allemande par les Verts allemands réitérait un classique du romantisme allemand. Classique aussi est la dénonciation de l'invasion d'une culture étrangère qui vient dénaturer une culture locale. Le « paysan palestinien » qui lutte pour sa terre et ses oliviers qu'on lui arrache est ainsi devenu l'image qu'exalte José Bové, héros de l'anti-mondialisation. Sa dénonciation du complot du Mossad, accusé de fomenter des actes antisémites en France pour détourner l'attention des crimes perpétrés par Israël, est très symptomatique aussi. Elle place

Israël, pourtant État « enraciné », dans le camp des mondialistes dangereux. Et donc du cosmopolitisme. Le paradoxe veut que cette apologie du local et du particularisme s'accompagne de la défense et illustration du « métissage », du pluralisme, de la diversité des identités luttant pour leur singularité contre l'uniformisation mondialiste.

Par ce côté-là, Israël pourrait – double paradoxe – se voir ré-identifié à un intégrisme identitaire obtus qui s'oppose à ce pluralisme puisque les Juifs se séparent des autres au moins en se présentant comme des victimes absolues (la « singularité de la Shoà »). C'est par ce biais que les Verts se rattachent à ceux qui ont frayé la voie au néo-gauchisme : les démocrates tardifs. Ils se définissent en référence à un droits-de-l'homme radical fustigeant toute forme d'identité collective, nationale, communautaire au nom de l'individualisme démocratique et de l'universel. Certains de ses doctrinaires développent une véritable haine de la nation française, identifiée au pétainisme. Il va de soi qu'Israël leur apparaît comme l'archétype de l'abus d'identité et son identité juive, quasiment fasciste. Au nom de la démocratie pure et dure, ils le traînent dans la boue, tout en exaltant la Palestine, évidemment l'avant-garde de l'universalisme démocratique ! Cela souligne combien dans le néo-gauchisme, la démocratie est devenue un mythe creux, sans contenu, un argument rhétorique qui joue le même rôle que le « communisme » d'antan...

Le schème idéologique de base de ce courant s'avère en fait typiquement post-moderniste : il prône le rêve d'un pouvoir nu, désidentifié, dénationalisé, déshistoricisé, que Jurgen Habermas pense par exemple à travers l'idée du « patriotisme de la constitution » ou que les post-modernistes israéliens définissent comme l'« État de ses citoyens » (sans identité nationale spécifique, fondé exclusivement sur une citoyenneté abstraite), c'est-à-dire d'une citoyenneté que ne clôturerait pas la nationalité. Le « droit au retour » – comble des « droits de l'homme » et de l'enracinement dans un terroir – apparaît ainsi comme le modèle opposé à l'« État juif » (pour reprendre l'étrange terminologie du journal *Le Monde*, déformant le titre officiel de *Medinat Israel*, « État d'Israël »). Ceux-ci prônent la fin du caractère juif de l'État d'Israël, ceux-là, l'attribution de la nationalité aux « sans papiers » et la fin de toute limitation à l'immigration.

Les Israéliens d'origine palestinienne : le cheval de bataille idéal.

Dans la ligne de cette évolution, on a vu apparaître à l'occasion de la deuxième Intifada une nouvelle figure idéologique qui illustre parfaitement les logiques contradictoires de l'idéologie du néo-gauchisme, qu'elle a l'avantage de servir simultanément. C'est une stratégie palestinienne retorse qui en a donné l'occasion. Dès le début du processus d'Oslo, l'Autorité palesti-

nienne a en effet entrepris d'exercer une influence sur les citoyens israéliens d'origine palestinienne afin d'en faire une masse de manœuvre politique lui permettant d'exercer une action sur la politique intérieure israélienne, ce qui lui a donné une occasion supplémentaire et inespérée de stigmatiser Israël et sa démocratie sur le plan international. Le conseiller privé de Yasser Arafat a ainsi longtemps été un député à la Knesset, Ahmed Tibi !

Le schéma idéologique ébauché par cette stratégie réunit en effet dans une même logique la dimension du « paysan » palestinien, du Tiers monde et celle de la citoyenneté démocratique abstraite. L'argument consiste à avancer qu'Israël n'est pas un État démocratique parce qu'il opprime ses citoyens d'origine palestinienne. Plusieurs avantages idéologiques en découlent : on sape le caractère électif d'Israël qui est la seule démocratie d'un continent qui va du Maroc à l'Iran. On réactualise la condamnation du caractère juif de l'État d'Israël... Ainsi satisfait-on le courant droits-de-l'homme des démocrates tardifs et le courant naturaliste des Verts. Au nom du pluralisme, on oppose le Palestinien (israélien) au citoyen israélien. Au nom de l'universalisme démocratique, on fait l'apologie de la fin de l'État (dit) juif, c'est-à-dire, réversiblement, de la « Palestine laïque et démocratique » de l'ex OLP !

Cet argument a sa figure héroïque, célébrée régulièrement par les médias : le député israélien, Azmi Bishara. Député à la Knesset (où se retrouvent des députés islamistes !), il s'est fait une carrière en adoptant des positions violemment anti-israéliennes. Sa visite à Damas où il fit l'apologie du Hamas et où il invita ses compatriotes arabes (israéliens !) à suivre ses méthodes, lui a valu la levée d'immunité parlementaire pour être jugé par la justice. On y trouve là une preuve suprême de l'absence de démocratie en Israël ! Mais que dirait-on si un député français musulman faisait depuis Alger l'apologie du GIA et appelait les banlieues à agir selon ses méthodes contre l'État français ? C'est pourtant ce héros qu'exalte tout le courant néo-gauchiste français comme un combattant de la liberté et de la démocratie...

La dissociation de l'antiracisme et de la lutte contre l'antisémitisme.

L'idéologie néo-gauchiste présente ainsi un caractère hétéroclite et composite tout à fait étrange, qui fait écho à la diversité de ses composantes. En somme, il s'agit d'une idéologie réactionnaire en habits progressistes. Il se pourrait bien que l'anti-sionisme soit le fédérateur décisif de ces éléments divergents. Ceci expliquerait l'obsession d'Israël qui la caractérise et sa centralité dans son activisme militant. C'est ce courant en effet qui a pris concrètement en charge l'organisation des manifestations arabo-musulmanes contre Israël. C'est lui qui est à l'origine de la fièvre

pétitionnaire pro-palestinienne de très nombreux milieux professionnels. C'est lui qui a fait de la Palestine un souci intime et permanent d'une grande partie de l'opinion publique.

Ce double caractère se retrouve à l'œuvre dans un phénomène politique problématique qui s'est produit à l'occasion des agressions antisémites de ces deux dernières années : la dissociation de l'antiracisme et de la lutte contre l'antisémitisme. C'est un fait concret sur le plan des actes politiques autant que des positions. En ce qui concerne ces dernières, qu'avons-nous analysé sinon un courant de gauche – et donc nécessairement antiraciste – qui manifeste un anti-sionisme qui n'est qu'une forme « politiquement correcte » de l'antisémitisme ? Pour les actes, très significative fut la controverse qui a éclaté autour de la manifestation contre l'antisémitisme et en solidarité avec Israël que lança le CRIF le 7 avril 2002. On a vu à cette occasion SOS Racisme tout comme la LICRA se dissocier de la communauté juive, voire l'accuser de « communautarisme » et de sectarisme. Ce qui était en jeu dans cette occasion, c'était évidemment l'identification des cibles des agressions antisémites au référent communautaire et identitaire juifs. L'origine arabo-musulmane des agresseurs devenant dans ce cas trop évidente, le front uni de l'antiracisme se voyait brisé car, sur ce cas précis, il apparaissait que des victimes du racisme (les « immigrés ») étaient les auteurs de l'agression contre d'autres victimes du racisme (les Juifs). L'antisémitisme se voyait objectivement distingué du racisme. Si les Juifs n'acceptaient pas de manifester aux côtés de ceux qui manifestent tous les jours contre Israël et le sionisme, voire justifient les agressions à leur rencontre, s'ils ne renonçaient pas donc à leur identité collective et à la solidarité avec Israël, ils se voyaient accusés de communautarisme, voire de racisme. Les antiracistes (les néo-gauchistes) ne se résignaient pas en effet à condamner certains de leurs membres, ni à se se découvrir antisémites et se combattre eux-mêmes, ni à découvrir des antisémites parmi eux et les combattre. Le mythe de SOS Racisme explosait, l'extrême gauche apparaissait pour ce qu'elle était...

La condamnation de la communauté juive, accusée de racisme à rebours, parce qu'elle avait choisi de fustiger les actes antisémites en tant que tels et pas de

les noyer dans la catégorie devenue floue du racisme, permettait de sauver les apparences d'une déroute. En somme, les Juifs se sont alors vus accusés de racisme et de communautarisme, de la même façon qu'ils avaient été accusés de « repli communautaire » quand ils avaient brisé le *black out* sur la vague antisémite en novembre 2001.

Le dernier baroud d'honneur de la stratégie du front antifasciste, mise en œuvre par François Mitterrand, se jouait là. Mitterrand avait cherché à pallier la disparition du socialisme. Le Front antifasciste avait l'avantage de rassembler les démocrates autour de la gauche en s'opposant à un Le Pen inventé de toutes pièces pour les besoins de la cause, tout en pulvérisant la droite, prise en tenaille par l'hypothèque que cette nouvelle extrême droite faisait peser sur elle. Les immigrés incarnèrent alors la figure suprême de la victime et les Juifs se virent convoqués pour la confirmer (« Juifs = immigrés ») en une opération qui confisquait tous leurs symboles (victimaires) au profit de la cause immigrée¹. L'antiracisme, le droits-de-l'homme devinrent alors les substituts du socialisme défunt...

Nous vivons aujourd'hui les métastases de cette stratégie mitterrandienne, à la fois sur le plan du chaos qui a ravagé la sphère politique depuis les élections présidentielles de mai 2002 et du confusionnisme qui préside désormais à la considération de la condition juive dans ce pays. ■

1. Cf. *Observatoire du monde juif* n°1.

1. Cf. les déclarations d'Arafat à Johannesbourg au lendemain de la signature d'Oslo, affirmant qu'il s'agissait d'une ruse de sa part, à l'instar d'une ruse de Mahomet rapportée dans le Coran, et de Fayçal Al Hussein, quelques jours avant sa mort, affirmant que la constitution d'un État palestinien dans les territoires s'inscrivait dans un plan par étapes visant à un État palestinien « du Jourdain à la Mer »...

2. Parmi lesquels Tzvetan Todorov *Les abus de la mémoire*, Arléa, 1995, Alain Brossat *L'épreuve du désastre. Le xx^e siècle et les camps*, Albin Michel, 1996, Stéphane Courtois (ed) *Le livre noir du communisme*, Robert Laffont 1997, J.M. Chaumont *La concurrence des victimes. Génocide, identité reconnaissance*, La Découverte, 1997), Catherine Coquio (ed), *Parler des camps, penser les génocides* Albin Michel, 1999 (publication d'un colloque tenu en mai 1997)... En deux ans (1995-1997), tout un mouvement d'opinion s'est ainsi constitué.

3. *Op. cit.* p.27

4. *Op. cit.* p. 327

5. *Op. cit.* p. 324-325

6. *Op. cit.* p. 284-286

7. *Op. cit.* p. 14

8. cf. *Politique internationale*, été 1998, p. 372

9. *Op. cit.* p. 50

Observatoire du monde juif

*Retenez dès maintenant
notre première publication.*

Dans la série «Dossiers et documents»:

La couverture médiatique du conflit israélo-palestinien
Les médias français sont-ils objectifs?

MYTHES ET IDÉOLOGIE

Le « peuple en danger » des anti-mondialistes

SIDNEY TOUATI, AVOCAT AU BARREAU DE PARIS

Comme toute pensée idéologique, la conception du monde du courant anti-mondialiste s'organise autour de la logique la plus simple, la logique binaire qui oppose un mal absolu à un bien absolu et classe la réalité complexe du monde en fonction de ce partage.

Cette dimension mythique, quasi religieuse, étonne dans un courant politique qui a tant investi dans l'analyse économique-politique. Il s'abreuve symboliquement à la mystique du faible et de la victime, d'origine très ancienne en Occident et qui a trouvé à s'illustrer tout particulièrement dans la deuxième moitié du xx^e siècle. Elle semble toujours aussi vivace au lendemain du conflit qui a opposé le libéralisme et le communisme. La révolution iranienne s'opposant au « grand Satan américain » (le « petit Satan » étant Israël) avait représenté la première occurrence de la reconstitution de cette mentalité.

Un dualisme quasi métaphysique

Il faut, nous dit José Bove, protéger le peuple palestinien, un « peuple en danger »¹. Ce petit peuple est assiégré, victime de « cette guerre coloniale, qui continue de faire rage », affirme Rony Brauman².

Cette conception s'inscrit dans une perspective globale et extrêmement schématique des réalités internationales. Après l'opposition Est-Ouest, après l'effondrement du bloc soviétique et la fin de la guerre froide, le monde serait passé sous la coupe réglée des multinationales, du pouvoir des financiers : « Une grande privatisation de tout ce qui touche à la vie et à la nature se prépare, favorisant l'apparition d'un pouvoir probablement plus absolu que tout ce qu'on a pu connaître dans l'histoire, qui aspire à transformer en marchandises les mots et les choses, la nature et la culture, les corps et les esprits » selon Ignacio Ramonet, rédacteur en chef du *Monde Diplomatique* et président d'honneur d'ATTAC, au Zénith.

Développant une véritable vision paranoïaque du monde (l'ennemi « argent », le « dollar » est partout, toujours hostile, dangereux, destructeur...), nos modernes chevaliers de l'antimondialisation estiment que les évolutions auxquelles nous sommes confrontés ne résultent que des décisions prises par les représentants du « Dieu Argent ». Les États, les nations, les peuples subissent passivement les diktats des places financières : « En fait, le réseau des intérêts forme un bloc, par dessus les nations, à l'échelle du globe (...) Tout un univers d'intérêts se déploie par-dessus les États et les Nations. Les peuples en sont le jouet. » selon René Passet président du conseil scientifique d'ATTAC³. L'ouragan finance balaie la planète coupant de sa grande faux tout ce qui dépasse, nivelant, supprimant toute différence : Le même René Passet poursuit : « L'immatériel, c'est la finance, qui fait cir-

culer non point des espèces mais des ordres, à la vitesse de la lumière, à travers les places financières. (...) La finance déchaînée s'hypertrophie (...). Voilà l'argent devenu mesure de l'homme ». Dépassée, la théorie marxiste qui estimait que les peuples, les « masses » faisaient l'histoire... Les peuples, surtout les petits, ceux du Sud en particulier, ne participent en rien à l'histoire, ne sont pas responsables de ses évolutions et des événements auxquels ils sont confrontés. Ils la subissent et tentent, avec des moyens jugés dérisoires, de s'opposer à la mécanique gigantesque de la mondialisation, qui menace de les broyer.

La bonté du paysan palestinien

Avec ce nouveau « Bréviaire de la haine » dirigé contre les puissants, les forts, c'est-à-dire en dernière instance contre les démocraties occidentales, le mouvement ATTAC établit un lien entre le paysan du Larzac et le Palestinien. Tous deux ont pour ennemi les nouveaux maîtres de la planète, les États-Unis en tout premier lieu (symbole de leur puissance : Mc Donald's) et leur valet au Moyen-Orient, Israël. « Au Larzac, nous confie José Bové dans son *Retour de Palestine*, on connaît bien le problème palestinien. »⁴

Il y aurait ainsi une sorte de complicité entre toutes les victimes du nouvel ordre mondial. Celles-ci se sentent non seulement dominées, mais plus précisément exclues, dépossédées de leur propre histoire.

Étant « en dehors », elles ne peuvent être tenues responsables ni des réalités auxquelles elles s'opposent, ni de leur propres actes. Ainsi, quoique fassent les Palestiniens, ils ne sont jamais tenus pour responsables. Ils ne font que « réagir ». On ne les accuse pas d'être des terroristes assassins lorsqu'ils envoient les « bombes humaines » contre les civils israéliens. « Mettre sur un pied d'égalité les auteurs des attentats du *World Trade*

Center et ceux des attaques visant les civils Israéliens »⁵ choque. Pour tenter d'y voir clair dans la grande variété des actes dits terroristes, Michel Tatu estime, par exemple, qu'il faut distinguer entre « terrorisme local et terrorisme universel »⁶. « Le terrorisme local a toujours existé... ses revendications sont plus ou moins légitimes, mais elles correspondent à des objectifs connus, clairs, bien définis »⁷. Exemple : Mandela, Shamir et Begin. Ce terrorisme-là est assimilé à une forme de résistance et se trouve *de facto* légitimé.

Dans quelle catégorie de terrorisme peut-on placer « les bombes humaines » lancées contre Israël ? Pour José Bové et nombre d'observateurs ces actions sont à classer, in fine, dans la catégorie des actes de résistance : « Les « bombes humaines » qui se font exploser parmi les civils en Israël commettent des actes effroyables... Mais, quiconque s'est rendu, ne serait-ce que quelques jours, dans les territoires palestiniens constate que l'on y fabrique depuis des années du désespoir et de la violence à grande échelle », dicit Rony Brauman⁸. Israël serait en dernière instance responsable de ces « actes effroyables ».

Si Israël est la cause de tout, cela laisse entendre que les Palestiniens se retrouvent privés de tout libre arbitre, de toute liberté de choix, même dans leur acte de révolte. Tandis qu'Israël se voit conférer un pouvoir bien plus grand que celui qu'il détient. C'est faire de son existence une réalité omnipotente. C'est introduire une sorte de causalité « diabolique » dans l'histoire et expliquer tous les phénomènes par sa manifestation.

Il y a un mal suprême

C'est ce schéma qui est à l'œuvre dans la démarche des antimondialistes. Pour ces derniers, les bouleversements auxquels nous sommes confrontés, la révolution technologique, les progrès des sciences etc., ne résultent pas d'un déterminisme complexe mais sont le fruit d'une volonté mauvaise, perverse. Certains vont même jusqu'à utiliser une métaphore biologique : Bernard Cassin, président d'ATTAC indique que l'objectif du mouvement « ne vise rien moins qu'à combattre et chasser le virus libéral qui infecte les esprits depuis si longtemps... »⁹. La cause de cette « Horreur économique » est donc extérieure aux peuples, aux États. C'est un virus, une maladie qui affaiblit le corps tout entier. Les peuples sont fatalement des victimes.

Dans cette vulgate, la représentation du monde ne résulte pas du travail de la pensée rationnelle, mais des errements d'une pensée magique : le monde est quasiment créé par ceux qui détiennent le pouvoir ! Cette réapparition de « Dieu » ou du « Diable » dans la causalité historique est à peine voilée. Maurice Leroy dans un article intitulé « Une idéologie totalitaire » parle du « dieu mondialisation » et de son bras droit le « Marché roi »¹⁰.

Israël : le mal en personne

C'est au moyen de ces outils « conceptuels » que les antimondialistes vont appréhender le conflit israélo-palestinien. Il suffit de faire fonctionner ces « présupposés » pour obtenir toutes les conclusions.

Israël est le fort. Les Palestiniens, les faibles. Donc, Israël est mauvais et les Palestiniens fatalement bons. C'est ce qui est écrit en toutes lettres dans les témoignages de la mission Bové en Palestine¹¹.

Patrick, un des participants, nous fait part de son effroi à la vue de civils en armes : « Je n'en reviens pas : c'est la première fois que je vois des civils en arme. Les Israéliens se promènent avec des flingues dans la poche ou des mitraillettes en bandoulières. J'ai l'impression qu'ici, n'importe qui peut commettre un crime »¹². Le même Patrick¹³ constate qu'il y a des civils palestiniens en armes. Mais l'impression est totalement différente : « Les grands ados sont armés, ils nous regardent comme de gentils garçons, en souriant. Les mômes rigolent ». Les civils israéliens armés sont ainsi inquiétants, voire effrayants. Ils sont des criminels en puissance. Les civils palestiniens armés sont, par contre, sympathiques, rigolos... Des rigolos ne peuvent commettre des crimes ! Ils peuvent tout au plus faire de grosses bêtises !

À côté de la mythologie d'un Israël tout puissant, va se développer également une mythologie d'un Israël intrinsèquement mauvais. Pour expliquer que tout le mal vient d'Israël, il faut faire référence à sa nature intrinsèquement corrompue. C'est le travail auquel s'attèle Dominique Vidal, rédacteur en chef adjoint du mensuel *Le Monde Diplomatique*, dont le mouvement ATTAC, fer de lance des anti-mondialistes est une création, ne l'oublions pas. Israël est pervers, mauvais par nature du fait de ses origines, nous explique Dominique Vidal dans son ouvrage *Le péché originel d'Israël* (Les Éditions de l'Atelier 2002). L'État d'Israël n'est pas un État innocent : il porte la culpabilité en lui. Ignacio Ramonet qui rédige la préface de ce livre nous explique très sérieusement que : « les « Nouveaux Historiens » israéliens ont su remettre en cause la légende de l'innocence de leur État. » Israël, selon cet auteur, est coupable d'être né. Ici est développé au niveau d'Israël un thème aussi vieux que l'antisémitisme lui-même.

Le juif était coupable d'avoir tué le Christ, le peuple juif, qualifié de peuple « déicide ». Crime impossible à expier. Aucun procès, aucun châtiment ne pouvait jamais rétablir l'ordre brisé. Les Juifs devaient être perpétuellement condamnés et persécutés sans que la culpabilité puisse cesser. Dominique Vidal évoque le crime « d'expulsion d'un Peuple ». Israël est coupable d'avoir chassé un peuple. Cet État n'est pas à sa place. Son existence est délégitimée. La seule manière de rétablir la justice est de l'inviter à disparaître, à céder la place qu'il occupe aux titulaires originaires des lieux : les Palestiniens.

La démarche des « Nouveaux Historiens » part de la situation actuelle d'Israël, projetée sur les débuts de sa constitution. Il suffit de se focaliser sur quelques épisodes de la guerre de 1948, et la conclusion sera : Israël était dès l'origine le plus fort ! Le mythe d'un Israël omnipotent est réactivé. C'est toujours par la force et la ruse qu'Israël a triomphé... « Les dirigeants de l'Agence juive, eux, plaident leur cause avec brio... »¹⁴. Les Arabes sont les victimes des méchants juifs qui disposent en outre de la supériorité militaire : « Militaire, donc, la supériorité du Yichouv est aussi et surtout politique. »¹⁵

L'histoire douloureuse des Palestiniens n'est jamais imputable aux actions des pays arabes. Les Arabes par définition subissent toujours l'histoire. Ils ne la font jamais. Si, dès le 15 mai, c'est-à-dire au lendemain même de la proclamation de l'État d'Israël, les armées arabes entrent en guerre contre le nouvel État Juif, ce n'est pas de leur faute. Elles sont obligées, voire contraintes d'agir ainsi : « Nous devons envahir, confie alors le ministre syrien des Affaires étrangères à l'ambassadeur américain, sinon le peuple va nous tuer. »¹⁶. Dès lors que les Juifs sont intrinsèquement pervers et menteurs (la version officielle concernant la naissance de l'État d'Israël est, au dire de l'auteur, une suite de mensonges), les Arabes a contrario sont par essence innocents. Mythe du pauvre et bon Arabe, totalement dépassé par les événements, opposé au mythe du Juif intelligent et manipulateur. Le Juif est doublement coupable. D'une part, il est le seul et unique acteur de l'histoire et d'autre part, une fois cette histoire faite, il va l'écrire à sa façon, il va la falsifier. Le fil qui sous-tend la démarche de Dominique Vidal et des Nouveaux Historiens est clair : délégitimer l'État d'Israël. C'est ce qu'explique fort justement Shabtaï Teveth : « Avec leurs thèses, et en particulier l'idée qu'Israël serait né dans le péché, ils contestent la légitimité de notre État. Car, si l'État d'Israël est né dans le péché, en commettant des injustices à l'égard des autres, alors cela veut dire qu'il n'a pas le droit à l'existence. »¹⁷.

Le paradoxe dans cette approche, c'est que, *in fine*, cet État d'Israël, réputé être surpuissant et cause de tout, se voit systématiquement contester son droit à l'existence. C'est ce que nous explique, en utilisant d'autres chemins, le plus tranquillement du monde, Michel Tatu dans son livre « Ben Laden et le XXI^e siècle »¹⁸ : On lui demande s'il voit une solution au conflit du Moyen-Orient. Il répond qu'il en voit deux : « la solution idéale, nous dit l'auteur, celle qui correspondrait le mieux à nos valeurs démocratiques, laïques et républicaines. C'est celle d'un État unique pour toute la Palestine, gouvernée par une majorité élue, respectant tous les droits de l'Homme, y compris ceux de la minorité... », solution impossible précise M. Tatu « car en vertu de la démographie, cet État serait dirigé par un gouvernement arabe. » Puis il précise : « ce qui est inacceptable pour les Israéliens ».

Ainsi, la solution idéale d'un point de vue démocratique serait la disparition d'Israël en tant qu'État Juif. M. Tatu et J.P. Thomas poursuivent leur conversation et, constatant qu'Israël refuse de mourir, ils se demandent avec gravité, si l'on ne pourrait pas au moins : « envisager une « déjudaïsation » d'Israël ? ».

Déjudaïser Israël

Ce souhait nous conduit effectivement au cœur de ce qui fait problème : le Juif. Car en dernière instance, ce n'est pas l'État d'Israël qui pose question, mais la nature juive de cet État.

La notion d'un État juif est inassimilable, inconcevable pour la plupart des observateurs, quelle que soit au demeurant leur attitude à l'égard des Juifs en particulier. Pour régler le problème, il faudrait donc « chasser le juif » de la sphère du politique. Nous voici replongés dans la problématique des XVIII^e-XIX^e siècles, au moment où les Juifs demandaient à être considérés comme des citoyens à part entière. Aujourd'hui, c'est le « Juif-Israël » qui demande aux Nations de le considérer comme une nation parmi les autres nations... mais tout en restant lui-même.

Les dégâts collatéraux du pacifisme : le mythe du dialogue salvateur

La posture idéologique des antimondialistes s'adosse implicitement, pour se légitimer, à la demande d'un dialogue israélo-palestinien, qu'Israël refuserait systématiquement. Face aux actes terroristes, toujours la même demande de dialogue entre les parties, formulées de manière abstraite, lancinante : « La Trêve ou le pire » titre *Libération* dans son édition du 3 novembre 2000. Puis, gros titre sur deux pages intérieures : « Proche-Orient : pendant le conflit, la paix continue ». Cette position dont le côté absurde est ici manifeste, pose problème. Suffit-il de se proclamer pour le dialogue et la paix pour faire effectivement partie du clan de la paix et œuvrer pour elle ? Un bref regard sur l'histoire récente montre que les pacifistes « absolus » ont très rarement été facteur de paix. Ils ont été, hélas, malheureusement, dans la plupart des cas, des vecteurs de guerre. Le rôle des pacifistes avant la deuxième guerre mondiale est sur ce plan éloquent. Il semble, au regard des réactions que suscitent notamment en France les événements du Moyen-Orient que nous sommes une fois de plus confrontés à une démarche de ce type. On ne cherche pas à comprendre. On projette, on répète. L'OLP est comparée au FLN et les actes terroristes aux actes de résistance. On constate que toutes les composantes de ce vécu historique sont réactivées à l'occasion du conflit du Moyen-Orient. Dans un article publié dans le journal *Le Monde*, Bruno Etienne approche le problème israélo-palestinien avec la grille de lecture fournie par la guerre d'Algérie : « On peut établir un parallèle entre la situation actuelle en Israël et celle

qui prévalait en Algérie au début des années 60. »

Cette posture unilatérale des anti-mondialistes ne surgit pas du néant. Elle s'adosse à la confusion des genres produite par l'idéologie d'Oslo. En principe, dans un conflit ou une guerre, si les protagonistes décident de se rencontrer autour d'une table pour trouver une solution « politique » aux problèmes qui ont provoqué un conflit armé, c'est que précisément, la guerre est parvenue en quelque sorte à son terme. Il y a soit un vaincu et un vainqueur, soit épuisement des protagonistes.

Il ne s'agit nullement ici de faire l'apologie des luttes armées, mais il est clair que lorsque des peuples, des États entrent dans une logique de guerre, c'est qu'ils sont pénétrés d'une profonde conviction d'être dans leur bon droit et qu'il y a refus absolu de renoncer à certains rêves ou idéautés. Schlomo Ben Ami dans son dernier ouvrage, a fort bien expliqué cela : « On ne revient du mythe à la politique que par une voie tragique »¹⁹. Le dialogue est l'expression d'une réalité politique, lorsque les parties ont la volonté de mettre un terme au langage des armes.

Le dialogue forcé et la dénégation du politique

Lorsque les mises en demeure réitérées appelant Israéliens et Palestiniens à se mettre à table et à dialoguer aboutissent, on présuppose remplies plusieurs conditions que la réalité n'a cependant pas démontré. La réalité de la guerre est effectivement sous-évaluée, voire purement et simplement évacuée de même qu'est niée ou relativisée la réalité politique palestinienne. On fait comme si le peuple palestinien s'exprimait d'une seule voix, par le biais de ses représentants légitimes et que ceux-ci étaient animés d'une réelle volonté de faire la paix. On met sur le même plan un pays démocratique et une organisation fragile, à l'autorité pour le moins incertaine. On fait totalement abstraction des relations « Palestiniens-monde arabe » en faisant comme si l'Autorité palestinienne était réellement autonome et indépendante. On fait enfin également abstraction de la relation Autorité palestinienne-islamisme.

Israël a obéi aux injonctions des grandes puissances, entre autres à celles de l'Europe et de la France en particulier, lesquelles le mettent régulièrement en demeure de « dialoguer ». La France considère que ses intérêts, sa sécurité sont directement en jeu. Dans le rapport établi par le Sénat en 1996, il est indiqué : « L'Europe et la France, grande puissance méditerranéenne, ne peuvent rester indifférentes aux risques présentés par la situation actuelle... notre sécurité apparaît directement concernée par les menaces d'une destabilisation en Méditerranée orientale ».

La réalisation du dialogue forcé, repose en réalité sur une double négation des réalités. L'État Hébreu est contraint de jouer à la paix et de jouer à la guerre... c'est la politique du « comme si ». Dialoguer comme si la guerre n'existait pas. Faire la guerre comme si le

dialogue n'avait pas lieu. Pour parvenir à poursuivre des négociations dans ce contexte très particulier du « processus de paix », Rabin avait ainsi posé le principe suivant : « Il faut négocier comme s'il n'y avait pas de terrorisme, et combattre le terrorisme comme s'il n'y avait pas de négociation. » Shimon Peres parlait lui de « l'ambiguïté constructive »

Or, pour qu'il y ait dialogue, il faut qu'il y ait des protagonistes qui contractent, qui interviennent à égalité, qui échangent de manière équilibrée des propositions, comme s'il n'y avait ni action terroriste ni acte de guerre. La politique préconisée par Oslo et qui maintient une sorte de mélange entre « dialogue et terrorisme » conduit à neutraliser la puissance militaire israélienne sans pour autant interdire réellement aux Palestiniens d'avoir recours au terrorisme. Soit par impuissance, soit par complaisance, la direction palestinienne n'a jamais pu mettre un terme définitif aux actes terroristes.

Le mythe d'un dialogue salvateur, a eu une importante conséquence sur le déroulement de la guerre et la perception de celle-ci. Les paramètres du dialogue ont été en quelque sorte transférés dans le domaine militaire en imposant uniquement à Israël le strict respect des règles du droit tel qu'il existe en période de paix. Prisonnier de cette logique, Israël est accusé de violer le droit international ou de porter atteinte aux légitimes aspirations du peuple palestinien, ou de commettre des crimes à chacune des ripostes aux agressions dont il est la cible. L'application des principes d'Oslo a ainsi enfermé Israël seul dans une logique destructrice: toute action militaire étant jugée comme contraire au dialogue et donc au processus de paix... Israël était tenu de riposter aux attaques palestiniennes de manière proportionnée : « Les images démontrent la profonde inégalité du rapport de forces et l'usage disproportionné des moyens militaires par Israël » comme le dit Laetitia Bucaille dans *Génération intifada*²⁰.

On demande ainsi à un État démocratique en guerre, d'ajuster sa force à celle de son ennemi. De rester passif ; de ne jamais réellement le combattre. Dans ce contexte, toute action de défense est automatiquement perçue comme anormale, voire comme illégale et la partie palestinienne systématiquement montrée comme victime. La poursuite de ce « jeu » dangereux ne peut conduire à terme qu'à la destruction de l'État démocratique. Ce que les dirigeants palestiniens ont parfaitement compris et en premier lieu, Arafat. Mais du côté palestinien, cette mythologie du dialogue qui lui semblait profitable est en réalité tout aussi destructrice dès lors qu'elle empêche de prendre des décisions en fonction de la réalité du rapport des forces. Elle encourage la partie palestinienne à s'illusionner sur son pouvoir et elle ouvre la porte au processus de la surenchère et à l'impossibilité de conclure : l'échec des pourparlers de paix est probablement imputable en partie à cette illusion. Le dialogue entre adversaires

est toujours présenté comme unique solution politique aux conflits : « L'Intifada entrera, le 29 septembre 2001, dans sa deuxième année et tout porte à croire qu'elle continuera si rien n'est fait pour une reprise des négociations politiques entre Israël et Palestiniens. » écrit C. Dupeyron dans *Le Monde*²¹.

Or, le « dialogue » est une chimère tant que la volonté de mettre un terme au langage des armes n'est pas clairement affirmée et mise en œuvre par les deux parties en présence et tant que celles-ci n'intègrent pas l'ensemble des paramètres qui déterminent la réalité. Encore une fois, croire que par le dialogue on va sortir du conflit, c'est commettre une grave confusion et céder à la croyance du pouvoir thaumaturgique de l'instance politique, de la volonté de paix. Le mythe du dialogue a ainsi pour effet, au mieux, le maintien permanent de l'équilibre des forces. Au pire, dans la réalité, il conduit le problème dans une impasse absolue car il rend impossible et la fin du dialogue et la fin du conflit et a pour conséquence de prolonger celui-ci indéfiniment.

Pour Israël, avec la logique d'Oslo, le rapport du politi-

que à la guerre est inversé. Il s'y voit condamné à toujours apparaître comme la puissance violente et répréhensible. Cette image ne peut se construire que sur l'arrière plan du mythe victimaire du « peuple en danger ». ■

1. cf. *Retour de Palestine : Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien 1^{re} Mission et José Bové* éd. Mille et une nuits Fayard, mars 2002.

2. *Idem*, Préface

3. in ATTAC « Agir local penser global », Mille et une nuits, janvier 2001, n° 32

4. p. 18

5. *Génération Intifada* p. 15, Hachette Littératures

6. cf. Michel Tatu *Entretiens avec Jean-paul Thomas : Ben Laden et le XXI^e siècle*, éd. XXI^e siècle.

7. *idem* p. 40

8. in *Retour de Palestine*, Préface, *op. cit.*

9. in ATTAC *Attac au Zenith* p. 60, Mille et une nuits Fayard, mars 2002.

10. in ATTAC, *Agir local penser global, op. cit.*, p. 12

11. in *Retour de Palestine, op. cit.*

12. p. 22

13. p. 31

14. p.48

15. D. Vidal, *op.cit.* p. 61

16. cité par D. Vidal, *op.cit.* p. 67

17. *idem* page 213

18. *op.cit.*, p. 194

19. *Quel avenir pour Israël ?* p.88, PUF 2001.

20. *op.cit.* p. 13

La convergence des totalitarismes

Les nouveaux visages rouge-bruns-verts de l'antisémitisme

ALEXANDRE DEL VALLE, GÉOPOLITOLOGUE*

Tel qu'elle s'exprime en France, la nouvelle judéophobie est sans conteste bien plus sournoise que l'antisémitisme de l'entre deux guerres, dans la mesure où elle se cache derrière de nouveaux habits légitimateurs et tend à se présenter comme une réaction face au « racisme sioniste », que d'aucuns voulaient condamner unilatéralement à Durban. Les nouveaux visages de l'antisémitisme ne sont plus seulement *bruns*, mais essentiellement *rouges* et *verts*, revêtus qu'ils sont d'un vernis progressiste et « antiraciste », les Juifs incarnant aujourd'hui, à travers Israël, le camp de « l'oppression colonialiste » et nationaliste, et leur État – le « juif des États » – étant l'incarnation la plus monstrueuse du Mal « néo-fascisant » et de l'oppression post-Shoa. Par contraste, les Palestiniens apparaissent quant à eux comme les « rebelles-opprimés » par excellence, les nouveaux David arabes luttant contre le Goliath Tsahal, les nouvelles victimes musulmanes *a priori*, essentielles, donc jamais réellement coupables, même lorsqu'elles optent pour la barbarie terroriste et qu'elles font couler du sang « judéo-croisé ». Elles ne font en effet que « résister » à un État hébreu soumis à la *reductio ad Hitlerum*, selon le mot de Léo Strauss, et à son protecteur le « Grand Satan » américain, d'où la

quasi fusion des mobiles et des protagonistes de l'anti-sionisme et de l'anti-américanisme.

L'État hébreu : le Juif des États

En fait, si des Michel del Castillo, des José Bové ou autres anti-américains et anti-sionistes absolus, adeptes de Lénine ou Trotski accablent systématiquement l'État hébreu et se permettent parallèlement de justifier, nier ou minimiser les actes anti-juifs en France ou la barbarie judéophobe du Hamas, c'est parce que la gauche radicale n'aime les Juifs que lorsque ceux-ci sont non seulement déjudaïsés (Marx, *La question juive*), mais surtout réduits à l'état de diasporas passives, incapables de se défendre face aux pogroms donc, dont la douleur est instrumentalisable à merci et la mémoire détournable à des fins bassement idéologiques, afin de culpabiliser les défenseurs de la souveraineté nationale, selon le syllogisme suivant : *l'État-nation, d'essence raciste et répressif, conduit à la Shoa ; l'extrême-gauche aime les Juifs et est anti-nationale par nature ; donc la seule façon d'éviter de nouvelles Shoa est de détruire jusqu'à l'idée même d'État et de frontières*. Bref, si le Juif n'intéresse la gauche que lorsqu'il est un « sans-État » (dont les « sans-papiers » du DAL sont la figure

victimaire, recyclée dans l'islamo-tiermondisme), il est considéré inversement, comme son pire ennemi dès lors qu'il revendique son droit à l'appartenance nationale et à la sécurité pour Israël.

C'est essentiellement depuis que la gauche et l'extrême-gauche ne parviennent plus à instrumentaliser les Juifs et depuis les retentissantes victoires de Tsahal, victoires qui ont complètement annulé l'image du Juif apatride et déjudaisé, que la Palestine est devenue la « cause des causes » et l'État hébreu le « juif des États », l'État à qui l'on pardonne le moins d'être un État, bref, l'État le plus coupable d'être un État-nation qui défend sans état d'âmes sa souveraineté et sa sécurité. C'est ce qui explique pourquoi presque personne n'ose s'indigner ou même rappeler que, depuis la Seconde Guerre mondiale, le sang juif qui coule n'est plus imputable aux mouvances d'extrême-droite traditionnellement antisémites – ce qui ne justifie d'ailleurs en rien les thèses anti-démocratiques et xénophobes de l'extrême-droite – mais au contraire à des mouvances révolutionnaires antisionistes d'extrême-gauche (Action Directe, Armée Rouge japonaise, Bande à Baader, Brigades rouges, FPLP, etc) ou islamistes anti-occidentales (Hezbollah, Hamas, Jihad, Al Qaïda, Téhéran, Usbat al Ansar, etc). Elles sont d'autant plus exonérées qu'elles s'expriment au nom du Sud, de l'immigration, par nature « bonne » et innocente, et de « l'antifascisme » gauchiste dont personne n'ose douter de la judéophilie intrinsèque, même si celle-ci, de nature anti-nationale, a vocation à se retourner contre l'État juif et tous ceux qui sont solidaires de ce dernier, soit la quasi totalité des Juifs...

C'est ainsi seulement que l'on peut comprendre pourquoi l'OLP de Yasser Arafat, l'un des terroristes les plus sanguinaires du xx^e siècle, principal responsable de l'échec de la paix au Proche Orient (mise à feu et à sang de la Jordanie et du Liban, massacres de Damour, fanatisation totale de la société palestinienne, refus des accords de Camp David et Taba, etc), continue d'être présenté par la gauche internationale comme un « homme de paix », un progressiste nobélisé, une victime des « fascistes israéliens », ou un résistant aux « phalangistes » maronites coupables de Sabra et Chatila... Comme si Arafat, l'OLP et le FPLP n'avaient jamais formé les terroristes du monde entier, des membres de l'IRA à ceux de l'ETA en passant par les Pasdarans iraniens, les brigadistes qui viennent encore de tuer deux ministres en Italie, les fidèles de Carlos, ou même – ce que l'on tient absolument à taire – les jeunes nazis allemands pro-palestiniens (Groupe Hofman) entraînés aux côtés des « anti-fascistes-judéophiles » d'extrême-gauche dans les camps de Bir Hassan et Tall al Zaatar dans les années 80...

Comme on le constate chaque jour, l'antisémitisme ne sévit plus uniquement dans les couloirs explicitement haineux de l'extrême-droite, puisque c'est

désormais l'extrême-gauche et toute une partie de la gauche qui renoue, sous prétexte de dénoncer les outrances passées et présentes de Sharon, mélange de « Le Pen juif » et de « Milosevic israélien », avec un antisionisme radical que l'on croyait dépassé depuis la fin des « années de plomb » et qui légitime de facto l'antisémitisme islamiste. Bref, le *totalitarisme rouge*, vaincu dans ses formes stato-dictatoriales à l'Est mais idéologiquement hégémonique à l'Ouest, sous ses métamorphoses trotsko-soixante-huitardes et cryptotiersmondistes, fonctionne véritablement comme le principe légitimateur « progressiste » et « anti-raciste », le glacis idéologico-moral protecteur, l'allié intérieur principal du *totalitarisme islamiste* et du nouvel anti-sémitisme post-nazi, essentiellement porté par le terrorisme pro-palestinien et arabo-islamiste.

La relégitimation du totalitarisme rouge sous couvert d'« antifascisme »

À ce titre, la recrudescence de l'extrême gauche est aussi grave que celle de l'extrême-droite. Qu'il s'agisse de l'Italie, où les « nouvelles brigades rouges » ont inauguré depuis un an une nouvelle série d'attentats, puis contracté une alliance avec les mouvements islamistes; de la France, où l'on voit apparaître une alliance rouge-brun-vert particulièrement inquiétante autour des thèmes de l'antisionisme et du révisionnisme (Roger Garaudy, José Bové et Thierry Meyssan sont devenus les passionnaires des terroristes palestiniens et des islamistes; les thèses de Norman Finkelstein et Noam Chomsky ont un grand succès dans les milieux gauchistes), ou en Palestine, où se dessine une alliance islamo-palestinienne et où le FPLP gère des opérations terroristes avec le Hamas et le Hezbollah, la convergence des totalitarismes est plus actuelle et inquiétante que jamais. Les scores d'Arlette comme la popularité du « José-bovisme » signes d'une mauvaise santé de la France, tentée de recycler ses vieux démons judéophobes sous les couleurs progressistes et antiracistes du palestinisme et du gauchisme, sont à verser à l'actif de cette tendance.

Le score ahurissant d'Arlette Laguiller tout comme la percée de candidats se revendiquant ouvertement de la « lutte des Classes » et de Léon Trotski, sans parler des Verts ou autres mouvances ultra-radicales dites « anti-mondialisation », anti-sionistes et révolutionnaires, attestent de la bonne santé, en France, des idéologies totalitaires d'extrême-gauche, et donc des anti-sionistes radicaux. Le plus surprenant dans cette affaire, ce n'est pas tant le fait que des nostalgiques de l'Armée Rouge et autres adeptes de la Révolution Permanente soient nombreux, phénomène somme toute typiquement français depuis Robespierre et les Communards, mais surtout que l'extrême-gauche fanatique soit si banalisée, légitimée, qu'elle apparaisse si « sympathique » alors qu'elle est appartenue au même univers barbare et totalitaire que les fascismes et

qu'elle relaye quasi systématiquement les mobiles des nouveaux judéophobes sous couvert d'anti-sionisme. N'oublions pas que les mêmes revues « antifascistes » d'extrême gauche qui donnent des leçons de morale en matière d'antisémitisme n'hésitent pas dans leurs éditoriaux à soutenir ouvertement des organisations comme « Action Directe », à défendre les kamikazes et à diaboliser les Sionistes jusqu'à faire rougir les héritiers de François Genoux et de Carlos.

Il est vrai que Robert Hue, Noël Mamère, José Bové, Arlette Laguiller, Alain Besancenot, ou encore Toni Negri en Italie (ex-idéologue des Brigades rouges et actuellement du mouvement « anti-mondialisation »), en tant que défenseurs des « opprimés », des sans-papiers, ou des « martyrs palestiniens et irakiens », se positionnent systématiquement du côté des victimes, en l'occurrence du Sud, donc des « gentils », même si leurs chefs vénérés (Lénine, Trotski, Staline, Mao, Pol Pot, Castro, etc) furent de cyniques bourreaux. En fondant leur identité et l'essentiel de leur propagande sur la lutte contre le « fascisme » et le « racisme », les adeptes du totalitarisme rouge n'auront jamais l'air aussi terribles que les « fascistes » gris, des tribuns démagogues Le Pen ou Haïder aux populistes Silvio Berlusconi ou Pim Fortuim. Forts de cette légitimité « anti-fasciste » et « anti-raciste », les fanatiques rouges antisionistes sont en fin de compte considérés comme des remparts « républicains » contre l'extrême-droite, et donc des « résistants » face au totalitarisme, à l'antisémitisme et à l'intolérance. Les événements qui ont marqué l'actualité récente : attentats islamistes et actes anti-juifs, ont été l'occasion de s'apercevoir qu'il n'en est rien et que l'extrême-gauche a au contraire systématiquement mis de l'huile sur le feu de l'antisémitisme, puis relayé purement et simplement les mobiles du fascisme islamiste, du Hamas à Ben Laden en passant par le Hezbollah, l'État « raciste » d'Israël et l'impérialisme « américano-sioniste » étant les vrais coupables du World Trade Center et les vrais responsables de la radicalisation anti-juive des kamikazes palestiniens ou des Maghrébins qui s'en prennent aux Juifs « partout où ils les trouvent », comme l'a ordonné Ben Laden.

« Le négationnisme en temps réel »

Ainsi, l'innocente Arlette était elle en tête de cortège le 23 mars aux côtés de Juliette Binoche et des militants de la LCR et de Lutte Ouvrière lors de la manifestation pro-palestinienne où des « Allah ou Akbar » et des drapeaux du Hezbollah accompagnaient les cris de « Sharon assassin » et « mort à Israël », tandis que José Bové – de retour de Ramallah – où les groupes « anti-mondialisation », qui avaient sévi à Gênes se sont posés en « boucliers humains » pour protéger Yasser Arafat arcellé par les forces israéliennes, accusait les services israéliens d'avoir fomenté les actes antisémites en France, en vertu du postulat central de la théorie du complot et de toute la démonstration

négationniste: « à qui profite le crime » ? Lorsque l'intellectuel communiste portugais José Saramago déclare, de retour de Palestine : « *Ramallah c'est Auschwitz* », lorsque José Bové affirme que la campagne menée par le Gouvernement Sharon contre le terrorisme palestinien, certes brutal, s'apparente « *aux actes commis par les nazis* » pendant la seconde guerre mondiale, lorsque les adeptes de Trotski et de Marx soumettent Israël à la *reductio ad Hitlerum*, lorsque les Juifs eux-mêmes sont accusés de « racisme » et de fascisme du seul fait qu'ils soutiennent l'État d'Israël, nous avons bel et bien affaire à une forme particulièrement pernicieuse de banalisation de la Shoa, un terrible retournement-instrumentalisation des douleurs de la seconde guerre mondiale contre des victimes historiques.

En participant à ce type de réductions et d'accusations-miroirs, les intellectuels de gauche ou d'extrême-gauche relayent la traditionnelle propagande négationniste et participent au vaste mouvement de nouvelle judéophobie planétaire constatée aussi bien lors d'attaques anti-juives en France, à l'occasion de saccages de synagogues à Kiev ou d'attentats kamikazes à Tel Aviv ou en Tunisie. Car si l'État israélien est le nouveau mal « fasciste » et « raciste » absolu, si les Juifs sont tous des complices du « racisme sioniste » et du « fasciste Sharon », alors les actes de violence anti-juive, qu'ils soient le fait de Ben Laden, du Hamas ou des jeunes Beurs des banlieues, sont quelque part non seulement « compréhensibles » mais également légitimes, d'où l'acharnement des amis de Laguiller et Krivine à nier le nouvel anti-sémitisme, lequel ne les intéressait que lorsqu'il s'agissait de fustiger le racisme intrinsèque des seuls Occidentaux justiciables de colonialisme, des Croisades et du sionisme.

L'ultra-gauche et l'islamisme

On rappellera d'ailleurs que c'est l'ultra-gauche (la Vieille Taupe) qui développa dans les années 70-80 les thèses négationnistes dans le but de délégitimer Israël : la Shoa serait une immense supercherie inventée pour justifier la création de l'État fasciste hébreu. Dans la même logique révisionniste, c'est toute une partie de l'extrême-gauche (comme d'ailleurs de l'extrême-droite), qui eut l'audace de diffuser, peu après les attentats du 11 septembre, l'intox du Hamas alléguant que la CIA et le Mossad auraient perpétré les attentats anti-américains afin de justifier une vaste opération internationale contre les Palestiniens et les musulmans. D'où les thèses chères au réseau Voltaire selon laquelle l'avion écrasé sur le Pentagone n'aurait jamais existé ou encore les surenchères d'Alain Gresh du *Monde Diplomatique* ou de Jean Baudrillard dans le *Monde* accablant continuellement Israël, Sharon et l'impérialisme US, sans la nocivité desquels la terreur islamiste n'aurait aucune raison d'être. Ici, la palme de l'outrance revient sans conteste à l'intellectuel

pro-palestinien Michel del Castillo qui osait dire, alors que les cadavres du World Trade Center étaient encore sous les décombres : « *Je ne deviendrais jamais un Américain. Le pire semble soudain permis [...] les tirades du président Bush appelant à une croisade du Bien contre le Mal (quel repos, encore, à ne pas faire partie des bons !), le cynisme brutal d'Ariel Sharon, heureux d'abaisser et d'humilier [...]. En semant la mort chez le Satan américain, Ben Laden ne poursuit aucun but politique. Il s'imagine livrer un combat spirituel avec fatalement, des armes disproportionnées, parce que toute la puissance se trouve du côté de l'adversaire. [...] nous devinons ce que Dostoïevski eût dit et pensé de Ben Laden, ce qu'il eût écrit des fous de Dieu : ce n'est pas une bête féroce. C'est un homme [...], mon semblable* ». Quant à Toni Negri, celui-ci avait déclaré, peu après le 11 septembre, que « *sa compassion n'allait que pour les sans-papiers décédés sous les décombres des twin towers* » les autres (bourgeois, sionistes, capitalistes, impérialistes américains, n'étant pas dignes d'humanité et de compassion). On peut également rappeler les propos outranciers d'un Dieudonné « anti-raciste » déclarant « préférer Ben Laden à Georges Bush » et fustigeant le judaïsme comme origine du racisme, ou encore du linguiste révisionniste d'extrême-gauche, Noam Chomsky, dénonçant une « imposture planétaire » dans les attentats de Manhattan et accablant l'État hébreu et le sionisme sans l'action desquels la « colère des islamistes » et du tiersmonde n'aurait même pas lieu d'être. Également explicite, Daniel Gluckstein, candidat du parti des travailleurs à l'élection présidentielle, s'est aussi lancé dans la course à la diabolisation d'Israël, laissant déclarer par la bouche du porte-parole du parti des Travailleurs algérien, lors d'un meeting le 5 avril réunissant 3 000 sympathisants trotskyistes : « *nous ne reconnaitrons jamais l'État d'Israël car il est une menace pour tous les peuples de la région, la solution ne peut être qu'un seul État, une République palestinienne...* » Ainsi, dans *Libération* du mardi 16 avril 2002, la haine anti-israélienne a-t-elle poussé un collectif d'intellectuels de gauche à lancer une pétition réclamant la dénonciation de tous les accords de coopération avec les Universités et centres de recherches israéliens existant, de sorte que les universitaires d'États comme l'Iran ou la Libye sont désormais plus fréquentables que les terribles intellectuels israéliens, fussent-ils de gauche ! Mais il est vrai que les complices rouges du totalitarisme vert s'emploient depuis toujours à exonérer les pires régimes, postures et dérives du monde islamique, Foucault et Sartre ayant salué la révolution islamique iranienne de 1979 de « divine surprise » ou d'heureuse « spiritualité politique », après que Frantz Fanon eût été l'une des sources d'inspiration d'Ali Shariati et de l'Ayatollah Khomeyni. Aujourd'hui encore, il n'est pas étonnant de retrouver comme principales cautions médiatico-idéologiques « progressistes » des propagandistes islamistes préférés des Frères musulmans (dont le Hamas est la section locale

en Palestine et qui ont mis le feu aux poudres du proche Orient depuis les années 30), les Alain Gresh (le fils d'Henri Curriel) qui publie des ouvrages communs avec Tariq Ramadan (le petit-fils du fondateur des Frères musulmans) et taxe les chercheurs « islamiquement incorrects » d'« islamophobie » dans les colonnes tiermondisto-antisionistes du *Monde Diplomatique*, les « islamologues » comme François Burgat ou Jocelyne Cesari, qui voient dans les islamistes des victimes de « l'intolérance laïcarde » et du néo-colonialisme occidental, ou les périodiques comme le *Nouvel Observateur*, autre relais incontournable de la bienpensance islamiquement correcte et progressiste toujours, à l'affût des immondes « islamophobes » qui oseraient mettre en lumière les aspects dérangeants de l'islamisme.

Islamophobie ou *reductio ad Hitlerum* ?

Rappelons aux professionnels de l'indignation « anti-raciste » sélective, qui voient dans les revendications islamistes de simples « droits à la différence » et dénoncent comme « islamophobes » ceux qui décrivent la pente totalitaire de l'islamisme à laquelle se réfèrent les islamo-terroristes, que les musulmans sont les premiers à déplorer la sclérose de l'Islam. Les néo-censeurs « islamiquement corrects » ignorent-ils les écrits du Voltaire musulman Ibn Warraq, les indignations de Rachid Kaci, Aziz Sahiri, Souheib Bencheikh ou Dalil Boubakeur, en guerre contre le Tabligh ou les Frères Musulmans (consacrés par les pouvoirs publics), les études de Mohamed Charfi, président de la Ligue tunisienne des Droits de l'Homme, qui explique l'incompatibilité de l'orthodoxie islamique avec la démocratie libérale, ou encore le courageux essai de Latifa Ben Mansour, *Frères musulmans frères féroces* (Ramsay)? Contrairement à ce qu'écrivent des spécialistes du « racisme », fort appréciés en milieu islamiste (*cf. stcom.net ; oumma.com*) pour leur anti-sionisme militant, les intellectuels musulmans qui ont perdu des proches dans la guerre contre la barbarie verte ne confondent pas « islamophobie » et « anti-islamisme ». Ils sont bien plus indignés par la propension des intellectuels occidentaux « de gauche » à la complaisance devant le projet islamiste de conquête du genre humain, devant une xénophile sélective masquant mal une fascination envers ceux dont l'antisémitisme « exotique » et anti-raciste constitue une formidable source de recyclage des mobiles anti-juifs et de déculpabilisation vis-à-vis d'une Shoa qu'ils ne cessent par ailleurs d'instrumentaliser de façon démagogique. Ce qui scandalise les musulmans « de gauche », c'est la nouvelle *trahison des clercs* de la gauche européenne, qui pousse la haine de soi jusqu'à trouver des vertus aux « Fous d'Allah » et qui refuse obstinément de voir dans le totalitarisme vert l'équivalent de la peste brune qu'ils combattent pourtant avec tant de vigilance lorsque les « fascistes » sont occidentaux.

Comme si les « fascistes verts » dénoncés par Rachid Boudjedra n'existaient pas, comme si les racistes et les antisémites étaient tolérables dès lors qu'ils ne sont pas des Occidentaux, seules incarnations possibles du Mal. Mais il est vrai que pour les « antifascistes » professionnels qui ne conçoivent la réalité que lorsqu'elle est « idéologiquement conforme » à la vulgate marxiste, trotskiste, thierry-meysaniste, josé-boviste », etc, les morts palestiniens tombés sous les balles des « fascistes israéliens » sont bien plus victimes que les centaines de milliers de martyrs du génocide soudanais ou de la guerre civile algérienne. Assourdissante est l'absence totale de mobilisation des organisations de défense des Beurs pour ces morts non « homologués », que d'autres « islamologues » imputent d'ailleurs aux « services secrets » (algériens, israéliens, etc), en vertu du même « négationnisme en temps réel » qui fait que l'on soutient la théorie selon laquelle la CIA et le Mossad sont les vrais commanditaires et/ou responsables du 11 septembre ou des attentats du Hamas et des actes antijuifs des banlieues !

Le président de SOS-Racisme, Malek Boutih, refuse quant à lui toute complaisance lorsqu'il déclare dans *l'Express* du 9 mai 2002 : « *Les islamistes ont des méthodes de fascistes. [...]. Moi, je ne veux pas d'organisations islamistes en France, même si elles prennent le faux nez d'associations culturelles ou caritatives. Derrière le travail social, on propage la haine* ». Par contraste, on est en droit de se questionner sur les raisons qui poussent des journalistes, spécialistes de « l'antiracisme », à faire l'apologie des Frères musulmans et à exonérer d'authentiques fascistes verts. C'est ainsi que dans un article paru le 25 janvier 2002, Xavier Ternisien, grand lecteur de *Ras'LeFront* et de *Réflexe*, présente le *cheikh* de Médine Aboubakr Al-Djazairi, auteur de *La Voie du musulman* (Ennour, 1999), régulièrement invité à venir fanatiser les Beurs, comme un représentant de la tendance « modérée du salafisme ». Au lecteur d'en juger plutôt : « *Il est du devoir des musulmans, [...] de se doter de toutes sortes d'armements et de se perfectionner dans l'art militaire, [...] défensif, mais aussi offensif, pour que le Verbe de Dieu soit le plus haut [...], de fabriquer tout genre d'armes, même au détriment de la nourriture, de l'habillement et du logement dont on peut se passer. Alors le Djihad sera accompli dans les conditions les plus satisfaisantes* » (pp. 371-372). Il est vrai que depuis le 11 septembre, il suffit de condamner formellement les méthodes de Ben Laden pour passer pour un « modéré ».

Considérant les masses musulmanes désœuvrées comme de nouveaux prolétaires, désormais numériquement plus importants que les Juifs, et donc « électoralement corrects », prisonniers d'idéologies tiermondistes et anti-sionistes fondées sur la perception manichéenne de la victime arabo-musulmane persécutée par le bourreau « judéo-croisé » (Ben Laden et les « josé-bovistes » ou autres anti-américains d'extrême-gauche ont les mêmes ennemis...), la gauche ne veut pas admettre

que le retour du totalitarisme, du racisme et de l'intolérance, passe par le Sud et est principalement le fait de l'islamisme, même si l'exotisme « anti-impérialiste » de ce dernier lui confère une apparence « progressiste ». On comprend mieux pourquoi ceux qui voient des nazis partout (banalisant ainsi gravement le nazisme puis offensant ses six millions de victimes) occultent soigneusement l'« Ur-fascisme » (Umberto Eco) et l'antisémitisme bien réels des islamistes.

On peut citer par exemple le Parti des Musulmans de France, qui distribuait place de la République le 19 mai dernier, des tracts antisémites lors d'une manifestation pro-palestinienne, tandis que de furieux barbus aux fronts ceints du bandeau des kamikazes, brandissant les drapeaux du Hezbollah et du Hamas, appelaient au boycott des « produits sionistes » et criaient « mort aux Juifs » en toute impunité devant le magasin « sioniste » Tati. On y attend toujours les contre-manifestants « antifascistes » d'extrême gauche ou autres professionnels de la « vigilance » qui s'étaient mobilisés contre Le Pen...

De la même manière, certains « spécialistes » de l'extrême-droite sévissant dans des fanzines trotskistes ont tenté de minimiser les actes anti-juifs commis par des Beurs en les accusant d'être « manipulés par le Front national ». Certes, les liens existent entre l'extrême-droite et les islamistes : le dernier numéro de la revue du GUD qui vante l'alliance islamo-nazie depuis le grand Mufti de Jérusalem jusqu'à nos jours ; les liens tissés par la nouvelle droite avec la nébuleuse islamiste, notamment en Italie, où le leader « brun-vert », Claudio Mutti, alias Omar Amine, membre du groupe islamiste Al-Mourabitoun (qui a mis à prix la tête d'Oriana Fallaci), édite les *Protocoles des Sages de Sion* ; sans oublier le site révisionniste pro-nazi *Radio Islam* d'Ahmed Rami, sont des illustrations parmi d'autres. Mais rappeler que les plus grands exportateurs des *Protocoles des Sages de Sion* sont l'Arabie Saoudite et la Syrie, que les imams salafistes prêchent dans les banlieues la judéophobie islamiste la plus « orthodoxe », qu'une vague de haine anti-juive gagne le monde arabo-musulman, coûte beaucoup à une certaine gauche « islamiquement correcte » et souvent secrètement judéophobe.

Le terrorisme intellectuel

En tentant simultanément de faire taire les résistants au totalitarisme islamiste, taxés « d'islamophobes », en niant les attentats du World Trade Center sous prétexte que cette catastrophe contredit la vulgate « anti-impérialiste », les nouveaux « maîtres censeurs »¹, héritiers du totalitarisme rouge, se comportent comme des complices du fascisme vert. Conscients que leur posture néo-totalitaire est injustifiable, les nostalgiques de Trotski et Pol Pot et leurs idéologues « anti-mondialisation », comme Toni Negri, abondamment diffusé en France, n'ont d'autres choix que la *stratégie oblique* des procès d'intention et des constructions révisionnistes. Rencontrant fort peu de résistance sur

leur chemin – la *reductio ad Hitlerum* et la diabolisation-culpabilisation de l'Autre étant redoutables – ils dicent depuis 1968 leur conduite aux politiques et aux intellectuels, terrorisent la droite comme la gauche, et accompagnent le mouvement général de haine anti-israélienne et judéophobe sous couvert d'antisionisme « anti-raciste » et d'anti-impérialisme.

Lorsque des juges prononcent des mesures d'expulsion de dangereux islamistes, DAL et les M^c Coutant-Peyre & Co ont l'audace de parler des nouveaux « convois de la mort » alors même que leur judéophobie est notoire et que leurs accointances négationnistes rouge-brun-vert sont notoires (Garaudy, Carlos, Vielle Taupe, etc).

Adeptes du viol de mémoire permanent et professionnels du retournement des douleurs de la Shoah contre ses victimes historiques, ils donnent le ton en matière d'islamisme, d'immigration et de « vigilance anti-fasciste », menaçant en permanence leurs contradicteurs d'une condamnation en « hitlero-titisme » et cherchant grâce au climat de terrorisme intellectuel qu'ils contribuent à créer, à faire taire ceux qui oseraient combattre la convergence des totalitarismes et

la nouvelle judéophobie rouge-brun-vert. Si l'on veut vraiment éviter que l'extrême-droite arrive au pouvoir, et si l'on veut réellement lutter contre la nouvelle vague de judéophobie dont les principaux vecteurs actuels en Occident sont les milieux antisionistes d'extrême gauche et islamistes, il est préalablement nécessaire de faire en sorte que le débat intellectuel ne soit plus dominé par les professionnels de l'invective et des groupuscules d'extrême gauche drapés du manteau de « l'antifascisme ». En l'absence d'un tel rééquilibrage démocratique du débat, le terrorisme intellectuel de l'extrême gauche continuera à disqualifier et désigner comme « suspecte » et « islamophobe » toute entreprise de désoccultation des nouvelles formes de judéophobies, les Juifs sionistes étant d'après nos inquisiteurs « stalino-trotskyistes » (Tarnero), les vrais « nazis » et la « Naqbah » palestinienne la « vraie » Shoah... ■

* Auteur de *Guerres contre l'Europe* (Syrtes, 2001), Alexandre del Valle, collabore à de nombreuses revues (*Hérodote*, *Outre-Terre*, *Politique Internationale*, etc) et chroniqueur au *Figaro*, prépare actuellement un ouvrage, *Le Totalitarisme islamiste à l'assaut des démocraties* (Syrtes), approfondissant les thèmes abordés dans le présent article et dressant

PETIT LEXIQUE DU PRÊT À PENSER

GÉRARD RABINOVITCH, CHERCHEUR AU C.N.R.S.

Terrorisme = Résistance ?

De la section *werewolf* (loup garou) de la SS, spécialisée dans le terrorisme et l'assassinat individuel, Hitler exigeait : «Vous devez être indifférents à la douleur. Vous ne devez connaître ni tendresse ni pitié. Je veux voir dans les yeux d'un jeune homme impitoyable, la lueur d'orgueil et d'indépendance que je lis dans le regard d'une bête de proie». Ailleurs il déclara : «Dans les châteaux de mon ordre, grandira une jeunesse qui terrorisera le monde. Je veux une jeunesse violente, despotique, sans peur, cruelle...».

L'indifférenciation entre *résistance* et *terrorisme* entretenue dans les milieux pro-palestiniens politiques et médiatiques, la complaisance opportuniste ou indulgente pour les actions de meurtres de masse (« attentats-suicide », voitures piégées, bombes dans des lieux publics, etc), quotidiennement observables, signent un effondrement des codes de guerre qui tentent de préserver l'au-delà politique résolutoire d'un conflit armé. Tout autant qu'elles font indice d'une exultation veule, parce qu'à distance et sans risques, qui n'a plus grand chose à voir avec un quelconque projet révolutionnaire, supposé préserver un avenir de réconciliation pacifiée et solidaire, en fonction duquel une lutte « progressiste et émancipatrice » s'autojustifie.

L'assassinat politique

On connaît l'histoire de Kalyayev qui servit de sujet à Albert Camus pour sa pièce *Les Justes*.

Kalyayev, qui devait tuer le Grand Duc Serge Alexandrovitch, ne lança pas sa bombe lors de sa première tentative parce que la victime désignée était accompagnée de sa famille et qu'il était mal de toute évidence de tuer des enfants. De même l'anarchiste italien Angiolilo n'abattit pas le premier ministre espagnol Canovas, pour les mêmes raisons, lorsque la première occasion se présenta.

Walter Laqueur dans son ouvrage sur *Le Terrorisme*¹ rapporte que Dora Brilliant, une des « Révolutionnaires sociaux » confessait qu'il était plus facile de mourir que de tuer. Et Michaël Walzer dans son livre *Guerres justes et injustes*² relèvent d'autres exemples comparables, depuis l'IRA d'avant-guerre, jusqu'au Groupe Stern, avant l'indépendance d'Israël. Cela n'empêchait pas qu'on les appela déjà « terroristes ». « C'était là, comme le commentait Walzer, une petite victoire pour les champions de l'ordre parmi lesquels l'usage de la terreur n'était pas inconnu ». De fait il ne s'agissait pas de meurtres arbitraires, encore moins de meurtres de masse, mais d'assassinats politiques. Ce qui ne les

exonèreraient pas du qualificatif éventuel de « terroristes » lorsqu'il s'agirait d'actes menés dans des sociétés démocratiques. Mais quelle distance entre le mode opératoire de ces actions et ce à quoi on assiste aujourd'hui!

Résistance

D'après le *Dictionnaire historique de la langue française*, l'usage du mot « résistance » emprunté au latin *resistere* apparaît vers le milieu du XIII^e siècle, dans le sens de s'arrêter, se tenir en faisant face. Faire obstacle à. S'opposer par la force à une personne qui fait usage de la force ou de moyens de contrainte spécialement dans le domaine de la guerre (moitié du XIV^e siècle). Depuis le XVI^e siècle, il s'emploie avec une valeur politique s'appliquant au fait de tenir tête à une autorité établie, à une limitation de sa liberté, et se dit de l'action de faire obstacle aux desseins de quelqu'un. Ce sens politique a donné, sous la Révolution française, l'expression « Droit de résistance à l'oppression », incluse dans la Déclaration des Droits de l'homme (1791). C'est dans ce fil que le mot s'applique à l'action menée par ceux qui s'opposèrent à l'occupation de leur pays durant la seconde guerre mondiale, et - par métonymie - qu'il s'emploie

à l'ensemble des personnes (appelées résistants), organisations et mouvements participants à cette action.

Terreur

Quant au terme de «terreur», qui désigne une peur extrême qui bouleverse et paralyse, on le trouve chez Corneille : «Attila, la terreur des mortels et le fléau de Dieu». Il se dit aussi d'un individu dangereux qui fait régner la terreur autour de lui. Mais c'est depuis la fin du XVIII^e siècle qu'il prend le sens de peur collective qu'on fait régner dans une population, un groupe, pour briser sa résistance. En désignant l'ensemble des mesures d'exception prises par le gouvernement révolutionnaire, depuis la chute des Girondins (juin 93) jusqu'à celle de Robespierre, le 9 Thermidor (27 juillet 94).

Robespierre l'avait définie ainsi : «la terreur n'est autre chose que la justice prompte, sévère, inflexible». «Terrorisme» apparut dans la période qui suivit la chute de Robespierre et désigna la politique de terreur des années 93 - 94. Le mot prit le sens de l'emploi systématique de mesures d'exception, de la violence pour atteindre un but politique, de l'ensemble des actes de violence qu'une organisation exécute pour impressionner la population et créer un climat d'insécurité.

Tyrannie

Terrorisme et Résistance sont donc entrés dans la sémantique politique moderne à la même période, par la Révolution française.

On retiendra néanmoins qu'ils viennent s'inscrire à deux moments distincts de la période révolutionnaire. «Résistance» s'inscrit avant l'élimination des Girondins, «terreur» est le fruit du Comité de Salut public jacobin.

Pour la notion de résistance, tout est simple. Elle prend consistance dans le soubassement éthico-politique de la Révolution. Elle appartient à sa logique interne émancipatrice et anti-tyrannique. Elle est congruente à l'Universalisme et à l'Humanisme (l'amour du genre humain) de l'élan révolutionnaire de la première période.

Pour la notion de terreur, les choses se compliquent, puisque c'est pour la supposée sauvegarde de la Révolution que les robespierristes reprennent à leur compte les attributs de la tyrannie telle qu'Aristote l'avait définie (*La Politique*) : «le premier but (des tyrans) et la fin qu'ils poursuivent est de briser le moral et la force de leurs sujets».

Ce faisant un renversement se produit aux conséquences dramatiques. La tyrannie, pourvu qu'elle serve le dessein révolutionnaire, cesse d'être ce à quoi on résiste, mais devient un instrument de domination et d'oppression, *blanchi* par l'idéologie qu'elle est sensée servir.

Dans la tradition marxiste, on a souvent

tenu le 9 thermidor, la chute de Robespierre, pour une sorte de restauration.

En fait c'est la terreur robespierriste qui restaure le dispositif de la tyrannie. Par ce biais, c'est l'ordre de la *libido dominandi* détournée par St Augustin, voire même du *latrocinium*, «le brigandage d'un désir sans frein et de la justice supprimée» qui est réintroduit massivement dans le principe révolutionnaire. Avec pour résultat, comme le dira plus tard fortement Benjamin Constant, qu'«on immole à l'Être abstrait, les êtres réels, qu'on offre au peuple en masse, l'holocauste du peuple en détail».

Résistance et Terrorisme deviennent à partir de la Révolution française, deux modalités combattantes du projet politique «révolutionnaire», bien qu'elles soient en leur fondement antinomiques. La «résistance» *sui generis* fait objection et obstacle à la *libido dominandi* (même si, genre humain oblige, elle n'y échappe pas en partie, par exemple les rivalités entre groupes de résistants durant la seconde guerre mondiale, rivalités de prestige, d'ascendance, d'influences). La «terreur», elle, appartient pleinement à l'ordre de la domination et de la cruauté et contredit *de facto* les horizons émancipateurs de tout projet «libérateur».

La terreur est la signature du principe de tyrannie. Elle est le signal anticipé de la politique à venir de ses tenants, quand bien même ceux-ci ne seraient pas encore parvenu à posséder les instruments du Pouvoir.

Le brun-rouge

Le *pro-palestinarisme de rue* ou le *pro-palestinarisme de cour* dévoilent – en s'esquissant

à faire la différence entre résistance et terrorisme et en ne se démarquant pas radicalement des modes opératoires du terrorisme et du meurtre en masse – de quelle mentalité ils procèdent. Quoiqu'ils se fassent comme illusion à eux-mêmes, en habillant, de la légitimité déclarative de résistance, une réalité terroriste.

Montaigne avait en son temps déjà attrapé cette disposition : «Il n'est point d'hostilité excellente comme la chrétienne. Notre zèle fait merveille quand il va secondant notre pente vers la haine, la cruauté, l'ambition, l'avarice, la détractation, la rébellion (...). Notre religion est faite pour extirper les vices; elle les couvre, les nourrit, les incite (*Les Essais II, 12*).

Au passage, on notera qu'ils abandonnent ainsi ceux qui pourraient se prévaloir authentiquement, du côté palestinien qui a leur sympathie, de mener un combat «résistant» pour leur cause.

Le psychanalyste Jacques Lacan observait que «la parole dépasse le parleur, toujours le parleur est parlé». Le discours gauchiste de 68 avec ses slogans caricaturaux et triviaux de CRS=SS, ou de «Nouvelle Résistance» s'exaltait de procéder d'une résistance toute «imaginaire». Enfantillages. Aujourd'hui son silence – quand ce n'est pas le déni ou la justification – devant le terrorisme, fait aveu de ce vers quoi il a déjà glissé : soit disant «compassionnel» et «libertaire», en fait à moins d'une encablure du *brun-rouge*.

1. Walter Laqueur, *Le Terrorisme*, édition du Seuil

2. Michaël Walzer, *Guerres justes et injustes*, édition Belin

DOCUMENTS

Un tract du parti des musulmans de France

Ce tract, signé de M. Mohamed Ennacer Latrèche, président du Parti des Musulmans de France, le PMF, sis à Strasbourg, a été distribué à l'occasion d'une conférence tenue dans cette ville le mardi 9 avril « Antisémitisme, racisme, xénophobie, intolérance, notre affaire à tous » .

Ce parti a organisé de nombreuses manifestations. À l'automne 2 000, il rassemble à Strasbourg 3 000 manifestants dans une manifestation anti-israélienne où sont repris des slogans antijuifs. Le soir même de la manifestation eurent lieu dans toute la région une série d'agressions antisémites.

Le maire de la ville, Catherine Trautmann dénonça alors cette manifestation et provoqua une déclaration commune des trois grandes religions.

Le 30 mars dernier, il rassemble plusieurs milliers de manifes-

tants, à nouveau à Strasbourg et, le 18 mai, à Paris, à l'occasion d'une manifestation « Pour la libération de la Palestine : 54 ans d'occupation, 54 ans de résistance ».

Ce parti créé en 1997 a obtenu cette année là 0,65% aux élections législatives. Le président du PMF intervient dans la vie locale et dans les médias régionaux.

Le tract est reproduit dans sa forme originale

Le Sionisme, l'antisémitisme et Israël

Mohamed Ennacer LATRECHE
Strasbourg, le 1er Juillet 2001

Entité sioniste avant tout, Israël n'est qu'un État colonial. La Palestine sera, grâce à la lutte héroïque de tout son peuple, Musulmans, Chrétiens et Juifs, libérée. Ses enfants sont désormais le miroir du monde.

En devenant des tueurs d'enfants, les Sionistes viennent enfin de se démasquer à la face du monde. L'illégitimité d'Israël est désormais de plus en plus perceptible par l'opinion publique internationale.

En tentant désespérément d'entretenir un amalgame autour de la question sémite, les Sionistes ne brideront aucune voix désireuse de défendre le Droit, la Justice, et l'Histoire. Vaines sont leurs tentatives de dissuader quiconque cherche, non pas à s'exprimer, mais à comprendre les tenants et les aboutissants de la colonisation de la Palestine.

Que dire des organisations dites de défense des Droits de l'Homme, pour la Paix et l'amitié entre les peuples, et de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, qui ignorent des propos haineux jamais égalés, - propos tenus par des dirigeants politiques et religieux israéliens.

Les uns, sans retenue, ont appelé à l'extermination des Palestiniens. Les autres, ne se sont même pas sentis gênés ou inquiétés en proférant des insultes en décalage même avec le vocabulaire de notre époque, «les Arabes sont des serpents, les Palestiniens des crocodiles » a déclaré en août 2000, le Grand rabbin séfarade d'Israël, Yossofi. (sic)

En mai 2001, en visite dans une colonie, le général Sharon est interpellé par un

colon qui lui a déclaré: «Toi le héros de Sabra et Chatila (...) donne-leurs la leçon qu'ils méritent!». Sharon fait alors un geste pour signifier à celui qui l'interpelle qu'une caméra filme la scène.

Ces propos terrifiants, n'ont pas retenus l'attention de la LICRA, du MRAP, de SOS Racisme, du CRIF... Les estiment-ils « antisémites » ? Nous préférons les renvoyer à leurs consciences, l'Histoire jugera.

En s'acharnant à favoriser l'illettrisme sur la question du Sionisme, les Sionistes n'ont qu'un dessein: détourner l'opinion publique mondiale de sa réalité. lis ont ainsi fait de l'antisémitisme un bouclier pour couvrir leurs crimes, et une arme répressive pour terroriser ceux qui oseront le dénoncer.

Aussi, en tant que sémite, je tiens à contribuer à ce débat pour rappeler qu'il n'est pas obligatoire d'être Juif, pour avoir le droit de parler du Judaïsme, du Sionisme, d'Israël etc..

Ainsi, selon le petit Larousse (édition de 1993)

1) Le sémitisme est un «Ensemble de caractères propres aux sémites, à leur civilisation ».

2) Le Sémite est un adj. et n. (de Sam, fils de Noé), qui appartient à un ensemble de peuples du Proche-Orient parlant ou ayant parlé dans l'Antiquité des langues sémitiques (Akkadiens [Assyro-Babyloniens], Amorrites, Araméens, Phéniciens, Arabes, Hébreux, Ethiopiens).

Donc tout arabe est un sémite, qu'il soit Musulman, Chrétien, ou Juif. Alors que tout Musulman, Chrétien, ou Juif, ne l'est pas forcément. De même que tout Juif n'est pas forcément un Hébreu.

D'où Il convient de distinguer l'« anti-sémique» de l'anti- islamique, de l'anti-chrétienne et de l'anti-judaïque.

Quant à l'appartenance raciale, elle est à l'opposée de la croyance religieuse. C'est parce que nul n'a choisi sa race que nul ne peut la renier ou en changer. C'est pourquoi nul n'est habilité à porter un quelconque jugement de valeur sur celle d'autrui.

Le fait même d'affirmer sa supériorité raciale est incontestablement un jugement de valeur qui porte atteinte à toutes les autres races, fusse-t-il au nom d'une religion.

Une injure proférée à l'égard d'un Musulman pakistanais, d'un Chrétien péruvien ou d'un Juif ukrainien, chose évidemment condamnable, ne peut être qualifiée d'antisémite. Quant à celle visant un Arabe, un Hébreu ou un Ethiopien, croyants ou non, l'est, sans équivoque. Les Musulmans, les Chrétiens et les Juifs, sont des communautés religieuses et non des familles de « races religieuses », étant donné qu'aucune race ne peut se déterminer à partir de critères religieux. Toute tentative d'outrepasser ce principe scindant la religion de la race, est en soit une remise en cause d'un principe universel établi.

Le sémitisme n'est la propriété exclusive d'aucune des communautés sémites, et encore moins d'aucune des trois religions monothéistes. Il en est de même pour la lutte contre l'antisémitisme. La croyance religieuse reste un choix individuel, devenu aussi un droit universel. Si chacun est libre d'y adhérer, il est également libre de la critiquer. La diffamer ou la blasphémer devenant alors une atteinte au libre choix d'autrui.

Aussi la volonté affichée de certaines organisations juives ou pro-juives (infiltrées par les Sionistes), à vouloir à travers un débat très orienté, déterminer et monopoliser le combat contre l'antisémitisme, s'apparente plus à de la propagande et à de la manipulation, qu'à défendre des valeurs universelles.

L'acharnement des Sionistes, à vouloir orchestrer la pensée et l'Histoire ressemble étrangement à une forme de révisionnisme, débouchant même sur un

COTISATION 2002

Cotisation annuelle 2002 (1er janvier -31 décembre) 22 € Cotisation de soutien (à partir de 100 €)

Nom, prénom :

adresse :

.....

Montant :

Date :

email (facultatif) :

(chèques à l'ordre de l'Observatoire du monde juif, précisez à partir de quel numéro)

Votre cotisation vous permettra de recevoir le Bulletin publié par l'Observatoire du monde juif et d'être informé de toutes les manifestations organisées par l'Association.

mode de négationnisme. Couvrir des faits historiques, n'équivait-il pas à les nier ? Surtout lorsque l'on se présente comme l'une des références de l'Histoire ?

Si les Juifs sont perçus en Europe comme des victimes des atrocités de l'Allemagne nazie, il en est tout autrement en Palestine où ils sont perçus par les Palestiniens comme des colons venus occuper leur patrie, n'hésitant pas, à travers leur État nommé « Israël », à recourir à l'apartheid et au racisme, tirant sur des enfants, démolissant des maisons, incitant à la haine religieuse entre Musulmans et Chrétiens.

Pour les Syriens, ils sont un peuple belliqueux, venu de toute l'Europe occuper une partie de leur territoire, le plateau du Golan, et déstabiliser toute la région.

Les Egyptiens, malgré les accords de paix signés, ne voient pas en eux des voisins fiables.

Quant aux Libanais, véritables martyrs de toutes les atrocités de l'armée sioniste, ils s'honorent grâce à la résistance armée du Hezbollah, devenue l'exemple à suivre pour les Palestiniens.

En matière d'hospitalité religieuse les Musulmans sont le véritable exemple à suivre pour les Juifs. Ces derniers ne peuvent nier avoir été accueillis en Andalousie, en Afrique du Nord, à Samarkand... Ils sont aujourd'hui près d'un demi-million de Juifs, citoyens du Maroc, de Tunisie, d'Égypte, de Syrie, du Yémen, d'Iraq, d'Iran, de Turquie... Leur seule présence est la preuve irréfutable de l'inexistence d'un quelconque anti-judaïsme.

Le Sionisme est, quant à lui, une idéologie fondée en 1898 par le Hongrois journaliste, écrivain, laïc, Théodore Herzl, uniquement sur la base de mythes. Le premier porte sur « la Terre

promise », qui découlant d'une subtile interprétation talmudique (explication de la Tora faite par les Grands rabbins) a servi de prétexte pour revendiquer le Grand Israël, s'étendant du Nil (Égypte) à l'Euphrate (Iraq). Herzl déclara : « Dans cinquante ans nous aurons notre État ». En 1948 Israël est fondé.

Le second sur la nécessité de reconstruire le « Temple du roi Salomon » (sans quoi le Messie ne pourra venir) à l'emplacement même de la Sainte Mosquée AI-Aqsa, Troisième lieu Saint de l'Islam à Jérusalem, dans un délai maximum de cent ans. Ce qui explique les importantes fouilles dites « archéologiques », activées par le Premier ministre Netanyaou dès son arrivée au pouvoir, en 1996. Fouilles évidemment destinées à provoquer l'effondrement de la Sainte Mosquée.

Masquer les réalités est une des missions sacrées pour les médias contrôlés par les Sionistes. A titre d'exemple, si un journaliste parle « de dôme du Temple » pour désigner l'esplanade des Mosquées on y décelera son militantisme pour le Sionisme. Le Dôme est ainsi cité, alors qu'il n'existe pas. L'esplanade est ignorée alors qu'elle existe. Résultat : l'esplanade n'a pas lieu d'exister.

Tout comme la célèbre formule : « Israël, seul pays démocratique de la région », véritable démocratie oui ! Mais uniquement pour les Juifs. Les Israéliens musulmans et chrétiens, dits de 1948, ne sont que des souscitoyens.

En résumé, le Sionisme est un ultra-nationalisme dans le lequel on y retrouve des laïcs de gauche tels Golda Meïr, Ysthak Rabbïn et Shimon Pérès, des extrémistes de droite tel le Likoud dont est issu Ariel Sharon, et des ultrareligieux extrémistes de tous bord dont le parti Shaas. Ainsi le Sionisme sert de ciment entre les laïcs, dits

athées, les religieux, les civils, les militaires...

Il se caractérise ainsi par son exigence de domination d'un groupe d'individus sur les autres. L'apartheid, le racisme, l'exclusion font partie de ses fondements. Le terrorisme, la destruction, la manipulation, et la diffamation, de ses moyens d'action. Les Sionistes et les extrémistes juifs en s'acharnant à défendre une terre conquise sont devenus aveugles face aux nouvelles réalités du monde, ne se rendent même pas compte des droits exceptionnels que l'Islam confère aux Juifs en leur qualité de « gens du Livre », semant le trouble auprès des Musulmans, confrontés à leur devoir religieux de protéger les Juifs, et non les Sionistes.

Théodore Herzl ne représentait pas tous les juifs en fondant le Sionisme. C'est pourquoi, il est devenu le plus grand danger pour la Communauté juive mondiale. En le combattant, Israël Shamir, Noam Chomsky, Norman G. Finkelstein et Gérard Palmodo, honorent le camp des véritables militants contre l'antisémitisme.

Si Israël est né d'une injustice commise envers une communauté religieuse, il a tout de même engendré une injustice que rien ne pourra justifier.

La Palestine, une fois décolonisée, sera la terre d'accueil pour tous ceux qui voudront y vivre en paix.

C'est une terre bénie, où Musulmans, Chrétiens, et Juifs, pourront vivre en Paix.

Quant au Sionisme, tout comme le Nazisme, tôt ou tard il disparaîtra.

Vive la résistance palestinienne et vive la Palestine libérée.

Mohamed Ennacer LATRECHE

L'opinion publique et le transfert victimaire

Les minutes du procès intenté à Daniel Mermet nous donnent à voir comment les figures idéologiques analysées dans ce bulletin sont non pas uniquement le fait de quelques milieux intellectuels mais au contraire très courantes et répandues dans l'opinion publique.

Le journaliste Daniel Mermet et Jean-Marie Cavada, président de Radio France étaient cités vendredi 31 mai 2002, devant la 17^e chambre du Tribunal correctionnel de Paris pour diffamation raciale et incitation à la haine raciale, à la requête des associations Avocats sans frontières, Union des étudiants juifs de France (UEJF) et de la LICRA, représentées respectivement par M^{es} Aude Weill-Raynal, William Goldnadel et Christian Carrière- Bournazel.

Les propos poursuivis étaient extraits des émissions diffusées du 18 au 22 juin 2001 sur *France-Inter* par Daniel Mermet dans le cadre de sa série « Là-bas si j'y suis », consacrée au

conflit israélo-palestinien, et notamment de la boîte vocale alimentée par les réactions d'auditeurs, reflets fidèles de l'émission de Daniel Mermet et soigneusement sélectionnés par ce dernier :

18/06 – Auditeur : « Moi, je m'interroge, que dire d'un peuple ou d'un État qui respecte pas les décisions des Nations Unies, qui respecte pas les accords de paix signés, qui continue l'expulsion d'un autre peuple, spolie, je dirais impunément leurs biens, eux qui ont été pourchassés et massacrés, durant la dernière

guerre, et à ce moment là, naturellement, j'étais à leurs côtés, devraient, euh mieux que quiconque, savoir ce qu'est la souffrance, l'injustice et l'humiliation. Alors, désolé, mais sur ce coup là, je ne suis pas de leur côté. Ils ne tiennent que grâce à une politique stratégique américaine d'avoir un pied au Moyen Orient, et d'un lobby juif mondial qui les soutient. »

19/06 – Auditeur : « Merci oui de faire un reportage sur les victimes de l'oppression israélienne, car enfin quand se

décidera-t-on à reconnaître qu'Israël est un pays raciste et fasciste et en tirer les conséquences. Quand on sait la sensibilité des israéliens vis à vis du racisme qu'ils ont eux-mêmes eu à supporter dans les années passées, on ne comprend pas que le peuple accepte une telle situation et un tel comportement vis à vis des Palestiniens. Merci, au revoir. »

20/06 – Auditrice : « je suis très très surprise des réactions des auditeurs qui se disent ou juifs ou israéliens, la vérité, la vérité est bonne à entendre quelle que soit la vérité, et j'aimerais leur dire que l'autre, c'est soi, d'abord, et considérer les Palestiniens, les voir comme des Palestiniens, et ne pas être raciste, c'est très très important, je suis très très touchée, émue et ça m'est très très difficile d'entendre ces auditeurs refuser d'entendre la vérité et puis de voir un complot et ça ressemble presque à du révisionnisme, alors pour des gens qui ont souffert, c'est très très dur d'entendre ça, alors merci, merci beaucoup pour tous ceux qui souffrent, hein, on est des êtres humains avant tout, ne soyons pas racistes, ne soyons pas fascistes, ne soyons pas sionistes, soyons des frères... »

20/06 – Daniel Mermet, traduisant un poème lu par un enfant : « nous sommes les enfants tués par leurs balles, les enfants égorgés, les enfants assassinés, les femmes veuves, nos routes sont bloquées, nos aéroports fermés, nos passages

fermés, nos villes divisées, notre nation affamée, nos lieux saints profanés, nos arbres sont arrachés par les bulldozers, nos puits sont bouchés, nos bêtes sont écrasées par les bulldozers, notre eau empoisonnée, notre air pollué »

21/06 – Auditeur : « Je voulais m'étonner d'une chose : le grand Rabbin d'Israël, Ovadia Yossef, aussi chef du plus important parti au gouvernement de l'État d'Israël, a appelé l'armée israélienne à, je cite, annihiler, éliminer tous les Arabes sans exception et sans pitié car ce sont des serpents. Cet appel public à l'extermination raciale date du mois d'avril. Il émane du plus important chef religieux et politique d'un État. Depuis cette date, les démocrates du monde entier attendent toujours la condamnation et la mise au ban des Nations qui s'impose vis-à-vis de cet État. »

21/06 – Auditeur : « Qu'est-ce que c'est que ce pouvoir mortifère qui se complait dans les assassinats d'enfants et les mutilations, qui justifie l'inacceptable jour après jour avec une outrecuidance criminelle et qui a l'infâme arrogance de nous traiter de racistes quand on ose timidement protester contre cette conduite indigne ? Qu'est-ce que c'est que c'est que ces hypocrites qui manient avec tant de virtuosité le bouclier de l'antisémitisme quand on veut juste leur rappeler que depuis cinquante ans ils reproduisent à dose homéopathique l'horrible injustice dont ils ont souffert

? Je suis farouchement antisioniste. Je ne suis en rien antisémite. »

22/06 – Auditeur : « salut Daniel, c'est donc Mounir de Paris. Bravo pour ton courage car tous les médias écrits, parlés et télévisés n'ont pas toujours été objectifs dans le traitement de la cause palestinienne. Toi, tu oses. Tu oses dénoncer l'injustice. Oui, les juifs ont très bien exploité le capital de pitié qu'ils cultivent depuis 50 ans. Maintenant, ça suffit. »

Les parties civiles avaient fait citer en qualité de témoins Alain Finkielkraut, Roger Cukierman, Alexandre Adler et Pierre-André Taguieff. Rony Brauman a quant à lui été cité par la défense.

Les associations poursuivantes se sont employées à caractériser la dangerosité des passages sélectionnés révélateurs de cet « antisémitisme new-look » de gauche, en soulignant que leur choix n'était pas innocent et correspondait aux options idéologiques de l'animateur, à savoir l'inversion perverse du juif-victime devenu bourreau.

Le Tribunal devra trancher sur le point de savoir si ces propos peuvent être réduits à une simple critique de la politique israélienne, et si un simple « antisionisme » exclut nécessairement toute forme d'antisémitisme. Le Procureur de la République, tout en laissant au Tribunal le soin d'apprécier si le prévenu « a franchi une fois seulement la limite » a néanmoins admis que les propos, « moralement répréhensibles », constituaient sans doute pour le moins une faute déontologique. Le jugement sera rendu le 12 juillet 2002.

Sommaire

La dissociation de l'«antiracisme» et de la lutte contre l'antisémitisme. Shmuel Trigano..... page 1

L'IDÉOLOGIE

Aspects de la nouvelle judéophobie.
Pierre-André Taguieff..... page 2

LES ORGANISATIONS

La nébuleuse des associations pro-palestiniennes en France. Itzhak Landau page 10
Les ONG pro-palestiniennes en France et dans le monde.
Marc Knobel page 15

INTERPRÉTATIONS

Les contours d'une nouvelle idéologie.
Shmuel Trigano..... page 20
Le «peuple en danger» des anti-mondialistes.
Sidney Touati page 27
Les nouveaux visages rouge-bruns-verts de l'antisémitisme.
Alexandre del Valle page 31

Petit lexique du prêt à penser. Gerard Rabinovitch page 36

DOCUMENTS

Un tract du parti des musulmans de France page 37
L'opinion publique et le transfert victimaire..... page 39

Observatoire du monde juif

78 avenue des champs Elysées, 75008 Paris

Association «loi de 1901» éditant le bulletin de l'observatoire du monde juif

Président : Shmuel Trigano

Comité éditorial : Alexandre Adler, Joelle Allouche Benayoun, Daniel Dayan, Richard Darmon, Frédéric Encel, Nelly Hansson, Raphaël Israeli, Marc Knobel, Laurence Podselver, Gérard Rabinovitch, Jacques Tarnero, Shmuel Trigano

Relations publiques : Renée Arki Benhamou

Secrétaire de rédaction, maquette :
Bertrand Laidain

email : obs.monde.juif@free.fr
web : <http://obs.monde.juif.free.fr>

IMPRESSION : IMB - BAYEUX
Dépôt légal à parution

**Les articles publiés n'engagent
que la responsabilité de leurs auteurs**